Bibliothèque St-Sulpice
340 rue St-Denis,
Montréal

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 14 AVRIL 1928

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 14TH APRIL, 1928

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE"

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes. 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50. par 100 mots.

"Gazette officielle", par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, $1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception

TO ADVERTISERS IN THE "OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

"Official Gazette", 30 cents per single number.

Slips, $1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception

tion de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,
L.-AMABLE PROULX.

Hôtel du gouvernement. 887

of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

L. AMABLE PROULX,
King's Printer.

Government House. 888

Lettres patentes

"Aaronson's, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1928, constituant en corporation: Joseph Cohen, avocat, C. R. M.A.L., Myer Gameroff, avocat, et Myer Gross, étudiant en droit, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire en gros et en détail l'achat et la vente d'habits et vêtements de toute description, pour hommes, dames et enfants;

Exercer le négoce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands et négociants en gros de fourrures, articles de mode, confections pour hommes, dames et enfants, chapeaux, casquettes, nouveautés, fournitures de tailleurs et tissus de toutes sortes;

Faire, manufacturer, acheter, vendre, faire le négoce et le commerce de bottines et souliers et de toutes choses qui se rapportent à l'industrie de la chaussure;

Acquérir par achat ou échange, louer, détenir en vertu d'aucun titre et de toute manière que ce soit, tous les droits et propriétés réelles et personnelles, mobilières ou immobilières que la compagnie pourra croire nécessaires ou utiles pour les fins de son commerce;

Acquérir en vertu d'aucun titre quelconque les droits et privilèges de toutes autres firmes, corporations, industries, fabricants ou de tous autres commerces semblables ou identiques à celui que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, y compris la clientèle et l'actif mobilier ou immobilier, aux prix et pour être payés en argent, actions libérées ou débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Acquérir des marques de commerce, dessins industriels, brevets, franchises ou privilèges concernant toute invention, brevetée ou non, qui pourrait être utile à la compagnie;

Exercer tous les pouvoirs mentionnés dans les clauses précédentes, chaque fois, aussi souvent,

Letters patent

"Aaronson's, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1928, incorporating: Joseph Cohen, Advocate, K. C., M.L.A., Myer Gameroff, Advocate, and Myer Grass, student-at-Law, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business, wholesale and retail, in buying or selling men's, ladies' and children's clothing, garments of all and any description;

To carry on business as importers, exporters, manufacturers, wholesale merchants and dealers in furs, milliners, men's, ladies' and children's clothing, hats, caps, dry goods, tailors' trimmings and textile fabrics of all kinds;

To make, manufacture, purchase, sell, to job in and otherwise deal in boots, shoes and all things incidental to footwear;

To acquire by purchase or exchange, lease, hold under any title and in any manner whatever any rights and property, both real and personal, moveable or immoveable, which the company may consider as necessary or useful for the purposes of its business;

To acquire under any title whatever the rights and privileges of any other firms, corporations, industries, manufacturers or any other similar or identical business to that which the present company is authorized to carry on, including the goodwill, moveable or immoveable assets, and at such price and to be paid for in cash, paid up shares or debentures or other securities of the company;

To acquire any trade-mark, industrial designs, patents, franchises or privileges respecting any invention, patented or otherwise, which may be useful to the company;

To exercise all the powers mentioned in the foregoing clauses, each time, as often, in all

et dans tous les cas, circonstances et conditions que la compagnie croira être dans son intérêt ou utiles, avantageux, nécessaires pour ses entreprises, et exercer aucun des dits pouvoirs et faire toutes les autres choses qui sont appropriées ou qui conduisent à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Aaronson's, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,

1691 C.-J. SIMARD.

cases, circumstances and conditions as the company may deem to be in its interest, useful, advantageous or necessary for its undertakings, to exercise any of the said powers and to do all such other things as are advisable or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Aaronson's, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,

1692 Assistant Provincial Secretary.

"Agapit Shoe Manufacturing Co."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1928, constituant en corporation: Nazaire-E. Demers, commerçant de bois, Oscar Bourgault, notaire, Alfred Bergeron, cultivateur, tous de Saint-Agapit, comté de Lotbinière, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre en gros et au détail des chaussures, gants, mitaines ou autres objets en cuir, caoutchouc, étoffes ou autres matériels, acheter, importer, exporter, vendre et commercer le cuir, caoutchouc et autres produits d'iceux et tous les articles, ingrédients et composés d'iceux;

Faire les affaires en général de tannerie, et acheter, vendre et faire le commerce de tous produits, matériel brut s'y rapportant;

Manufacturer, acheter, vendre, louer, importer, exporter et faire le commerce de machines de toutes sortes en rapport à la manufacture de chaussures, caoutchouc, semelles, formes et toutes sortes de chaussures de cuir, caoutchouc, feutre et drap;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de toutes sortes de cirage, polissage, vernis, attaches et autres articles de marchandises y ayant rapport;

Acquérir par achat, bail ou autrement, des patentes, droits de patentes, licences, inventions, marques de commerce, noms de commerce et demandes en suspens, et de les payer en argent ou en actions complètement payées, bons ou autres garanties de la compagnie et en disposer;

Acquérir par achat, bail ou autrement des meubles et immeubles et la clientèle, les franchises, droits, privilèges, contrats et actif de toutes sortes, utiles ou en rapport aux affaires de la compagnie, et de les payer en argent ou en actions payées, bons, autres garanties de la compagnie, ou autrement, tel qu'il peut être convenu, et de vendre ou faire le commerce autrement avec tout ou aucune partie d'iceux et en disposer;

Hypothéquer, garantir, vendre, louer aucun des immeubles de la compagnie ou en disposer;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires y ayant rapport ou en aucune manière ayant rapport aux susdits objets, directement ou indirectement, ou pour l'exécution des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée;

Acquérir l'actif et la clientèle de toutes personnes ou sociétés exerçant un négoce quelconque, de payer le prix des achats en argent ou en actions acquittées, ou partie en argent et partie en actions acquittées de la compagnie;

"Agapit Shoe Manufacturing Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1928, incorporating: Nazaire E. Demers, lumber merchant, Oscar Bourgault, notary, Alfred Bergeron, farmer, all of Saint Agapit, county of Lotbinière, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell wholesale and retail boots and shoes, gloves, mitts or other objects in leather, rubber, cloth or other materials, to purchase, import, export, sell and deal in leather, rubber and other products thereof and any articles, ingredients and composites thereof;

To carry on a general tannery business, and to purchase, sell and deal in any products and raw material connected therewith;

To manufacture, purchase, sell, lease, import, export and deal in machinery of every kind in connection with the manufacture of boots and shoes, rubber, soles, forms and all kinds of leather, rubber, felt and cloth boots and shoes;

To manufacture, purchase, sell, import, export and deal in all kinds of blacking, polish, varnish, fastenings and other articles of merchandise connected therewith;

To acquire by purchase, lease or otherwise, patents, patent rights, licenses, inventions, trade marks, trade names and applications therefor, and to pay for the same in cash or in fully paid up shares, bonds or other securities of the company and to dispose of the same;

To acquire by purchase, lease or otherwise, movables and immovables, and the good-will, franchises, rights, privileges, contracts, and assets of all kinds suitable for or incidental to the business of the company, and to pay for the same in cash or in paid up shares, bonds or other securities of the company or otherwise, as may be agreed upon, and to sell or otherwise deal in and dispose of the same in whole or in part;

To hypothecate, guarantee, sell, lease or dispose of any of the immovables of the company;

To do all acts, exercise all powers and carry on any business in any way incidental to the above objects, either directly or indirectly, or conducive to the attainment of the objects for which this company is incorporated;

To acquire the assets and good-will of any persons or partnerships carrying on any business whatever, and to pay the price of such acquisition in cash or in paid up shares;

Vendre, louer ou échanger son actif et sa clientèle à toutes personnes ou sociétés, et en retirer le prix en argent ou en actions acquittées;

Emprunter de l'argent et émettre des obligations, billets promissoires ou autres preuves de dettes, et les garantir par hypothèque ou par garantie des immeubles appartenant à la compagnie;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Agapit Shoe Manufacturing Co.", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Agapit, comté de Lotbinière, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,

1693 C.-J. SIMARD.

To sell, lease or exchange its assets and good-will to any persons or partnerships, and to receive the price thereof in cash or in paid up shares or partly in cash and partly in paid up shares or other securities;

To borrow money and issue bonds, promissory notes or other evidences of indebtedness, and to secure the same by hypothecs or lien on the immovables belonging to the company;

To do all other things necessary for the attainment of the hereinabove mentioned objects or in any manner connected therewith, under the name of "Agapit Shoe Manufacturing Co.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Saint Agapit, county of Lotbinière, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,

1694 Assistant Provincial Secretary.

"Alfred Goyette, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1928, constituant en corporation: Alfred Goyette, quincaillier, Elise Goyette commis, et Rosa Goyette, caissière, toutes deux filles majeures, et tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce de la quincaillerie dans toutes ses formes et dérivés, des peintures et des huiles, avec pouvoir de transigner toutes affaires de nature similaire;

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce, sous quelque forme que ce soit, de tout ce qui peut être l'objet de la fabrication, de la vente, de l'achat et de l'importation des marchandises généralement vendues par les quincailliers, et faire en général le commerce des marchands et manufacturiers de quincaillerie et de ferronnerie;

Fabriquer, manufacturer, exploiter, préparer, acheter et vendre et en général faire le commerce de la plomberie sanitaire, ainsi que des tuyaux en fer forgé, en fonte ou en grès;

Fabriquer, manufacturer, exploiter, préparer, acheter et vendre, et en général faire le commerce de produits composés chimiques, dynamite, poudre à canon, cellulose, et ses dérivés et composés, ainsi que des produits chimiques en général; en un mot, de produits bruts ou manufacturés de même nature;

Manufacturer, acheter et vendre toutes sortes de peintures et d'huiles;

Acheter, vendre, fabriquer, manufacturer, réparer, échanger, louer, exporter et importer tous objets et toutes marchandises nécessaires aux fins du dusdit commerce;

Exercer toutes autres industries ou commerces qui pourraient être exercés convenablement, avantageusement, simultanément ou subséquemment par la présente compagnie, en même temps ou non que son commerce ci-haut mentionné, ou qui pourraient être de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Acquérir, posséder, vendre ou autrement aliéner des actions, obligations, ou tous autres titres émis par toute autre compagnie;

Acquérir, louer, aliéner ou autrement disposer

"Alfred Goyette, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1928, incorporating: Alfred Goyette, hardware dealer, Elise Goyette, clerk, and Rosa Goyette, cashier, both spinsters, and all of the city of Montreal, for the following purposes:

To make, manufacture and deal in hardware under all its forms and derivatives, paints and oils, with power of transacting any business of a similar kind;

To make, manufacture and deal in, under any form whatever, anything which may be the object of the manufacture, sale, purchase and importation of merchandise generally sold by hardware-merchants, and to carry on business generally as hardware and ironware merchants and manufacturers;

To make, manufacture, exploit, prepare, purchase and sell and generally deal in sanitary plumbing, wrought iron, cast iron or clay pipes;

To make, manufacture, operate, prepare, purchase and sell and generally deal in chemical compound products, dynamite, gun powder, cellulose and its derivatives and compounds, also in chemical products in general; in a word, raw or manufactured products of a like nature;

To manufacture, purchase and sell all kinds of paint and oil;

To purchase, sell, make, manufacture, repair, exchange, lease, export and import any objects and merchandise necessary for the purposes of the aforesaid business;

To carry on any other trade or business capable of being properly, advantageously, simultaneously or subsquently carried on by the present company, at the same time or not as the aforesaid business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

To acquire, own, sell or otherwise alienate shares, bonds or any other securities issued by any other company;

To acquire, lease, alienate or otherwise dispose

de toutes marques de commerce ou de fabrique, permis, brevets, desseins industriels, concessions ou franchises;

Se fusionner avec toutes autres compagnies exerçant un commerce semblable à celui que fera la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, ou autrement acquérir tous biens mobiliers ou immobiliers que la compagnie jugera nécessaires pour les fins de son entreprise, et les louer, les vendre ou autrement en disposer en tout ou en partie;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre toutes sortes de billets, chèques, connaissements ou autres effets négociables;

Payer le prix de toutes marchandises, propriétés mobilières ou immobilières, et généralement de toutes choses que la compagnie voudra ou pourra acquérir, en actions entièrement acquittées de la présente compagnie;

Payer tous services rendus à la présente compagnie, soit pour sa formation, soit dans le cours ordinaire de ses affaires, pour vente d'actions ou autrement, en actions complètement acquittées de la dite compagnie;

Emprunter toutes sommes d'argent que la compagnie jugera à propos pour les fins de ce commerce ou de son industrie, en tout temps ou aussi souvent qu'elle le jugera opportun, sous les termes, conditions et garanties jugés convenables par la compagnie, et notamment par hypothèques sur ses biens-immeubles;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation de l'entreprise de la dite compagnie;

Les pouvoirs accordés dans aucun paragraphe ne pourront être limités ou restreints en aucune manière par les termes d'autres paragraphes, sous le nom de "Alfred Goyette, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents piastres ($49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,

1695 C.-J. SIMARD.

of trade-marks and designs, permits, patents, industrial designs, concessions or franchises;

To amalgamate with any other companies carrying on a business similar to that which the present company will carry on;

To purchase, take on lease or in exchange, or otherwise acquire any movable or immovable property which the company may think necessary for the purpose of its business, and sell, lease or otherwise dispose of the same;

To draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, cheques, bills of lading or other negotiable instruments;

To pay for any merchandise, movable or immovable property and generally for any thing which the company wishes or may wish to acquire, with fully paid up shares of the said company;

To pay for any services rendered to the company, or about its formation or either in the ordinary course of its business, the sale of shares or otherwise, with fully paid up shares of the company;

To borrow any sums of money which the company may deem expedient for the purposes of its present business or of its trade, at any time and as often as may be deemed proper, on such terms, conditions and guarantees as may be deemed expedient by the company and especially by hypothecs on its immovable property;

To do and execute all other acts and things which may be useful or which may appear advantageous to the exploitation of the undertaking of the present company;

The powers granted in any paragraph cannot, in any manner, be limited or restricted by the terms of any other paragraphs, under the name of "Alfred Goyette, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars ($49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,

1696 Assistant Provincial Secretary.

"Burke-Stone Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1928, constituant en corporation: Wallace Ross Henry, Daniel-P. Gillmor, C.R., et Charles McKay Cotton, tous de la cité et du district de Montréal, avocats, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie de manufacturiers et commerçants de ciment et briques de toutes sortes, terra cotta, huile, tuyaux de drainage, d'égouts et d'aqueducs, ciment, marne, chaux, peinture, engrais chimique, pierre naturelle et artificielle et ses produits, et toutes les compositions dans lesquelles aucun des dits articles et matériaux entrent ou sont utilisés et construire des édifices, et acheter, vendre et faire le commerce de matériaux de construction et pour les dites fins;

Agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission de toutes sortes de produits et matières premières et de produits ouvrés, articles, effets, marchandises et commodités de toute description, manufacturés par la compagnie ou dont elle fait le commerce;

"Burke-Stone Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty thirde day of February, 1928, incorporating: Wallac Ross Henry, Daniel P. Gillmor, K. C., and Charles McKay Cotton, all of the City and District of Montreal, advocates, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers in cement and brick of all kinds, terra-cotta, tile, drain, sewer and water pipes, cement, marl, lime, paints, fertilizers, stone and artificial stone and its products, and all compositions into which any of the said articles and materials can be converted or used, and to erect buildings and buy, sell and deal in building material of all kinds and for the said purposes;

To act as manufacturers' agents or commission agents in all kinds of products and raw materials and manufactured goods, articles, wares, merchandise and commodities of every description, manufactured or dealt in by the company;

Acheter, louer, ou autrement acquérir toutes sortes de propriétés, carrières, mines, droits ou terrains miniers ou tout intérêt en iceux, et les prospecter, exploiter, exercer, développer et mettre en valeur et broyer, miner, exploiter, extraire, calciner, raffiner, manipuler, préparer pour le marché, utiliser, acheter, vendre et faire le commerce de pierre, chaux, marne, ardoises, schistes, argile, sable, gravier et autres matériaux requis pour les opérations de la compagnie;

Pourvoir, acheter, louer ou autrement acquérir et construire, ériger, établir, installer, mettre en opération, maintenir et exécuter tous les travaux nécessaires, moulins, usines, machineries et outillages de toutes sortes, nécessaires ou utiles pour le bon exercice de l'industrie manufacturière de la compagnie;

Faire, conclure, parfaire, exécuter, sous-louer et céder des contrats pour la construction, le parachèvement et l'amélioration d'édifices et constructions de toutes sortes, et dans ce but, exercer le commerce de commerçants généraux de pierre et de matériaux de construction de toute description et acheter, détenir et disposer des propriétés acquises dans le but d'y ériger des édifices;

Détenir, vendre, louer, céder, échanger, en disposer, administrer et autrement attribuer des terres à culture et immeubles ou toute portion d'iceux et développer, améliorer, exploiter et disposer aucune des dites propriétés en rues, ruelles, squares, lots ou autrement et les améliorer en y construisant des aqueducs ou autres travaux ou améliorations dans le but de rendre la propriété plus accessible et profitable, et bâtir, construire et entreprendre toutes sortes de travaux privés, édifices, maisons, fabriques, boutiques et autres édifices sur la dite propriété ou toute portion d'icelle;

Utiliser, exploiter et développer, acheter, louer ou autrement acquérir des forces hydrauliques et électriques, de l'énergie produite par du gaz manufacturé ou naturel ou toute autre énergie qui peut être obtenue ou qui est utile au développement des propriétés de la compagnie, dans les comtés de Laval, Hochelaga, Jacques-Cartier, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Napierville, Chambly, Verchères, l'Assomption, Terrebonne, Deux-Montagnes, Vaudreuil, Soulanges, Huntingdon, Joliette et Richelieu, et installer, construire, exploiter, acquérir et posséder, vendre, louer ou autrement aliéner des usines d'éclairage électrique, des usines à gaz, des aqueducs, et transmettre, distribuer, louer, vendre ou autrement disposer de l'électricité, de la lumière, vapeur, du gaz, de l'eau ou toute autre énergie ou force, pourvu toutefois que toute vente, distribution ou transmission d'énergie ou force électrique, hydraulique ou autre, au delà des terrains de la compagnie, soient sujettes aux règlements locaux, provinciaux et municipaux qui régissent ces opérations;

Projeter, construire, agrandir, allonger, réparer, compléter, démolir, enlever ou autrement s'occuper de tous travaux de chemins de fer, ponts, bassins, fondations et autres travaux de toutes sortes, et prendre ou recevoir tous contrats ou cessions de contrats pour tels travaux ou qui s'y rapportent et en recevoir le paiement en argent, ou en actions ou obligations ou d'autres valeurs de toute corporation avec laquelle ces contrats sont faits, et toutes autres propriétés de toutes sortes quelconques et les détenir ou vendre ou autrement en disposer ou les négocier;

Construire, maintenir, améliorer, exploiter, gérer, exécuter, acheter, louer, contrôler et

To purchase, lease or otherwise acquire any property, quarries, mines, mining rights or mining lands, and any interest therein, and to explore, work, exercise, develop and turn to account the same, and to crush, win, get, quarry, calcine refine manipulate, prepare for market, use, buy, sell and deal in any stone, lime, marl, slate, shale, clay, sand, gravel and other materials required for the company's operations;

To provide for, purchase, lease or otherwise acquire, and to construct, erect, establish, install, operate, maintain and carry out all necessary works, mills, plant, machinery and equipment of every kind, necessary or suitable for the due carrying out of the company's manufacturing business;

To make, enter into, perform, carry out, sublet and assign contracts for the construction, completion and improvement of buildings and structures of every kind, and to that end carry on the business of general dealers in stone and building materials of every description and to purchase, hold and dispose of property acquired for the purpose of erecting buildings thereon;

To hold, sell, lease, convey, exchange, dispose of, manage or otherwise deal with farming lands and real estate, or any portion thereof, and to develop, improve, exploit and lay out any such property in streets, lanes, squares, lots or otherwise and improve the same by water-works or other work or improvement designed to render the said property more accessible and profitable, and to build, construct and undertake any and all private works, buildings, building houses, factories, shops and other buildings on the said property, or any portion thereof;

To use, exploit and develop, purchase, lease or otherwise acquire water-power, electric power, manufactured or natural gas-power, or any other power obtainable and useful for the development of the property of the company in the counties of Laval, Hochelaga, Jacques Cartier, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Napierville, Chambly, Verchères, L'Assomption, Terrebonne, Deux-Montagnes, Vaudreuil, Soulanges, Huntingdon, Joliette and Richelieu, and to install, construct, operate, acquire and own, and to sell, lease or otherwise dispose of electric light, plant or works, gas plant or works, water plant or works, and to transmit, distribute, lease, sell or otherwise dispose of electricity, heat, steam, gas, water or any other energy or power, provided, however, that any sale, distribution or transmission of electric, hydraulic or other power or force beyond the lands of the company shall be subject to local, provincial and municipal regulations in that behalf;

To design, construct, enlarge, extend, repair, complete, take down, remove or otherwise engage in any work on railroads, bridges, docks, foundations and other works of every kind, and to take or receive any contracts or assignments of contracts, therefor, or relating thereto, and to receive in payment therefor cash or stock or bonds or other securities of any corporation with which such contracts may be made, and any and all other property of any sort whatsoever, and to hold or sell or otherwise dispose of or deal with the same;

To construct, maintain, improve, work, manage, carry out, purchase, lease, control or other-

autrement acquérir et détenir, utiliser, vendre, louer, ou autrement disposer de tous terrains, travaux, gros tuyaux, ou tous chemins, routes, moyens de transport, embranchements et voies d'évitement sur des terrains possédés ou contrôlés par la compagnie, ponts, réservoirs, cours d'eau, bateaux à vapeur, barges à vapeur, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, boutiques, magasins, et autres commodités qui sembleront susceptibles directement ou indirectement de promouvoir les intérêts de la compagnie et aménager, maintenir et exploiter par la force électrique, hydraulique, le gaz naturel ou autre force mécanique toutes usines appartenant à la compagnie ou dans lesquelles la compagnie est intéressée et contribuer, subventionner ou autrement aliéner ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution et contrôle;

wise acquire and hold, use, sell, lease or otherwise dispose of any lands, works, mains, or any roads, ways, carriers, branches and sidings on land owned or controlled by the company, and bridges, reservoirs, water-courses, steam boats, steam barges, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores, and other conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to equip, maintain and operate by electric, hydraulic, natural gas or other mechanical power all works belonging to the company or in which the company may be interested, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

Exploiter, explorer, développer, et maintenir toutes sortes de minéraux, gaz naturel ou leurs produits sur les terrains de la compagnie et préparer pour le marché, vendre, disposer et faire le commerce de coke, charbon, pétrole, gaz naturel et autres substances minérales, soit à l'état ouvré ou non, et les utiliser pour les fins de la compagnie;

To work, explore, develop and maintain all minerals, natural gas or products thereof on the lands of the company, and to prepare for market, sell, dispose of and deal in coke, coal, petroleum, natural gas and other mineral substances, either in a manufactured or unmanufactured state, and utilize the same for the purposes of the company;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, octrois, permis, baux, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou octroyer des permis en ce qui les concerne ou faire valoir autrement les biens, les droits ou intérêts ou les renseignements acquis de cette manière;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, grants, licenses, leases, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated to benefit this company; and to use, exercise, develop or grant licenses in respect or of otherwise turn to account the property, rights, interests or information so acquired;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation et les payer en argent ou en actions, obligations, débentures, ou autres valeurs de cette compagnie et détenir, vendre ou autrement négocier les actions, obligations, débentures ou autres valeurs ainsi achetées et, durant la détention de ces valeurs, exercer tous les droits et pouvoirs de propriété, y compris les droits de vote y attachés, et garantir le paiement du principal et des dividendes et intérêts sur les actions, obligations, débentures et autres valeurs de toute compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires; et promouvoir toute compagnie ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie et exerçant toute industrie pouvant être exercée de manière à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

To subscribe for, purchase or otherwise acquire the shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation, and to pay for the same in cash or in shares, bonds, debentures or other securities of this company, and to hold, sell or otherwise deal in the shares, bonds, debentures or other securities so purchased and, while holding the same, to exercise all the rights and powers of ownership thereof, including the voting powers thereof, and to guarantee payment of the principal of or dividends and interest on the shares, bonds, debentures or other securities of any company or corporation with which the company may have business relations; and to promote any company or corporation having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being carried on so as directly or indirectly to benefit this company;

Se fusionner ou s'unir avec toute autre compagnie ou corporation ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie et conclure tous arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les cessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou négoce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou qui peuvent être conduits de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie et faire des prêts d'argent à toute telle personne, compagnie ou corporation. garantir leurs contrats ou leur aider autrement et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune de ces compagnies

To consolidate or amalgamate with any other company or corporation having objects similar in whole or in part to those of this company, and to enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to engage in or carry on, or capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, company or corporation and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company or corporation, and to sell, hold, issue or resell the same with or without guarantee

ou corporations et les vendre, les détenir, émettre ou revendre avec ou sans garantie quant au principal et aux intérêts ou autrement les négocier ou en disposer;

Acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, avoir l'exercice et la jouissance, en son propre nom ou au nom des personnes, firmes ou compagnies ci-après mentionnées, si elles sont dûment autorisées à ce faire, la totalité ou aucune des propriétés, franchises, clientèle, droits, pouvoirs et privilèges, que détiennent ou dont jouissent toute personne, firme, ou toute compagnie exerçant ou formée pour exercer toute industrie semblable en tout ou en partie à celle que cette compagnie a l'autorisation d'exercer et payer telles propriétés, franchises, clientèle, droits, pouvoirs et privilèges totalement ou partiellement en argent ou totalement ou partiellement en actions libérées de la compagnie ou autrement et assumer les obligations de toute telle personne, firme ou compagnie; et exercer les droits, pouvoirs et privilèges de toute compagnie dont le capital-actions est possédé par cette compagnie au nom de telle compagnie ou en son propre nom;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie, ou toutes débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Prendre part à l'administration, surveillance ou contrôle des industries ou opérations de toute compagnie ou entreprise ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et pour cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs, comptables et autres experts ou agents;

Acquérir et exercer toute autre industrie, manufacturière ou autres, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie et ses objets, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Vendre, louer, échanger, en disposer, mettre en valeur ou autrement aliéner les biens, droits, franchises et entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération que cette compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation;

Répartir et émettre en paiement ou échange total ou partiel pour tous biens réels ou personnels, droits, permis et privilèges qui pourront être achetés, pris à bail ou autrement acquis par la compagnie, des actions du capital-actions non souscrit de la compagnie comme entièrement libérées et non sujettes à appel de versements, conformément aux termes de toute convention et exé utée par et entre la compagnie et tout vendeur, locataire ou autre concessionnaire lors de ou avant l'émission de telles actions libérées, lesquelles actions seront alors considérées et acceptées comme entièrement libérées et ne seront pas dans la suite sujettes à appel de versements futurs;

Répartir et émettre des actions libérées du capital-actions non souscrit de la compagnie pour services *bona fide* rendus à la compagnie ou à ses promoteurs, pourvu qu'un règlement des directeurs soit adopté spécifiant que la valeur donnée à la compagnie est équivalente à la valeur des actions libérées ainsi émises et réparties pour tels services, lequel règlement devra être passé et

of principal and interest, or otherwise to deal with or dispose of the same;

To purchase, lease or otherwise acquire and to hold, exercise and enjoy in its own name or in the name of the persons, firms, company or companies hereinafter referred to, if hereunto duly authorized, all or any of the property, franchises, good-will, rights, powers and privileges held or enjoyed by any person or firm, or by any company or companies carrying on or formed for carrying on any business similar in whole or in part to that which this company is authorized to carry on, and to pay for such property, franchises, good-will, rights, powers and privileges wholly or partly in cash or wholly or partly in paid up shares of the company, or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or company; and to exercise the rights, powers and franchises of any company whose capital stock is owned by this company in the name of such company or in its own name;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital, or any debentures or other securities of the company or the conduct of its business;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking having objects altogether or in part similar to those of this company, and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents;

To acquire and carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To sell, lease, exchange, dispose of, turn to account or otherwise deal with the property, rights, franchises and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, bonds, debentures or other securities of any company or corporation;

To allot and issue in payment or exchange, in whole or in part, for any real or personal property, rights, licenses and privileges which may be purchased, taken on lease or otherwise acquired by the company, shares of the unsubscribed capital stock of the company as paid up and made non-assessable for calls, in accordance with the terms of any agreement executed by and between the company and any such vendor, lessor or other grantor, on or before the issue of such paid up shares and which shares shall thereupon be deemed and be taken to have been fully paid up and shall not thereafter be liable for calls or future assessments;

To allot and issue paid up shares of the unsubscribed capital stock of the company for *bona fide* services rendered to the company or to the promoters thereof, provided a by-law of the directors is enacted specifying that the value given to the company is equivalent to the value of the shares so made paid up, issued and allotted for such services, said by-law having been passed

sanctionné par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté en personne ou par procuration à une assemblée générale spéciale de la compagnie dûment convoquée pour prendre le dit règlement en considération;

Placer et attribuer les argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, dans les valeurs et de la manière que la compagnie pourra déterminer de temps à autre;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Faire des avances de deniers aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, ou procureurs;

Faire des emprunts d'argent sur le crédit de la compagnie et émettre des obligations, débentures, ou autres valeurs de la compagnie et les mettre en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables et, nonobstant les dispositions du Code Civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, de la compagnie, sous le nom de "Burke-Stone Company, Limited";

Le capital-actions de la compagnie est de $149,000.00, divisé en 1240 actions ordinaires de $100.00 et 250 actions privilégiées de $100.00 chacune, lesquelles dites actions privilégiées donneront droit à un dividende privilégié cumulatif, avec priorité sur les actions ordinaires, de 7% par année, les porteurs d'icelles n'ayant pas droit de voter aux assemblées générales et spéciales de la compagnie et lesquelles actions seront rachetables au pair, avec en plus l'intérêt couru, en aucun temps au gré de la compagnie, après un mois d'avis aux porteurs d'icelles.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février, 1928.

Le sous-secrétaire de la province,

1697 C.-J. SIMARD.

and sanctioned by the vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented in person or by proxy at a special general meeting of the company, duly called for considering said by-law;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required upon such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of lading, bills of exchange, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To make cash advances to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principals, agents or attorneys;

To borrow money upon the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient and, notwithstanding the provisions of the Civil Code, to hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company, under the name of "Burke-Stone Company, Limited".

The capital stock of the Company will be ($149,000.00), divided into 1240 common shares of $100.00 each and 250 preferred shares of $100.00 each, which said preferred shares shall bear a cumulative preferential dividend prior to the common shares of 7% per annum, shall not entitle the holders thereof to vote at any general or special meetings of the company, and shall be redeemable at par, plus accrued interest, at any time, at the option of the company, upon one month's notice to the holders thereof.

The head office of the company will be in the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1928.

C. J. SIMARD,

1698 Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Clothes Shops, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1928, constituant en corporation: Louis Fitch, conseil en loi du roi, Harry Blanshay, avocat, et Joseph-Philippe Beaupré, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le négoce de grossistes et détaillants et négociants de tissus, cotonnades, lainages, soieries; importer et exporter les dits articles et autres articles de même nature; manufacturer des confections pour hommes et pour dames, et généralement faire le commerce des dits effets, comme grossistes, détaillants, négociants et fabricants;

Acquérir et détenir et vendre ou autrement aliéner les titres, actions, valeurs ou entreprises de toute autre compagnie ayant pour l'un de ses objets l'exercice d'aucun des pouvoirs de cette compagnie, ou transporter son entreprise ou son actif à telle compagnie ou se fusionner à icelle;

"Canadian Clothes Shops, Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1928, incorporating: Louis Fitch, King's Counsel, Harry Blanshay, Advocate, and Joseph Philippe Beaupre, Bailiff, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of wholesaler and retailer and jobber of textiles, cottons, woollens, silks; to import and export said articles and articles of a like nature; to manufacture men's and women's garments and to generally deal as wholesaler, retailer, jobber and manufacturer of said goods;

To acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertaking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of this company, or to transfer its undertaking or assets to, or to amalgamate with any such company;

S'ils y sont autorisés par un règlement sanctionné par le vote d'un moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer tel règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:—

a. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code Civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie, pour assurer et garantir pour les mêmes fins, et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionnés dans ce paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir les biens mobiliers de la compagnie ou donner en gage ou frapper d'une charge quelconque les biens meubles, ou donner ces diverses espèces de garantie pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations ou autres valeurs, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

Les limitations et restrictions du présent article ne s'appliquent pas aux emprunts faits par la compagnie au moyen de lettres de change ou billets faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en faveur de la compagnie, sous le nom de "Canadian Clothes Shops, Ltd.", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,

1699 C.-J. SIMARD.

If authorized by by-Law sanctioned by a vote of not less than two thirds in value of the subscribed stock of the company, represented by a general meeting called for considering the By-Laws, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or any securities of the company and pledge or sell the same for such sum and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage, or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company, to secure and guarantee for such purpose and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in the sub-paragraph by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of Special Corporate Powers Act, or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the movable property of the company or pledge or otherwise affect the movable property, to give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

The limitations and restrictions contained in this clause shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Canadian Clothes Shops, Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided up into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,

1700 Assistant Provincial Secretary.

"Compagnie de chaises de Daveluyville, Limitée —Daveluyville Chair Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1928, constituant en corporation: J.-Edouard Alain, Georges Cantin, Industriels, L.-Arthur Héon, Comptable, L.-Elphège Baril, contremaître, F.-Edouard Alain, Ingénieur, tous de Victoriaville, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, acheter et vendre, soit pour elle ou comme agent, des meubles de maison et tous autres objets en bois ou en métal;

Acquérir, posséder et vendre des machines, installations, limites à bois, moulins, inventions, entreprises et brevets, propriétés, droits, privilèges, baux, contrats et autres droits qui peuvent être avantageux ou utiles à l'exercice de l'industrie et du commerce de la compagnie;

Acheter et vendre des actions, obligations et débentures d'autres compagnies;

Acquérir des entreprises similaires et leurs clientèles;

Aider toute organisation créée dans le but de secourir les employés de la compagnie;

"Compagnie de chaises de Daveluyville, Limitée —Daveluyville Chair Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the tenth day of March, 1928, incorporating: J. Edouard Alain, Georges Cantin, manufacturers, L. Arthur Héon, accountant, L. Elphège Baril, foreman, F. Edouard Alain, engineer, all of Victoriaville, for the following purposes:

To manufacture, deal in, purchase and sell either for itself or as agent, house furniture and any other objects in wood or in metal;

To acquire, hold and sell machines, installations, timber limits, mills, inventions, undertakings and patents, property, rights, privileges, leases, contracts and other rights which may be advantageous or useful for carrying on the business and trade of the company;

To purchase and sell stock, bonds and debentures of other companies;

To acquire similar undertakings and their good-will;

To aid any organization formed for the purpose of assisting the employees of the company;

Emettre sous son sceau des certificats au porteur (share warants) pour ses actions entièrement acquittées, suivant les dispositions de l'article 45 de la loi des Compagnies de Québec, sous le nom de "Compagnie de Chaises de Daveluyville, Limitée—Daveluyville Chair Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de ($100.00) chacune, monnaie courante du Canada.

Le bureau principal de la compagnie sera à Daveluyville, comté d'Arthabaska, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
1701 C.-J. SIMARD.

"Eugène Rouleau, Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1928, constituant en corporation: Eugène Rouleau, industriel, Jean-Baptiste Lebrun, courtier en assurance, Melle Marie-Blanche Rouleau, institutrice, tous de Saint-Tite, Cté Champlain, P. Q., dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer le bois de pulpe, bois de construction et toutes autres sortes de bois et métaux et leurs produits, et en trafiquer;

Eriger, acquérir, posséder et opérer des moulins, chemins, estacades, ponts, remorqueurs et autres vaisseaux, digues et autres travaux nécessaires aux objets de cette compagnie;

Exercer le commerce de marchands, courtiers et contracteurs généraux;

Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer des propriétés et droits mobiliers et immobiliers;

Emettre des parts entièrement ou partiellement acquittées pour de l'argent reçu, ou pour des propriétés ou droits acquis, ou pour des services rendus;

Se fusionner avec, ou vendre à d'autres compagnies pour considérations, incluant l'échange, livraison ou reçu de parts totalement ou partiellement libérées;

Employer les fonds et propriétés ou parties d'iceux aux fins d'acquérir les parts ou autres garanties d'autres corporations et de disposer des dites parts ou garanties;

Faire telles choses seuls ou conjointement, comme principaux ou agents, sous le nom de "Eugène Rouleau, Incorporé", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Tite, Cté Champlain, P. Q., district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1928.

Le sous secrétaire de la province,
1703 C.-J. SIMARD.

"Ferme du Repos, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1928, constituant en corporation: Jules-Alphonse Langlais, notaire pu-

To issue under its seal share warrants for its fully paid up stock, in accordance with the provisions of article 45 of the Quebec Companies' Act, under the name of "Compagnie de Chaises de Daveluyville, Limitée—Daveluyville Chair Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of ($100.00) each, current money of Canada.

The head office of the company will be at Daveluyville, county of Arthabaska, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,
1702 Assistant Provincial Secretary.

"Eugène Rouleau, Incorporé".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223 R. S. Q., 1925, bearing date the tenth day of March, 1928, incorporating: Eugène Rouleau, manufacturer, Jean Baptiste Lebrun, insurance-broker, Miss Marie Blanche Rouleau, teacher, all of Saint Tite, Co. Champlain, P. Q., for the following purposes:

To purchase, sell, manufacture pulpwood, timber and any other kinds of woods or metals and the products thereof, and to trade therein;

To build, acquire, own and operate mills, roads, booms, bridges, tow-boats and other ships, embankments and other works necessary for the purposes of this company;

To carry on business as merchants, brokers and general contractors;

To purchase or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of movable and immovable property and rights;

To issue fully or partly paid up shares for money received or property or rights acquired or for services rendered;

To amalgamate with or sell to other companies, for consideration, including exchange, delivery or receipt of fully or partly paid up shares;

To use the funds and property or part thereof for the purpose of acquiring shares or other securities of other corporations and to dispose of such shares or securities;

To do such things alone or jointly with others, as principals or agents, under the name of "Eugène Rouleau, Incorporé", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Saint Tite, county Champlain, P. Q., district of Trois Rivières.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,
1704 Assistant Provincial Secretary.

"Ferme du Repos, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1928, incorporating: Jules Alphonse Langlais, Notary Public, residing and practicing at

blic, résidant et pratiquant à Rivière-Bleue, Napoléon Drapeau, médecin, demeurant à l'Isle-Verte, Louis Martel, cultivateur, et Philippe Martel, journalier, ces derniers de Saint-David-d'Escourt, tous du comté de Témiscouata, dans les buts suivants:

Développer des fermes et en manufacturer les produits;

Acquérir et détenir toutes actions ou obligations (débentures) dans d'autres compagnies et en disposer par aliénation ou autrement, sous le nom de "Ferme du Repos, Incorporée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-David-d'Escourt, dans le district de Kamouraska, comté de Témiscouata.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mars, 1928.

Le sous-secrétaire de la province,

1707 C.-J. SIMARD.

"George Drummond & Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du neuvième jour de mars 1928, constituant en corporation: Walter-George Drummond, courtier, Ernest Grubb, comptable, William-Mortimer Mazur, avocat, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Souscrire, acheter, vendre, échanger et généralement en faire le commerce et négocier des titres, obligations et autres valeurs du gouvernement, de municipalités, corporations industrielles et autres, et des titres, débentures, reçus de compagnies de fidéicommis et autres garanties et autres valeurs de corporations domestiques et étrangères; et durant la possession de ces valeurs, exercer les droits et privilèges de propriété, y compris le droit de voter sur icelles, et en échange émettre ses propres titres, bons et autres obligations et généralement exercer les fonctions d'agents de change et de courtiers en obligations;

Acheter, vendre, échanger un ou plusieurs sièges dans toute bourse ou chambre de commerce, ou dans toute association de courtiers organisée pour la vente de valeurs, obligations et titres;

Faire des emprunts de deniers, faire des prêts ou des avances de deniers sur des contrats, faire des placements et généralement agir comme courtiers en placements;

Exercer les fonctions de financiers et entreprendre et exécuter des opérations et transactions financières et généralement transiger et faire toutes les opérations d'une agence financière;

Promouvoir des compagnies et entreprises;

Emettre en échange, pour les titres, obligations et autres titres de créance de toute ccrporation domestique et étrangère, ses propres obgations et titres;

Garantir ou faire garantir le paiement des intérêts ou dividendes sur toutes obligations, titres, débentures de cette corporation, et garantir ou faire garantir les contrats et obligations de cette corporation, lorsque jugé nécessaire ou à propos par son bureau de direction;

Employer des experts pour faire enquête sur les conditions, perspectives, valeurs et nature de

Rivière Bleue, Napoléon Drapeau, Physician, residing at L'Isle Verte, Louis Martel, farmer, and Philippe Martel, laborer, the two latter of Saint David d'Escourt, all of the county of Temiscouata, for the following purposes:

To develop farms and manufacture the products thereof;

To acquire and hold stock or debentures in other companies and to dispose of same by alienation or otherwise, under the name of "Ferme du Repos, Incorporée", with a total capital-stock of ninety nine thousand dollars ($99,000,00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Saint David d'Escourt, in the district of Kamouraska, county of Temiscouata.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,

1708 Assistant Provincial Secretary.

"George Drummond & Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the ninth day of March, 1928, incorporating: Walter George Drummond, broker, Ernest Grubb, accountant, William Mortimer Mazur, advocate, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, buy, sell, exchange and generally deal in and with Government, municipal, industrial, and other kinds of stocks, bonds and other securities, and in and with stocks, debentures, trust receipts and other securities of corporations, both domestic and foreign; and while the owner thereof, to exercise the rights and privileges of ownership, including the right to vote thereon, and to issue in exchange therefor its own stocks, bonds and other obligations; and generally to carry on the business of stock and bond brokers;

To purchase, sell and exchange a seat or seats on any stock exchange or board of trade, or any other association of brokers organized for the sale of securities, bonds and stocks;

To borrow money, make loans, advance money on contracts, make investments, and generally act as investment brokers;

To carry on business as financiers and to undertake and carry out financial operations and transactions, and generally to transact or carry on all kinds of financial agency business;

To promote companies and undertakings;

To issue in exchange for the stocks, bonds, and other evidences of indebtedness of any corporation, domestic or foreign, its own bonds and stocks;

To guarantee or cause to be guaranteed the payment of interest or dividends on any bonds, stocks, debentures of this Corporation; and to guarantee or cause to be guaranteed the contracts and obligations of this Corporation, whenever deemed necessary or proper by its Board of Directors;

To employ experts to investigate the conditions, prospects, value and status of any busi-

toute entreprise commerciale et généralement de tout actif, propriété ou droits;

Donner toute garantie relativement au paiement de toutes débentures, obligations ou valeurs détenues par la compagnie et généralement garantir ou autrement aider dans l'exécution des contrats par toutes personnes, firmes ou corporations avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires;

Exercer tout autre commerce pouvant être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie;

Acquérir et assumer la totalité ou toute partie du commerce, des biens ou obligations de toute personne ou compagnie exerçant tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou des biens appropriés pour les opérations de la compagnie;

Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre par le bureau de direction de la compagnie;

Vendre ou autrement aliéner les entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération que la compagnie croira convenable, ou particulièrement pour des actions ou valeurs de toute autre compagnie;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "George Drummond & Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,

1709 C.-J. SIMARD.

"La Carrière Gravel, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1928, constituant en corporation: Edouard-L. Gravel, propriétaire de carrière, Joseph Gravel, gérant, Louis-Philippe Gravel, chantre, tous trois majeurs, du Château-Richer, dans les buts suivants:

Acheter, posséder, louer, exploiter, aliéner ou autrement acquérir et disposer des carrières de pierre et en faire le commerce;

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, contracteur et entrepreneur pour toute espèce de travaux se rapportant à l'industrie de la pierre, du ciment et de la chaux, des chemins, canaux, ponts et bâtisses de toutes sortes:

Exercer le métier de manufacturier et commerçant de brique, tuyaux, tuiles, pierre artificielle pour la construction des pavages et autres fins;

Exercer le métier de constructeur de chemins, de rues et aussi celui de manufacturier et commerçant de chemins, de mortier et de matériaux de construction de toute sorte;

Posséder et employer des bateaux, barges, chalands, tugs, pour les besoins de la Compagnie;

Exercer toute industrie, manufacturière ou autre, se rapportant à l'industrie de la pierre, du ciment et de la chaux, que la n pagnie croira capable d'être convenablement exercée de ma-

ness concerns and generally of any assets, property or rights;

To give any guarantee in relation to the payment of any debentures, bonds, or securities held by the Company, and generally to guarantee or otherwise assist in the performance of contracts by any persons, firms or corporations with whom the Company may have dealings;

To carry on any other business capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of the Company's property or rights;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on or property suitable for the business of the Company

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined by the Board of Directors of the Company;

To sell or otherwise dispose of the undertakings of the Company or of any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for the shares or securities of any other company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "George Drummond & Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the Company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,

1710 Assistant Provincial Secretary.

"La Carrière Gravel, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1928, incorporating: Edouard L. Gravel, quarry owner, Joseph Gravel, manager, Louis Philippe Gravel, singer, all three of full age, of Chateau Richer, for the following purposes:

To purchase, hold, lease, exploit, alienate or otherwise acquire and dispose of stone quarries and deal in same;

To carry on the business and trade of manufacturers, builders and contractors for every kind of work connected with stone, cement, lime, roads bridges and buildings of every kind;

To carry on the trade of manufacturer and dealer in brick, pipes, tiles, artificial stone for the construction of paving work and other purposes;

To carry on the business of contractor for roads, streets and also manufacturer and dealer in roads of mortar and building materials of every kind and to own and employ boats, barges, scows, tugs for the needs of the company;

To carry on any business manufacturing or otherwise relating to the business of stone, cement and lime which the company may deem capable of being suitably carried on so as to directly or indirectly increase the value of or render profitable the property or rights of the

nière à augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables, manufacturer, acheter, vendre et disposer d'articles, effets et marchandises;

Acquérir et posséder des biens, propriétés, privilèges, franchises, contrats, baux, biens fonciers et autres droits de toute personne, maison ou compagnie exerçant une industrie ou un commerce que cette compagnie est autorisée à exercer;

Acquérir et employer de la vapeur, de l'électricité ou autres pouvoirs pour les fins susdites;

Recevoir en paiement des propriétés, marchandises ou pour travaux faits des actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par une compagnie semblable, les donner ou en disposer;

S'unir avec aucune autre compagnie ou compagnies ayant des objets similaires à ceux énumérés dans les présentes, à tels termes et conditions que la compagnie choisira;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou de toute partie pour telle compensation que la compagnie jugera à propos et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie;

Emettre des actions libérées, obligations, débentures en paiement total ou partiel de propriété mobilière ou immobilière, droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que cette compagnie peut légalement acquérir, et aussi émettre des actions libérées, obligations ou autres valeurs en paiement total ou en échange d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie faisant des affaires semblables en tout ou en partie, ou se rapportant aux affaires de cette compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour service rendu ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement de parts du capital-actions de la compagnie ou de toutes débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Placer et disposer des fonds de la compagnie, non immédiatement requis, de telle manière qu'il pourra être déterminé de temps à autre;

Acheter, prendre à bail, louer ou autrement acquérir des outils, outillages, machines, machineries, voitures, camions, automobiles, chevaux et tous autres meubles et immeubles que la compagnie peut juger nécessaires ou désirables, les améliorer, conduire, développer, louer, hypothéquer, vendre, mettre à profit ou autrement traiter avec ou sans les biens de la compagnie et en disposer;

Bâtir et posséder des quais, pontons;

Acheter et posséder des coupes de bois, exploiter des chantiers de bois, faire le flottage du bois et faire le commerce du bois en général, sous le nom de "La Carrière Gravel, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres chacune. (Common stock).

Le bureau principal de la compagnie sera à Château-Richer, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,

1711 C.-J. SIMARD.

company; to manufacture, purchase, sell and dispose of goods, wares and merchandise;

To acquire and hold the property, assets, privileges, franchises, contracts, leases, real estate and other rights of any person, firm or company carrying on any industry or business which the company is authorized to carry on;

To acquire and employ steam, electricity or other power for the aforesaid purposes;

To receive in payment for property, merchandise or for work done stock, bonds, debentures or other securities issued by any similar company and give or dispose thereof;

To amalgamate with any other company or companies having similar objects to those herein enumerated, upon such terms and conditions as the company may deem fit;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company whose objects are in whole or in part similar to those of the company;

To issue fully paid up shares, bonds, debentures in full or part payment for any moveable or immoveable property, rights, claims, privileges, concessions or other advantages which the company may lawfully acquire and also to issue paid up shares, bonds or other securities in full payment or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company carrying on any similar business, in whole or in part, or relating to the business of the company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of shares of the capital-stock of the company or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To invest and dispose of the funds of the company not immediately required, in such manner as may be determined from time to time;

To purchase, take on lease, let or otherwise acquire tools, equipment, machines, machinery, vehicles, trucks, automobiles, horses and any other moveables and immoveables which the company may deem necessary or desirable, to improve, conduct, develop, lease, hypothecate, sell, turn to account or otherwise deal with or without the property of the company and dispose of same;

To build and own wharves, pontoons;

To purchase and own timber cuts, operate camps, float timber and deal in lumber generally, under the name of "La Carrière Gravel, Limitée", with a total capital-stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars each (Common Stock).

The head office of the company will be at Chateau Richer, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,

1712 Assistant Provincial Secretary.

"La Cie Minière Régionale, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1928, constituant en corporation: Joseph-Delphis Houde, industriel, Sainte-Croix, P. Q., Joseph-Alphondor Roy, Courtier, Lévis, Que., Joseph-Emilien Michaud, agent d'assurance, Trois-Rivières, P. Q., dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer de quelque manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir des inventions brevetées ou de ces appareils pour les objets ci-dessus mentionnés;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder les modes de transport nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et les charges de l'actif ainsi requis;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation:

Conclure des conventions avec toute autorité municipale, locale ou autre, qui seront jugées propres à atteindre les objets de la compagnie ou aucuns d'eux, et obtenir de toutes telles autorités les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera désirable d'obtenir, et exercer et accomplir toutes telles conventions, droits, privilèges et concessions;

Tirer, faire souscrire, accepter, endosser, négocier, payer et émettre des billets promissoires, chèques, lettres de change, connaissements, obligations, mandats d'entrepôts ou autres instruments négociables et transportables;

Payer toutes les dépenses en rapport à la formation de la compagnie et, avec le consentement des actionnaires, pour services rendus par les

"La Cie Minière Régionale, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1928, incorporating: Joseph Delphis Houde, manufacturer, Ste. Croix, P. Q., Joseph Alphondor Roy, broker, Levis, Que., Joseph Emilien Michaud, insurance agent, Trois Rivières, P. Q., for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever and sell or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

To build, maintain and exploit, upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company, its servants or workmen;

To build, acquire, possess such means of transportation as may be necessary for its operations and for the transport of its products;

To receive, hold or dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under the present Act, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it is so desired, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

To do all such other acts and operations necessary to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority, any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry on or exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To draw, make, subscribe for, accept, endorse, negotiate, pay and issue promissory notes, cheques, bills of exchange, bills of lading, obligations, warehouse-warrants and other negotiable and transferable instruments;

To pay for all expenses in connection with the formation of the company, and, with the consent of the shareholders, for services rendered by the

promoteurs et autres, soit en argent ou en actions acquittées de la compagnie, débentures ou autres valeurs, suivant la décision des directeurs;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir ou détenir des actions dans une autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la corporation, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, les vendre ou autrement en disposer;

Se vendre, se louer, se consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, sous le nom de "La Cie Minière Régionale, Limitée", avec un capital total de six cent mille piastres ($600,000.00), divisé en six cent mille (600,000) actions ordinaires de une piastre ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sainte-Croix, P. Q., Co. Lotbinière, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars, 1928.

Le sous-secrétaire de la province,

1713 C.-J. SIMARD.

promoters or others, either in cash or in paid up shares of the company, bonds or other securities, according to the directors' decision;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares of any other company having objects altogether or in part similar to those of the corporation, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To sell, lease, consolidate or amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of the present company, under the name of "La Cie Minière Régionale, Limitée", with a total capital stock of six hundred thousand dollars ($600,000.00), divided into six hundred thousand (600,000) common shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at Ste. Croix, P. Q., county of Lotbinière, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,

1714 Assistant Provincial Secretary.

"La Montcalm, Compagnie d'Assurance Générale—The Montcalm, General Insurance Company".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des assurances de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième de mars 1928, constituant en corporation: L.-J. Moreault, Médecin, Alphonse Chassé, Avocat, Léo Lévesque, Marchand, Léopold-R. D'Anjou, Négociant, Henri-A. Martin, Comptable Public, tous de Rimouski, et Jos. Morency, Courtier, de Québec, dans les buts suivants:

De faire toutes les opérations et genres d'assurances et de réasssurance contre le feu et ses conséquences, navigation intérieure, la vie, vie et accident, accident, maladie, accident et maladie, garantie, fidélité, cautionnement, industrielle, patronale, transport intérieur;

De faire toutes les opérations et genres d'assurance et de réassurance contre tous les risques pouvant résulter de l'aviation, bicycle, crédit, explosions, faux, animaux, maritime, glace, les dégâts causés par les arrosoirs automatiques, bouilloires à vapeur, tornade, vol, véhicules de toutes espèces, température, l'assurance et réassurance contre toutes pertes ou dommages à la propriété par des causes accidentelles, y compris les explosions, vol avec effraction, aussi contre toutes pertes ou dommages à la propriété ou aux personnes causés par le bris de tous appareils électriques ou autres;

De faire toutes les opérations et genre d'assurance et de réassurance contre tous genres d'accidents ou dommages pouvant résulter aux automobiles, véhicules moteurs de toutes sortes, y compris responsabilité légale pour les blessures ou en cas de décès, responsabilité légale pour dommages causés à la propriété d'autrui, dommages par collision, incendie, transport et le vol;

D'assurer et de réassurer toutes sortes d'intérêts, droits et propriétés, de faire toutes classes ou classe d'assurance et de réassurance permise par les lois de la Province, et pour ces fins, en tout temps et en tout lieu, de faire et d'exécuter des polices, contrats, conventions ou engagements écrits ou imprimés ou en partie écrits et en partie imprimés, suivant les exigences de chaque cas, et généralement d'exécuter toutes matières et choses

"La Montcalm, Compagnie d'Assurance Générale—The Montcalm, General Insurance Company".

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Insurance Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1928, incorporating: L. J. Moreault, physician, Alphonse Chassé, advocate, Léo Lévesque, merchant, Léopold R. D'Anjou, trader, Henri A. Martin, public accountant, all of Rimouski, and Jos. Morency, broker, of Quebec, for the following purposes:

To carry on all the operations and any kind of insurance and re-insurance against fire and the consequences thereof, inland marine, life, life and accident, accident, sickness, accident and sickness guarantee, fidelity, surety, industrial, patronal, inland transportation:

To carry on all the operations and any kind of insurance and re-insurance against any risks which may result from aviation, bicyles, credit, explosions, forgery, cattle, maritime, ice, damages caused by automatic sprayers, steam boilers, tornadoes, larceny, vehicles of any kind, temperature, insurance and re-insurance against any losses of or damages to property by accidental causes, including explosions, burglary, also against any losses or damages to property or persons caused by the breakage of any electric or other apparatus;

To carry on all the operations and any kind of insurance and re-insurance against all kinds of accidents or damages which may result from automobiles, motor-vehicles of any kind, including legal responsibility for wounds or in case of death, legal responsibility for damages caused to the property of others, damages by collision, fire, transportation and larceny;

To insure and re-insure any kinds of interests, rights and property, and to carry on every class or classes of insurance and of re-insurance allowed by the laws of the Province, and for such purposes, at any time and in any place, to make and execute policies, contracts, agreements or engagements, written or printed, or partly written and partly printed, according to the requirements of each case, and generally to execute any matters

relatives à ses fins et propres à les accomplir, le tout dans les limites fixées par la loi des assurances de Québec;

Détenir, posséder, acheter, vendre, louer, sous-louer ou autrement acquérir, de même que céder et transporter tous biens meubles ou immeubles nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie prêter ou emprunter des deniers, aussi prendre des hypothèques, hypothéquer les biens comme susdits, ou exercer ou donner tous droits de gages, de rétention ou de nantissement, le tout tel qu'il sera jugé nécessaire ou utile pour les fins de la compagnie et en conformité avec les lois de la Province de Québec;

Agir, exercer tous droits et pouvoirs et se livrer à tous genres d'affaires en rapport avec les objets de la compagnie et nécessaires ou utiles pour permettre à la dite compagnie d'exercer convenablement son entreprise;

La compagnie administrera, séparément de tous autres groupes d'assurances, les affaires d'assurance-feu et les affaires d'assurance-vie, sous le nom de "La Montcalm, Compagnie d'Assurance Générale—The Montcalm, General Insurance Company", avec un capital total de cinq cent mille piastres ($500,000.00), divisé en cinq mille (5,000) actions ordinaires de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Rimouski, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
1715 C.-J. SIMARD.

"La Renardière St-Félicien, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de mars, 1928, constituant en corporation: Joseph Têtu, marchand, François-Xavier Lamontagne, notaire, Nérée Perron, maître de poste, tous de Saint-Félicien, dans les buts suivants:

De faire l'élevage des bêtes en général et particulièrement des animaux à fourrures de toute espèce;

De faire le commerce en gros et en détail de fourrures;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement et posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer ou autrement faire valoir et vendre, louer, échanger ou autrement aliéner des immeubles, des intérêts immobiliers, des édifices ou autres propriétés immobilières, de toutes sortes;

Acquérir, bâtir, construire, améliorer ou modifier des maisons, acquérir, construire, entretenir, exploiter et gérer des magasins, entrepôts ou autre outillage et installations nécessaires aux fins de la compagnie;

Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises ou possédées par toute personne, en paiement ou en échange des marchandises, travaux ou autres valeurs quelconques;

Entrer en arrangement avec toutes autorités fédérales, provinciales, municipales, qui pourraient être favorables aux objets de la compagnie et obtenir d'aucune telle autorité tous droits, privilèges, franchises et concessions que la compagnie peut juger désirable d'obtenir;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer

and things connected with its purposes and conducive to the accomplishment thereof, the whole within the limits determined by the Quebec Insurance Act;

To hold, own, purchase, sell, lease, sublet or otherwise acquire, and also cede and transfer any movable or immovable property necessary or useful for the purposes of the company, to loan or borrow money, also take hypothecs, hypothecate property as aforesaid or exercise or give any mortgage, detention or pledge rights, the whole such as may be deemed necessary or useful for the purposes of the company and in conformity with the laws of the Province of Quebec;

To act, exercise any rights and powers and carry on any kind of business in connection with the purposes of the company and necessary or useful to the proper carrying out of the company's undertaking;

The company shall manage, separately of any other groups of insurance, the business of fire insurance and of life insurance, under the name of "La Montcalm, Compagnie d'Assurance Générale—The Montcalm, General Insurance Company", with a total capital stock of five hundred thousand dollars ($500,000.00), divided into five thousand (5000) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Rimouski, in the district of Rimouski.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,
1716 Assistant Provincial Secretary.

"La Renardière St-Félicien, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1928, incorporating: Joseph Têtu, merchant, François-Xavier Lamontagne, notary, Nérée Perron, post-master, all of St. Felicien, for the following purposes:

To carry on the breeding of animals and particularly of fur bearing animals of every kind;

To deal wholesale and retail in fur;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise acquire and possess, hold, improve, administer, utilize, develop or otherwise turn to account, and sell, lease, exchange or otherwise alienate immovables, immovable interests, buildings or other immovable property of every kind;

To acquire, build, erect, improve or alter houses, to acquire, construct, maintain, operate and manage stores, warehouses, or other equipment and installations necessary for the purposes of the company;

To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures, or other securities issued or held by any person, in payment or exchange for merchandise, work or other securities whatever;

To enter into any arrangement with any authorities, federal, provincial, municipal, which may seem conducive to the company's objects and to obtain from any such authority any rights, privileges, franchises and concessions which the company may think desirable to obtain;

To apply for, obtain, register, purchase, lease

ou octroyer sous permis, moyennant un droit régalien ou autrement, acquérir ou détenir, posséder, utiliser, exploiter et introduire et vendre, céder ou autrement aliéner toute marque de commerce, nom de commerce, droits d'auteurs, brevets d'inventions, améliorations ou procédés sous enregistrement ou autrement et utiliser, exercer, développer ou faire valoir autrement aucune de ces marques de commerce, marques de fabrique, droits d'auteurs, inventions, permis, procédés et privilèges semblables ou aucune de ces propriétés ou droits et accorder des permis à leur sujet;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec les industries susmentionnées, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Etre agent pour toutes personnes ou compagnies exerçant un commerce semblable à celui mentionné ci-dessus;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou de toutes personnes, firme ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens ou droits convenant aux objets de la présente corporation;

S'unir ou se joindre à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour toutes autres fins similaires, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires qui peuvent être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions et titres d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Emettre et répartir comme entièrement acquittées les actions de la compagnie présentement constituée, en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés, mobilières ou immobilières, droits, baux, franchises commerciales, entreprises, pouvoirs, privilèges, permis, concessions, stocks, actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres propriétés;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie estimera convenable et spécialement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation, sous le nom de "La Renardière St-Félicien, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à St-Félicien, Comté du Lac St-Jean, District de Roberval.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,

1717 C.-J. SIMARD.

or license on royalty or otherwise, acquire and hold, own, use, operate and introduce, and to sell, assign , or otherwise dispose of any trademarks, trade-names, copyrights, patents of invention, improvements and processes under registration or otherwise and to use, exercise, develop and grant licenses in respect of or otherwise turn to account any such trade-marks, trade-names, copyrights, inventions, licenses, processes and the like, or any such property or rights and grant licenses in respect thereof;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To act as agents for any individuals or company carrying on a business similar to the above;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or persons, firm or corporation carrying on any business which this company is authorized to carry on or possessed of any property or rights suitable for the purposes of the present corporation;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession, or for any other similar purposes, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To issue and allot, as fully paid up, shares of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any property, movable or immovable, rights, lease, business, franchises, undertaking, powers, privileges, licenses, concessions, stocks, shares, bonds, debentures, debenture stock or other property;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the present corporation, under the name of "La Renardière St-Félicien, Limitée", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars ($99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at St. Felicien, county of Lake St. John, district of Roberval.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of March, 1928.

C. J. SIMARD,

1718 Assistant Provincial Secretary.

"L'Imprimerie de Shawinigan Falls, Limitée (The Shawinigan Printing Company, Limited)".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de mars 1928, constituant en corporation: Joseph-Edouard-Edgar Prévost, gérant, Joseph-Arthur-Télesphore Prévost, typographe, Joseph-Philippe-Emilio Prévost, papetier, Joseph-Alfred-Louis Prévost, comptable, Joseph-Wilbram-Edouard Doucet, journalier, tous de la cité de Shawinigan Falls, dans les buts suivants:

Acquérir à titre onéreux ou à d'autre titre un ou des ateliers d'imprimerie, de réglage, de lithographie, d'embossage ou tout autre atelier se rapportant à ce genre de commerce;

Acquérir, posséder et diriger un ou des magasins comprenant tout ce qui se rapporte à une librairie et à une papeterie;

Construire ou acquérir à titre onéreux une ou des propriétés, un ou des terrains, les entretenir, les louer, vendre ou en disposer d'une manière quelconque et suivant la loi;

Louer par bail ou ou autrement une ou des propriétés pour les besoins de la Compagnie, les sous-louer en tout ou en partie selon qu'il sera jugé nécessaire;

Investir les fonds de la Compagnie, qui ne seront pas requis immédiatement, selon qu'il sera déterminé de temps à autre;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, billets d'échange, connaissements et tous autres instruments négociables ou transférables;

Acquérir à titre onéreux ou autrement les actions de toute autre compagnie faisant des affaires semblables, en tout ou en partie, aux affaires que cette Compagnie est autorisée à transiger;

Vendre ou disposer autrement, en tout ou en partie, des entreprises de la Compagnie pour des considérations que le Compagnie jugera convenables, et en particulier faire l'achat de débentures ou autres sécurités de Compagnies opérant dans le même genre d'affaires que celle-ci;

Emettre des actions entièrement payées et libérées, des obligations ou débentures et autres securités de la Compagnie en paiement, total ou partiel, d'aucune propriété ou d'aucun commerce ou pour services rendus ou pour tout travail fait pour la Compagnie, ou pour acquitter des dettes ou des responsabilités dues par celle-ci;

Vendre, améliorer, développer, échanger, louer ou disposer autrement, en tout ou en partie, de la propriété ou des droits de la Compagnie;

Exercer, seul ou en commun avec d'autres ou par l'entremise de commissions, agents ou fondés de pouvoirs, tous les pouvoirs nécessaires pour remplir les objets et atteindre les fins ci-dessus mentionnés;

Pourvoir à la rémunération des directeurs pour assistance aux assemblées régulières ou spéciales du bureau de direction;

Pourvoir aux versements de dividendes aux actionnaires sur les profits réalisés par la Compagnie, en conformité des stipulations de la Loi des compagnies de Québec;

Pourvoir à la rémunération de tous employés, à titre quelconque, de la Compagnie, sous le nom de "L'Imprimerie de Shawinigan Falls, Limitée (The Shawinigan Printing Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,800 actions sans valeur au pair ou nominale

"L'Imprimerie de Shawinigan Falls, Limitée (The Shawinigan Printing Company, Limited)".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1928, incorporating: Joseph Edouard Edgar Prévost, manager, Joseph Arthur Télesphore Prévost, typographer, Joseph Philippe Emilio Prévost, paper-maker, Joseph Alfred Louis Prévost, accountant, Joseph Wilbram Edouard Doucet, laborer, all of the city of Shawinigan Falls, for the following purposes:

To acquire under onerous or any other title one or more printing, ruling, lithographing, embossing or any other shop connected with said kind of business;

To acquire, hold and manage one or more stores including everything connected with a bookseller and stationer;

To construct or acquire under onerous title one or more properties or lands, to maintain, lease sell or dispose thereof in any manner whatever and according to law;

To let by lease or otherwise one or more properties for the needs of the company, to sublet same in whole or in part as may be deemed necessary;

To invest the funds of the company not immediately required as may be determined from time to time;

To draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and any other negotiable or transferable instruments;

To acquire under onerous title or otherwise the shares of any other company carrying on a similar business in whole or in part to the business which the company is authorized to carry on;

To sell or otherwise dispose in whole or in part of the undertakings of the company for considerations which the company may deem suitable and in particular to purchase debentures or other securities of companies carrying on the same kind of business as the present company;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds or debentures and other securities of the company, in full or part payment for any property or other business or for services rendered or any work done for the company or to discharge debts or responsibilities due by the latter;

To sell, improve, develop, exchange, lease or otherwise dispose in whole or in part of the property or rights of the company;

To exercise alone or in common with others or be way of commissions, agents or attorneys all the powers necessary to accomplish the objects and attain the purposes hereabove mentioned;

To provide for the remuneration of the directors for assistance at regular or special meetings of the Board of Directors;

To provide for the payment of dividends to shareholders out of the profits realized by the company, in conformity with the provisions of the Quebec Companies' Act;

To provide for the remuneration of any employees of any standing whatever of the company, under the name of "L'Imprimerie de Shawinigan Falls, Limitée—The Shawinigan Printing Company, Limited".

The capital-stock of the company shall be divided into 1800 shares without par or nominal

et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de quinze mille neuf cent soixante-dix-huit piastres et 71/100.

Le bureau principal de la compagnie sera à Shawinigan Falls, Qué., dans le district des Trois-Rivières, comté de St-Maurice.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
1719 C.-J. SIMARD.

value and the amount of the capital-stock with which the company will commence its operations shall be fifteen thousand nine hundred and sixty eight dollars and 71/100.

The head office of the company will be at Shawinigan Falls, Que., in the district of Trois Rivières, county of St. Maurice.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,
1720 Assistant Provincial Secretary.

"Marshall & Morrison, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1928, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, Harry Batshaw, et David-Isaac Shvemar, tous avocats, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le négoce de commerçants en gros et en détail, exportateurs, importateurs et négociants de toutes sortes de fruits, légumes, produits agricoles et laitiers, bois de sciage et autres produits forestiers, foin, grain, noix, huile, raisin, produits chimiques, teintures, thé, café et autres breuvages et généralement de toutes sortes de comestibles;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie, et de toute compagnie exerçant tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter à cette compagnie;

Agir comme agents d'expédition, courtiers en fret et agents à commission, en général;

Agir comme agents, marchands à commission, courtiers ou représentants de compagnies avec lesquelles cette compagnie a des relations d'affaires;

Faire le commerce d'acier, ferronnerie, verrerie, et produits métalliques;

Acheter, vendre, et faire le commerce de valeurs de placements;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou d'aucun des dits objets;

Conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, les concessions réciproques ou la coopération avec toute personne, compagnie ou association formée ou à être formée, et qui exerce ou est sur le point d'exercer tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, sous le nom de "Marshall & Morrison, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
1721 C.-J. SIMARD.

"Marshall & Morrison, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1928, incorporating: Philip Meyerovitch, Harry Batshaw, and David Isaac Shvemar, all Advocates, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale and retail dealers, exporters, importers and jobbers of all kinds of fruits, vegatables, farm and dairy products, lumber and wood products, hay, grain, nuts, oils, raisins, chemicals, dye-stuffs, teas, coffees and other beverages, and generally all edibles;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects similar to those of this company and any company carrying on any business capable of being conducted so as to benefit this company;

To act as shipping agents, freight brokers, and commission agents generally;

To act as agents, commission merchants, brokers or representatives of companies with which this company has business relations;

To deal in steel, hardware, glass and metal products;

To purchase, sell and deal in investment securities;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, receiprocal concessions or co-operation with any person, company or association formed or to be formed, carrying on or about to carry on any business which the company is authorized to carry on, under the name of "Marshall & Morrison, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,
1722 Assistant Provincial Secretary.

"Mining Finance Corporation, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars 1928, constituant en corporation: Willie Juneau, courtier, Donat Beaupré, architecte, et Mademoiselle Antoinette Bergeron, sténographe, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

"Mining Finance Corporation, Limited".

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1928, incorporating: Willie Juneau, broker, Donat Beaupré, architect, and Miss Antoinette Bergeron, stenographer, all of the city of Montreal, for the following purposes:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec, en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant toute industrie ou commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en corporation en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de "Mining Finance Corporation, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents piastres ($99,900.00), divisé en quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents (99,900) actions de une piastre ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans la Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
1723 C.-J. SIMARD.

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever and sell or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption right or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

To build, maintain and exploit, upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouse and stores necessary or useful to its operations;

To exercise all the powers enumerated in articles 105 to 112 of the Quebec Mining Act, in the manner therein prescribed;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company for its servants or workmen;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or any other securities issued by any mining company, in payment for minerals;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under the Quebec Mining Companies' Act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it is so desired, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

To do all such other acts and operations necessary to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, under the name of "Mining Finance Corporation, Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand, nine hundred dollars ($99,900.00), divided into ninety nine thousand, nine nundred (99,900) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,
1724 Assistant Provincial Secretary.

"Monarch Dress Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1928, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, Harry Batshaw, avocats, et Joseph Dainow, étudiant, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le négoce et le commerce de manufacturiers, commerçants, détaillants et négociants

"Monarch Dress Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the tenth day of March, 1928, incorporating: Philip Meyerovitch, Harry Batshaw, Advocates, and Joseph Dainow, Student, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, jobbers, retailors and dealers in men's,

d'habits de toutes sortes et de toute description, pour hommes, dames et enfants; faire le commerce de nouveautés, effets imperméables, soie, satin, garnitures, tissus de toutes sortes et de drap et cotonnades en général, exercer le négoce de tailleurs, costumiers et drapiers;

Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement avec son industrie, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie, ou de les mettre à profit;

Mener à bien la totalité ou aucun des objets susdits, comme principaux ou agents ou en société ou conjointement avec toute autre personne, firme, association ou compagnie;

Acquérir ou assumer la totalité ou partie du commerce, des biens soit mobiliers ou immobiliers et des obligations de toute compagnie exerçant toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens appropriés aux fins de la compagnie et émettre des actions libérées et non sujettes à appel, des obligations ou débentures en paiement de telles acquisitions;

Conclure des conventions ou arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, les concessions réciproques ou la coopération avec toute personne, compagnie ou association formées ou à être formées et exerçant ou sur le point d'exercer toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou tout commerce ou négoce nécessaire ou avantageux à l'exécution des fins de cette compagnie;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Monarch Dress Co., Ltd", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
1725 C.-J. SIMARD.

"Parc Berford, Ltée—Park Berford, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1928, constituant en corporation: François Bergeron, greffier, Lionel Gagnon, marchand, Liguori Bergeron, cultivateur, Gérard Bergeron, mécanicien, Louis-Jacob Forcade, asst.-ingénieur, tous de Saint-Alexis de Grande-Baie, district de Chicoutimi, dans les buts suivants:

S'occuper de l'exploitation générale d'une ferme pour l'élevage de renards argentés et autres animaux à fourrure en captivité, et acheter, vendre, échanger, et acquérir ou autrement faire le commerce de renards et autres animaux à fourrure pour le marché et pour des usages et objets commerciaux;

Faire, exécuter et passer des contrats et conventions avec toute personne ou compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, pour loger, nourrir, garder, élever tels animaux à fourrure en captivité, et pour capturer et prendre en captivité des animaux sauvages pour fins de propagation et d'élevage et pour la fourrure;

Acheter, vendre, acquérir et faire le commerce de peaux et pelleteries vertes et préparées,

ladies' and children's clothing of every kind and description; to deal in dry goods, waterproof goods, silks, satins, trimmings, textile fabrics of all kinds and cloth and cotton goods generally, and to carry on the business of tailors, outfitters and clothiers;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property and rights;

To carry out all or any of the foregoing objects as principals or agents, or in partnership or in conjunction with any other person, firm, association or company;

To acquire or undertake the whole or part of the business, property, either moveable or immoveable, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company and to issue paid up and non-assessable shares, bonds or debentures in payment therefor;

To enter into any agreement or arrangement for sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, company or association formed or to be formed, carrying on or about to carry on any business which this company is authorized to carry on, or any business or transaction necessary or incidental to the carrying out of the purposes of this company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Monarch Dress Co., Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,
1726 Assistant Provincial Secretary.

"Parc Berford, Ltée—Park Berford, Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1928, incorporating: François Bergeron, clerk, Lionel Gagnon, merchant, Liguori Bergeron, farmer, Gerard Bergeron, machiniste, Louis Jacob Forcade, assistant engineer, all of Saint Alexis de Grande Baie, district of Chicoutimi, for the following purposes:

To engage in a general ranching business for the breeding and rearing of silver foxes and other fur-bearing animals in captivity, and to buy, sell, exchange and acquire and otherwise deal in foxes and other fur-bearing animals for market and commercial uses and purposes;

To make, execute and enter into contracts and agreements with any person or company having objects similar in whole or in part to this company for the housing, feeding, keeping, rearing and breeding of any such captive fur-bearing animals and for the capture and taking into captivity of wild animals for propagation and breeding purposes and for furs;

To buy, sell, acquire and deal in raw and manufactured pelts and hides and to tan, cure and

tanner, sécher et préparer des peaux de toutes sortes;

Eriger et établir sur des terrains de la compagnie toutes les maisons, parcs, granges et autres édifices, murs, tours, clôtures et enclos, entrepôts frigorifiques et toutes autres constructions requises et nécessaires pour les fins de cette industrie;

Faire le commerce en gros et en détail de tous les matériaux de construction et accessoires en rapport aux fins de l'industrie susmentionnée ; faire le commerce en gros et en détail de tous produits alimentaires ou sous-produits alimentaires se rapportant aux animaux à fourrure en captivité;

Acheter, acquérir, vendre, transporter, louer et faire le commerce d'immeubles et de tous intérêts ou droits en iceux et aussi acquérir des propriétés personnelles de toutes sortes pour les fins industrielles autorisées par les présentes, et les vendre et en disposer et payer en tout ou en partie, pour toutes propriétés foncières ou personnelles, par l'émission d'actions libérées du capital de la compagnie;

Acquérir la clientèle, les biens, options, droits et l'actif et assumer le passif de toute personne, firme ou compagnie exploitant une industrie ou transigeant toutes affaires semblables à celles que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter ou de transiger, et les payer en argent ou en actions ou obligations ou valeurs de la compagnie, ou autrement, et échanger des actions de la compagnie pour aucune des fins ou aucun des objets de la compagnie;

Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner tout ou partie de l'actif, des propriétés, droits et entreprises de la compagnie pour telle considération que la compagnie croira convenable;

Acquérir par tous moyens légaux, en totalité ou partie, l'entreprise, le commerce, les propriétés, l'actif et assumer le passif de toute personne ou compagnie exerçant un commerce semblable à celui que cette Cie a l'autorisation d'exercer;

Emettre des actions libérées et non sujettes à appel, que ces actions soient souscrites ou non, des obligations et autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés, droits, baux, concessions ou franchises, services rendus à la compagnie, ainsi que le salaire de tous employés, gardiens et officiers de la compagnie, le tout dans la proportion et selon que les directeurs ou actionnaires le jugeront à propos;

Faire des avances au moyen de prêt ou autrement aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie ou à ses clients, prendre et tenir des hypothèques ou garanties quelconques pour garantir le prix d'achat de toutes propriétés, de tout argent dû à la compagnie à un titre quelconque;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération ou autres fins similaires avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant une industrie ou commerce de nature à profiter à la présente compagnie, et à ces fins, prêter des fonds ou autrement aider ces dites personnes et compagnie, en acquérant leurs actions et valeurs avec faculté d'en disposer au gré de la présente compagnie;

Exercer l'industrie du bâtiment et faire le commerce de matériaux de construction pour les fins industrielles autorisées par les présentes;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'instruments, provisions, accessoires et matériaux de toute nature et description;

Agir comme agents pour toute compagnie,

preserve hides of all kinds;

To erect or provide upon the lands of the company all houses, barns, pens and other buildings, walls, yards, fences and enclosures, refrigerators and any other erections requisite and incidental to the purposes of this business;

To deal wholesale and retail in all building materials and accessories connected with the purposes of the hereabove mentioned business; to deal wholesale and retail in all foodstuffs or by-products thereof connected with captive fur bearing animals;

To purchase, acquire, sell, convey, lease and deal in real estate and any interest or term therein, and also to acquire personal property of all kinds for the purposes of the businesses hereby authorized, and to sell and dispose of the same and to pay in whole or in part for any real or personal property by the issue of paid up shares of the stock of the company;

To acquire the good-will, property, options, rights and assets and to assume the liabilities of any person, firm or company carrying on or transacting any business similar to that authorized to be conducted by the company, and to pay for the same in cash or in stock or bonds or securities of the company, or otherwise, and to exchange shares in the company for any of the purposes or objects of the company;

To sell, lease, exchange or otherwise, alienate in whole or in part the assets, property, rights and undertakings of the company for such consideration as the company may deem fit;

To acquire by any legal title in whole or in part the undertaking, business, property, assets and to assume the liabilities of any persons or company carrying on a similar business to that which the company is authorized to carry on;

To issue paidup and non-assessable shares, whether subscribed for or not, bonds and other securities of the company in part or full payment for any property, rights, leases, concessions or franchises, services rendered to the company and also the salary of any employees, guardians and officers of the company, the whole in the proportion and as the directors or shareholders may deem expedient;

To make advances by way of loan or otherwise to the purchasers or lessees of any part of the immoveables of the company or to its clients, to take and hold mortgages or securities of any kind to guarantee the purchase price of any property, money due to the company under any title whatever;

To amalgamate or enter into arrangements respecting the sharing of profits, union of interests, co-operation or other similar purposes with any persons or companies carrying on or engaged in any industry or business of a nature to benefit the present company, and for such purposes, to loan funds to or otherwise assist such said persons and companies, by acquiring their shares and securities with power to dispose thereof at the option of the present company;

To carry on the construction business and deal in building materials for commercial purposes authorized by these presents;

To manufacture, purchase, sell and deal in implements, provisions, accessories and materials of any nature and description;

To act as agents for any company, partnership

société ou personne exerçant un commerce semblable ou similaire;

Acheter ou autrement acquérir et détenir et disposer de tous brevets d'invention, marque de commerce, dessins, patentes ou franchises;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets d'ordre, lettres de change, connaissements et autres effets négociables et transférables;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie, et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Les pouvoirs de chaque paragraphe ne sont pas limités ou restreints par référence aux termes de tout autre paragraphe des présentes, sous le nom de "Parc Berford, Ltée—Park Berford, Ltd", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Alexis de Grande-Baie, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,

1729 C.-J. SIMARD.

or person carrying on a similar or allied business;

To purchase or otherwise acquire and hold and dispose of any patents of invention, trademarks, designs, patents or franchises;

To draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable or transferable instruments;

To borrow money on the credit of the company, and to issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge and sell the same for such sums and at such price as may be deemed fit;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required and to dispose of same in the manner which may be determined from time to time;

The powers contained in each paragraph shall not be limited or restricted in reference to the terms of any other paragraph hereof, under the name of "Parc Berford, Ltée—Park Berford, Ltd", with a total capital-stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Saint Alexis de Grande Baie, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,

1730 Assistant Provincial Secretary.

"Rosalind Dress Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1928, constituant en corporation: Lazarus Phillips et Lionel-Albert Sperber, avocats, et Joseph-Philip Beaupré, huissier, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes;

Exercer le négoce de manufacturiers et commerçants de robes et vêtements de toute description et agir comme exportateurs et importateurs et commerçants en gros et en détail;

Acquérir par achat, location, échange ou autre titre légal, soit pour du comptant ou en retour pour des actions de son capital-actions ou ses valeurs et nantir, hypothéquer, vendre ou autrement aliéner des biens-fonds et propriétés immobilières en général, au degré requis pour les fins de son industrie, et aussi placer le surplus de ces fonds (avec le consentement des directeurs) dans des biens-fonds et propriétés immobilières et les posséder, détenir, hypothéquer, nantir, vendre et autrement disposer de temps à autre;

Payer toute propriété mobilière ou immobilière, droits, privilèges, commerce ou franchises que cette compagnie peut légalement acquérir ou, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie, en actions entièrement libérées, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et exploiter toute industrie connexes aux objets pour lesquels cette compagnie est constituée en corporation;

Garantir et donner des garanties et se porter garants du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute nature quelconque de toute autre corporation, firme ou individu;

Se fusionner, faire le partage des profits ou s'u-

"Rosalind Dress Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1928, incorporating: Lazarus Phillips and Lionel Albert Sperber, advocates, and Joseph Philip Beaupré, bailiff, all of the City of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of and dealers in dresses and garments of every description, and to act as exporters and importers and dealers at wholesale and at retail;

To acquire by purchase, lease, exchange or other legal title, either for money or in return for shares of its capital stock or its securities, and to mortgage, hypothecate, sell or otherwise dispose of real estate and immoveable property generally, to the extent required for the purposes of its business, and also to invest surplus funds (with the consent of the directors) in real estate and immoveable property, and to own, hold, hypothecate, mortgage, sell and otherwise dispose of the same from time to time;

To pay for any property, moveable or immovable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire, or, with the approval of the shareholders, for any services rendered or to be rendered to the company, in fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To do all acts and to exercise all powers and carry on all business germane to the objects for which this company is incorporated;

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual;

To amalgamate, share profits or unite with

nir avec toutes personnes ou compagnies exerçant tout commerce semblable ou similaire à celui que la compagnie a l'autorisation d'exercer, aux termes que cette compagnie pourra déterminer;

Acheter, prendre en échange ou en paiement ou acquérir autrement, posséder et détenir, et vendre et aliéner des actions, débentures, obligations et autres valeurs d'autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie et acquérir, détenir, vendre et aliéner des droits chirographaires, privilèges ou gages dans et d'autres compagnies ou individus;

S'ils y sont autorisés par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer tel règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie, pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionnés dans ce paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir les biens immobiliers de la compagnie ou donner en gage ou frapper d'une charge quelconque les biens meubles, ou donner ces diverses espèces de garantie pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations ou autres valeurs, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

Les limitations et restrictions du présent article ne s'appliqueront pas aux emprunts faits par la compagnie au moyen de lettres de change ou billets faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en faveur de la compagnie;

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt, non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie ou qui ont continué à l'être après avoir quitté son emploi;

Il ne sera fait aucun appel au public pour faire souscrire les actions, sous le nom de "Rosalind Dress Co., Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1731

any person or company carrying on any business the same as or similar to that which this company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide;

To purchase, take in exchange or in payment, or otherwise acquire, own and hold, and to sell and dispose of the shares, debentures, bonds and other securities in other companies having objects similar in whole or in part to those of this company, and to acquire, hold, sell, and dispose of rights of hypothecs, privileges or pledge in and from other companies or individuals;

If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph, by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act, or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immovable property of the company or pledge or otherwise affect the movable property, or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

The number of the shareholders shall be limited to twenty, exclusive of the past and present employees who may be shareholders of the company, and who have continued so to be after leaving its employ;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Rosalind Dress Co., Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1732

"Rosenbloom's, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de mars 1928, constituant en corporation: Joseph-R. Rosenbloom, marchand,

"Rosenbloom's, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1928, incorporating: Joseph R. Rosenbloom, merchant, Lewis I. Rosenbloom and Geor-

Lewis-I. Rosenbloom et George-B. Christison, commis, tous de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce, en gros et en détail, de marchands de nouveautés en général, merciers, drapiers, bonnetiers, pelletiers, chapeliers, marchands de chaussures, gantiers, et costumiers en général, et plus généralement exercer le négoce d'un magasin à rayons;

Acquérir, acheter, détenir, vendre, en disposer, fournir, manufacturer et produire toutes sortes et espèces d'effets, articles et marchandises faisant partie du commerce ou de toute partie du commerce susdit, ou qui s'y rapportent ou qui s'y rattachent;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne, firme ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Emettre des actions, soit entièrement libérées ou partiellement libérées, des titres, obligations ou débentures de la compagnie à toute personne, firme ou corporation pour toutes propriétés ou droits acquis par la compagnie et rémunérer, soit en argent ou en titres, obligations ou débentures, comme il est dit plus haut, toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie, en rapport avec la conduite des opérations de la compagnie;

Vendre, louer, transporter ou autrement céder la totalité ou toute partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie ou corporation et accepter comme considération de telle vente, location ou transport des argents ou toutes actions, titres, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et les vendre ou autrement en disposer;

Distribuer en espèces ou autrement, comme dividendes légalement déclarés à même les bénéfices nets de la compagnie, toute partie de l'actif de la compagnie entre ses membres, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de toute portion des propriétés de la compagnie et de plus toutes actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie dont cette compagnie aura le pouvoir de disposer;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété mobilière ou immobilière et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie;

Se fusionner, s'unir, s'associer ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant tout commerce semblable ou similaire et en assumer les obligations;

Acheter ou autrement acquérir et solliciter, détenir, développer, industrialiser, faire le com-

ge B. Christison, clerks, all of the City of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, for the following purposes:

To carry on the business, both wholesale and retail, of general dry goods merchants, haberdashers, clothiers, hosiers, furriers, hatters, shoe dealers, glovers and general outfitters and more generally to carry on the business of a departmental store;

To acquire, purchase, hold, sell, dispose of, supply, manufacture and produce all manner and kinds of goods, wares and merchandise dealt in or appertaining or incidental to the business or any part of the business aforesaid;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or firm or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To issue either fully paid up or partly paid up stock, shares, bonds or debentures of the company to any person, firm or corporation, for any property or rights acquired by the company, and to remunerate, either in cash or in stock, bonds or debentures, as aforesaid, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with the conduct of the company's business;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company or corporation and to accept, by way of consideration for such sale, lease or transfer, moneys or any shares, stock, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the net profits of the company, any assets of the company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of any portion of the property of the company and moreover any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of or in any other Company, or which it may have the power to dispose of;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

To amalgamate, unite, enter into partnership or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business, and to assume the liabilities thereof;

To purchase or otherwise acquire, and to apply for, hold, develop, manufacture under, deal in or

merce ou disposer de brevets d'invention, marques de commerce, procédés, dessins ou franchises;

Agir comme gérants ou agents de toute compagnie, société ou personne exerçant un commerce semblable ou similaire;

Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie, et émettre des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, et donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Placer et disposer des fonds disponibles de la compagnie de telle manière qui, de temps en temps, sera déterminée;

Tirer, faire accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change et autres instruments négociables ou transférables;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits et faire la totalité ou aucune des choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, ou par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Rosenbloom's, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix mille piastres ($90,000.00), divisé en neuf cents (900) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,

1733 C.-J. SIMARD.

to act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To draw, make accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Rosenbloom's, Limited", with a total capital stock of ninety thousand dollars ($90,000.00), divided into nine hundred (900) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Sherbrooke, in the District of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,

1734 Assistant Provincial Secretary.

"Service d'Autobus de Rivière-du-Loup, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mars 1928, constituant en corporation: Télesphore Bégin, rentier, J.-Henri Pelletier, opticien, J.-Aristide Benoit, comptable, Louis-Philippe Lizotte, avocat, tous de la Rivière-du-Loup, dans les buts suivants:

Effectuer, faire et opérer, dans la Province de Québec, après obtention des permis provinciaux et fédéraux voulus par nos lois, sous toutes ses formes, celle de chemins de fer exceptée, le voiturage public de marchandises, fret, colis, malle et poste, valeurs, autres effets, le transport des passagers et voyageurs par voies maritimes, aériennes ou terrestres, au moyen de tous genres de vaisseaux, avions, autobus, camions, véhicules, taxis et autres systèmes quelconques;

Louer, posséder, acquérir tous immeubles quelconques, emplacements, biens-fonds, cours, garages, remises, dépôts, stations, abris, gares, débarcadaires, quais, hangars, entrepôts, aéroports, aérogares et autres avec bâtisses, circonstances et dépendances nécessaires aux fins de la compagnie; les vendre, aliéner, échanger, céder, liquider, autrement négocier, les charger, grever, hypothéquer pour les mêmes dites fins;

Louer, posséder, acquérir tous droits, intérêts, prétentions, privilèges exclusifs, permis, licences, autorisations, brevets d'invention, concessions, participations, achalandages, relations d'affaires de toutes espèces, en jouir et les exploiter, les vendre, aliéner, céder, liquider, échan-

"Service d'Autobus de Rivière-du-Loup, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1928, incorporating: Télesphore Begin, annuitant, J. Henri Pelletier, optician, J. Aristide Benoit, accountant, Louis Philippe Lizotte, advocate, all of Rivière du Loup, for the following purposes:

To carry on, operate and execute, in the Province of Quebec, according to any form of provincial and federal permits required by our laws, that of railroads excepted, the public conveyance of merchandise, freight, parcels, mail and post, values, other goods, the transportation of passengers and travellers by maritime, aerial or terrestrial route, by means of any kind of ships, aeroplanes, autobuses, trucks, vehicles, taxis, and any other means whatever;

To lease, own, acquire any immoveables whatever, emplacements, real estate, yards, garages, sheds, depots, stations, shelters, stationhouses, gangways, wharves, outhouses, warehouses, air-ports and air-stations and other, with buildings, circumstances and dependencies necessary for the purposes of the company; to sell, alienate, exchange, convey, liquidate, otherwise trade in, encumber, pledge, hypothecate same for the such said purposes;

To lease, own, acquire any rights, interests, pretensions, exclusive privileges, permits, licenses, authorizations, patents of invention, concessions, participation, good-will, business connections of any kind, to enjoy, exploit, sell, alienate, convey, liquidate, exchange and otherwise deal with same,

ger et autrement négocier, ainsi que, en même temps, tous droits d'auteurs, franchises et avantages;

Entreprendre, exploiter et gérer toutes autres entreprises, industries ou commerces nécessaires ou simplement utiles aux fins de la compagnie;

Avoir des bureaux, succursales, filiales, agences, représentations, posséder des sources d'information au profit du public, des services ou organisations de renseignements, des correspondants et tous autres systèmes d'intermédiaires entre la compagnie et le public et nécessaires aux fins de la compagnie;

Etre et se servir d'agents, représentants, correspondants, intermédiaires, préposés d'autres personnes ou compagnies, en tous rapports intéressant ou touchant aux fins de cette présente entreprise ou celle d'autrui;

Etre et se servir de distributeurs, agents, gardiens, dépositaires et vendeurs de marchandises, huiles, graisses et tous autres effets et produits d'autres personnes ou compagnies, les vendre, céder, négocier et écouler sur le marché et dans le public;

Solder les frais, honoraires et déboursés d'incorporation, d'organisation et de promotion de la présente compagnie à même le produit du capital autorisé souscrit et payé;

Retenir les services de courtiers, banquiers, agents, solliciteurs et vendeurs pour la vente du capital social autorisé de la compagnie, dans le public et sur le marché, leur consentir des commissions, escompte, rétribution, rémunération et dédommagement en retour de leur travail;

Avoir des garages, lieux, endroits, boutiques et chantiers de réparations, peinturage, ajustage et révision, au service des différents systèmes de voiturage et de locomotion de la compagnie ou ceux d'autrui;

Avoir, posséder, acquérir toute l'instrumentation, outillage et machinerie nécessaires à l'item précédent et à l'exécution des présents pouvoirs;

Avoir, posséder, acquérir tous lieux et endroits d'hivernement, de remisage, d'engarage et d'abri pour les véhicules, avions et vaisseaux de la compagnie et ceux d'autrui;

Fusionner la compagnie avec d'autres entreprises similaires, et à ces fins, conclure tous marchés, contrats, actes et conventions de partage de profits, recettes et dépenses, *joint adventure agreements* et autres de même nature;

Investir et placer les revenus et capitaux non distribuables et disponibles de la compagnie dans des placements, achat d'actions dans le stock d'autres entreprises sur hypothèques, débentures et autres sûretés;

Avoir, posséder, acquérir un service de publicité, de littérature et d'annonces aux fins de faire connaître la présente entreprise, ses opérations, son fonctionnement et ses avantages;

Généralement faire tout ce que nécessaire à l'exécution complète et parfaite des présents pouvoirs, aux fins de la compagnie, soit comme dérivant des pouvoirs particuliers et ci-haut mentionnés ou comme découlant d'iceux par voie naturelle de conséquence, d'induction ou déduction, sous le nom de "Service d'Autobus de Rivière-du-Loup, Limitée", avec un capital total de dix mille piastres ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à la Rivière-du-Loup, dans le district de Kamouraska, Qué.

and also, at the same time, with any copyrights, franchises and advantages;

To undertake, exploit and manage any other undertaking, industry or business necessary or merely useful for the purposes of the company;

To have offices, branches, subsidiaries, agencies, representatives, to have sources of information for public benefit, information services or organisations, correspondents and any other form of intermediary between the company and the public and necessary for the purposes of the company;

To act as and employ agents, representatives, correspondents, intermediaries, proxies for other persons or companies, in any connection interesting or relating to the purposes of the present undertaking or that of others;

To act as and employ distributors, agents, guardians, depositaries and sellers of merchandise, oil, grease and any other wares and products of other persons and companies, sell, assign, negotiate and place the same on the market and among the public;

To settle the costs, fees and disbursements of incorporation, organization and promotion of the present company out of the product of the subscribed for and paid up authorized capital stock;

To retain the services of brokers, bankers, agents, canvassers and sellers for the placing, among the public and on the market, of the authorized capital stock of the company, to give them commission, discount, payment, remuneration and compensation in return for their services;

To keep garages, premises, places, work and repairing, painting, adjusting and overhauling shops for the different systems of conveyance and locomotion of the company or those of others;

To have, own and acquire all the instruments, equipment and machinery necessary for the preceding item and for the execution of the present powers;

To have, own, acquire any wintering, storing, garaging and sheltering premises and places for the vehicles, aeroplanes and ships of the company and those of others;

To amalgamate the company with other similar undertakings and, for such purposes, to enter into arrangements, contracts, deeds and agreements for the sharing of profits, receipts and expenses, joint adventure agreements and others of a like nature;

To invest and place the revenues and non distributable and available capital stock of the company in investments, purchase of shares in the stock of other companies, in hypothecs, debentures and other securities;

To have, own, acquire a service of publicity, literature and advertisement for the purpose of making known the present undertaking, its operations and working and its advantages;

Generally to do anything necessary for the full and complete execution of the present powers for the purposes of the company, either derivating from the special powers hereabove mentioned or resulting therefrom by natural means of consequence, induction or deduction, under the name of "Service d'Autobus de Rivière-du-Loup, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Rivière du Loup, in the district of Kamouraska, Que.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,

1735 C.-J. SIMARD.

"Montreal Silk Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mars 1928, constituant en corporation: Gerald-Samuel Tritt, Lewis Kellert Freedman, avocats, Réal Robillard, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

1. (*a*) Exercer le négoce en gros et en détail de marchands de nouveautés en général, drapiers, marchands de soies, satins et velours, merciers, modistes, costumiers, tailleurs, pelletiers, marchands de dentelles, marchands de confections, bonnetiers, gantiers et marchands d'habits en général;

(*b*) Acquérir, acheter, détenir, vendre, en disposer, fournir, manufacturer et produire des effets, denrées et marchandises de toutes sortes et espèces dont on fait le commerce ou qui se rapportent ou se rattachent au commerce ou à toute partie du commerce susdit;

(*c*) Prendre, acquérir, détenir, vendre et aliéner des biens fonciers et personnels de toute nature et espèces, comme garantie ou en paiement total ou partiel des dettes, engagements ou obligations contractés ou à être contractés relativement ou en rapport au commerce susdit ou aucune des fins et objets de la compagnie;

(*d*) Acquérir tout commerce de même nature ou caractère à celui que la compagnie a l'autorisation d'exercer, avec sa clientèle;

(*e*) Agit comme agents pour des commerçants, négociants et manufacturiers de toutes sortes d'effets, denrées et marchandises de même nature et description que ceux mentionnés ci-dessus;

(*f*) Acheter, acquérir, détenir, louer et aliéner des droits de brevets, et des permis se rapportant en aucune manière au commerce de la compagnie, ou tout intérêt dans tels droits de brevets et permis, et les motifs et pouvoirs de fabrication ou tous intérêts en iceux qui seront considérés désirables et nécessaires pour ou en rapport avec les objets susmentionnés de la compagnie;

2. Etablir, maintenir et conduire un commerce de ventes à commission, de courtage et d'agence générale, et comme auxiliaire à tel commerce, manufacturer et faire le commerce d'effets, denrées et marchandises;

3. Importer, manufacturer, acheter et vendre toutes sortes de confections, vêtements, accoutrements, habits, mercerie, articles de fantaisie et autres articles similaires;

4. Exercer le négoce d'agents financiers, courtiers et organisateurs en général; financer ou aider à financer des sociétés et compagnies à fonds social, acheter, vendre et faire le négoce de valeurs financières ou industrielles, promouvoir ou aider à promouvoir des sociétés et compagnies à fonds social, et agir comme agents pour l'achat, l'assemblage, l'échange et l'aliénation des propriétés qui peuvent faire partie de l'actif des compagnies à être organisées;

5. Payer pour toute propriété mobilière ou immobilière, droits, privilèges, commerces ou franchises que cette compagnie peut légalement acquérir ou, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus à la compagnie, en actions entièrement acquittées, obligations, débentures et autres valeurs de la compagnie;

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,

1736 Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Silk Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March 1928, incorporating: Gerald Samuel Tritt, Lewis Kellert Freedman, advocates, Real Robillard, bailiff, all of the City and district of Montreal, for the following purposes:

1. (*a*) To carry on the business, both wholesale and retail, of general dry goods merchants, drapers and of silks, satins, velvets, velours, haberdashers, milliners, dress-makers, tailors, furriers, lacemen, clothiers, hosiers, glovers and general outfitters;

(*b*) To acquire, purchase, hold, sell, dispose of, supply, manufacture and produce all manner and kinds of goods, wares and merchandise dealt in or appertaining or incidental to the business or any part of the business aforesaid;

(*c*) To take, acquire, hold, sell and dispose of real and personal property of every nature and kind, as security for or in satisfaction wholly or in part of debts, liabilities or obligations incurred or to be incurred in respect of or in connection with the business aforesaid of any of the purposes or objects of the company;

(*d*) To acquire any business of the nature or character which the company is authorized to carry on and the good-will thereof;

(*e*) To act as agents for traders, dealers and manufacturers of any goods, wares or merchandise of the nature or description hereinbefore mentioned;

(*f*) To purchase, acquire, hold, lease and dispose of patent rights and licenses in any way relating to the business of the company, or any interest in such patent rights and licenses and such motive and manufacturing powers or any interest therein as may be considered desirable or necessary for or in connection with the aforesaid objects of the company;

2. To establish, maintain and conduct a jobbing, commission, brokerage and general agency business, and as incidental to such business to manufacture and deal in goods, wares and merchandise;

3. To import, manufacture, buy and sell all kinds of ready-to-wear garments, wearing apparel, clothing, furnishings, fancy goods and kindred articles;

4. To carry on business as a general financial agent, broker and promoter; to finance or assist in financing partnerships and joint stock companies; to buy, sell and otherwise deal in financial and industrial securities; to promote or assist in promoting partnerships and joint stock companies, and to act as agents in the buying, assembling, exchanging and disposing of such properties as may enter into the assets of the companies to be promoted;

5. To pay for any property, movable and immovable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire, or, with the approval of the shareholders, for any services rendered to the company, in fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

6. Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs, exploiter toute industrie connexes aux objets pour lesquels cette compagnie est constituée en corporation;

7. Acquérir par achat, location, échange, bail, concession ou autre titre légal, et détenir et posséder des terrains et immeubles de toute description nécessaires ou utiles pour les fins du commerce de la compagnie, et vendre, louer, arrenter, céder, échanger, disposer et autrement faire le commerce de tels terrains et immeubles aux termes et conditions que la compagnie croira convenables;

8. Garantir et cautionner, et se porter garants du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute nature quelconque, de toute autre corporation, firme ou individu;

9. Se fusionner, partager les profits ou s'unir avec toutes personnes ou compagnies exerçant tout commerce semblable ou similaire à celui que la compagnie a l'autorisation d'exercer, aux termes que cette compagnie pourra décider;

10. Après autorisation par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale dûment convoquée pour prendre tel règlement en considération, les directeurs pourront périodiquement:

11. (*a*) Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

(*b*) Émettre des débentures, ou autres valeurs de la compagnie, les donner en garantie ou les vendre aux montants et prix qui seront jugés judicieux;

12. Rien de contenu dans la présente clause ne limitera ou resteindra le pouvoir d'emprunt d'argent par la compagnie sur les lettres de change ou billets promissoires consentis, tirés, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie;

13. Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Montreal Silk Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
1727 C.-J. SIMARD.

6. To do all acts and to exercise all the powers and carry on all business germane to the objects for which this company is incorporated;

7. To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title, and to hold and own lands and immovables of every description, necessary or useful for the purpose of the company's business, and to sell, lease, rent, convey, exchange, dispose of and otherwise deal with such lands and immovables on such terms and conditions as the company may think fit;

8. To guarantee, give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual;

9. To amalgamate, share profits or unite with any person or company carrying on any business the same as or similar to that which this company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide;

10. If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

11. (*a*) Borrow money upon the credit of the company;

(*b*) Issue debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

12. The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

13. No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Montreal Silk Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,
1728 Assistant Provincial Secretary.

"Exchange Clearing House Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mars 1928, constituant en corporation: Francis-George Bush, gérant, Herbert-William Jackson, comptable, et William-Patrick Creagh, clerc-avocat, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Exercer et s'occuper du commerce d'une maison de virements de valeurs cotées à la bourse, en général, dans toutes ses spécialités, pour le virement entre les membres de l'une ou plusieurs bourses d'actions et d'obligations, de valeurs minières, du curb et d'autres bourses, sur lesquelles des actions, obligations, débentures, actions-débentures, argent, prêts, billets, balances, droits, mandats, certificats, valeurs collatérales ou autres ou titres de droits et de dettes de toutes sortes et de toute description quelconque

"Exchange Clearing House Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1928, incorporating: Francis George Bush, manager, Herbert William Jackson, accountant, and William Patrick Creagh, Law Clerk, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in the business of a general stock exchange clearing house, in all its branches, for the clearing between members of one or more stock Exchanges, Bond Exchanges, Mining Curb and Unlisted or other exchanges on or in which stocks, bonds, debentures, debenture stocks, moneys. loans, notes, balances, rights, warrants, certificates, collateral or other securities or evidences of right and or indebtedness of any kind and description whatsoever are bought, sold or otherwise traded or dealt in, and for the

sont achetés, vendus, ou trafiqués de toute autre manière, et pour le règlement des transactions, relativement à la réception, livraison, cession, transfert, gage, hypothécation, enregistrement, et certification des titres, obligations, débentures, actions-débentures et valeurs de toutes sortes, prêts, billets, balances d'argent, taxes fédérales, provinciales et autres taxes de transfert, échanges et transferts; et exercer et s'occuper de tout autre commerce ou activité de toute manière ou façon se rapportant au commerce d'une maison de virements;

Agir comme agents de virements et intermédiaires, poour des bourses d'actions et d'obligations, et pour le curb et la bourse de valeurs minières et autres marchés et pour leurs membres;

Préparer et émettre des reçus de débit et de crédit, reçus de livraison, reçus finaux, reçus d'enregistrement, reçus de transfert, reçus de cession et des reçus et certificats de toutes sortes pour le dépôt, le transfert, cession, gage, hypothécation, enregistrement, livraison, transaction, échange et trafic de toutes telles valeurs, emprunts, argents, billet et chèques; et préparer et émettre, recevoir et livrer des notes; bilans de virements et de répartition; notes de balance; bilans et notes de virements d'emprunts; bilans et notes de transfert d'actions, bilans, reçus et notes d'enregistrement; notes de crédit; notes de débit, notes de vente, notes d'échange et tous autres documents, de toute nature, se rapportant à son commerce et aussi préparer et émettre des états se rapportant à toutes affaires dans lesquelles cette compagnie à un intérêt, y compris, mais sans limiter les termes susdits, des états des argents dépensés par la compagnie, pour le paiement de taxes de transfert sur les valeurs aux gouvernements fédéral ou provinciaux en rapport avec le commerce de la compagnie;

Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, ou permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une

settlement of transaction in respect of the receipt, delivery, assignment, transfer, pledge, hypothecation, registration and certification of stocks, bonds, debentures, debenture stocks and securities of any and all kinds, loans, notes, balances of moneys, Dominion, Provincial and other transfer taxes, trades and transfers; and to carry on and engage in any business or other activity in any manner or way related to or connected with the business of a clearing house;

To act as clearing agents for and intermediaries of stock and bond exchanges and of curb, mining and unlisted markets and exchanges and of the members of any thereof;

To prepare and issue debit and credit receipts, delivery receipts, final receipts, registration receipts, transfer receipts, assignable receipts, and receipts and certificates of all kinds for deposits, transfers, assignments, pledges, hypothecations, registrations, deliveries of and transactions, tradings and dealings in and with any such securities, loans, moneys, notes and cheques; and to prepare and issue, receive and deliver tickets; clearance and allotment sheets; balance tickets; loan clearing sheets and tickets; stock transfer sheets and tickets; registration sheets, receipts and tickets; credit tickets; charge tickets; sales tickets; exchange tickets and any other documents of any kind relating to its business; and also to prepare and issue statements relating to any matter in which the company has any interest, including, but without limiting the foregoing, statements of moneys expended by the company with respect to Dominion, Provincial and other security transfer taxes in connection with the business of the company;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concession and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to acount the property, rights, or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any

ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, preudre ou acquérir autrement et détenir des actions, ou des titres ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie, ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres

company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner set forth in Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take

valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital, ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toute obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, fiduciaires, entrepreneurs, facteurs, gérants, curateurs, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Et il est, par les présentes, ordonné et déclaré que dans le cas ou la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres direc-

over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital, or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, trustees, contractors, factors, managers, receivers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others; and to pursue, exercise or carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the Company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

And it is to be ordained and declared that, in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors, or with any firm of which one or more of its Directors are members or employees or with any other corporation or association of which one or more of its Directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such Director or Directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other Directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or

teurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20). Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions ou débentures, sous le nom de "Exchange Clearing House Company", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars, 1928.

Le sous-secrétaire de la province,

1705 C. J. SIMARD.

transaction;

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20). Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company is prohibited, under the name of "Exchange Clearing House Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,

1706 Assistant Provincial Secretary.

"The Employers Detective Agency (Quebec), Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mars 1928, constituant en corporation: Clarence-Melvin Simpson, enquêteur, Segfried-Hinson Read Bush, avocat, Janet-Ann MacPhail, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire toutes les opérations d'enquêtes généralement transigées en rapport avec une agence de détectives, y compris l'obtention et l'acquisition, par achat ou de toute autre manière légale, de renseignements, statistiques, faits et circonstances concernant et affectant tout commerce, la conduite, le caractère, le capital, les dettes, la solvabilité, le crédit, et la responsabilité d'associations, sociétés et corporations, et en disposer, vendre, prêter, affermer et utiliser de toute manière légale les renseignements, statistiques, faits et circonstances ainsi obtenus et acquis;

Acquérir par achat ou de toute autre manière légale, les dossiers, rapports, photographies, empreintes et toutes les preuves d'identification de tous les criminels, et se servir des mesures ordinaires, empreintes digitales "Bertillion", et de toutes autres mesures, et établir et maintenir un bureau pour les records de tous les criminels et en disposer, vendre, prêter, affermer et utiliser de toute manière légale les dossiers, rapports, photographies, mesures et preuves d'identification ainsi obtenus et acquis;

Etablir et maintenir des succursales ou agences de la dite compagnie;

Passer des contrats avec toutes sortes d'individus, firmes, associations et corporations pour se procurer et fournir des rapports sur tous crimes ou autres sujets et tous renseignements que cette compagnie a le pouvoir d'acquérir et de fournir, soit sur des criminels ou autres, et fournir et procurer des détectives ou autres personnes dans le but de protéger et de surveiller la propriété et de surveiller et de suivre et tracer des criminels ou autres personnes et pour obtenir des renseignements sur leur compte;

Pour les fins susdites, acquérir par achat ou autrement et établir, maintenir et conduire un commerce général d'imprimerie, de lithographie, de photographie et de publication,, et préparer et distribuer des journaux, pamphlets, livres, annuaires, catalogues, rapports, estimés, dossiers, listes et autres imprimés;

Acquérir ou assumer la totalité ou toute partie du commerce, des biens et obligations de toute compagnie exerçant tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possé-

"The Employers Detective Agency (Quebec), Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1928, incorporating: Clarence Melvin Simpson, Investigator, Segfried Hinson Read Bush, Advocate, Janet Ann MacPhail, Stenographer, Spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on every branch of Detective Business usually transacted in connection with a detective agency, including the obtaining and acquiring by purchase or in any other lawful manner, information, statistics, facts and circumstances of, relating to or affecting a business, conduct, character, capital debt, solvency, credit, responisbility, associations, connections and incorporations, and to dispose of, sell, loan, hire and use in any and all lawful ways the information, statistics, facts and circumstances so obtained and acquired;

To acquire by purchase or in any other lawful manner records, reports, photographs, measurements, and any and all proofs of identification of any and all criminals and to use in same the common measurements, (Bertillion) finger prints or any other measurements, and to establish and maintain an office for the records of any and all criminals, and to dispose of sell, loan, hire, and use in any and all lawful ways the records, reports, photographs, measurements and proofs of identification so obtained and acquired;

To establish and maintain branches or agencies of the said company;

To enter into contract with any and all individuals, firms, associations and corporations for the procuring and furnishing of any criminal or other records and any and all information within the powers of the company to acquire and furnish, whether criminal or otherwise, and to furnish and supply detectives or other persons for the purpose of protecting, and watching property and the watching and tracking and tracing of criminals or other persons and obtaining information thereof;

For the purposes aforesaid to acquire by purchase or otherwise and to establish, maintain and conduct a general printing, lithographic, photographic and publishing business, and prepare and distribute papers, pamphlets, books, directories, catalogues, reports, ratings, records, lists and other printed matter;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to

dant des biens qui conviennent aux fins de la compagnie et, sans limiter la généralité de ce qui précède, acquérir et assumer la succursale de Québec de la compagnie "Employers Detective Agency, Limited", et les payer en actions ou en argent, suivant que la compagnie pourra déterminer;

Conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou négoce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute transaction qui s'y rapporte ou qui peuvent être conduits de façon à profiter directement à la compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune de ces compagnies et les vendre, détenir, revendre, avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Conclure des arrangements avec tous gouvernements ou autorité suprême, municipale, locale ou autre, qui seront de nature à atteindre les objets de la compagnie, ou aucun d'eux, obtenir de telle autorité tous les droits, privilèges, concessions que la compagnie jugera convenable d'obtenir, et exécuter et exercer et se conformer, vendre et disposer de tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Promouvoir aucune compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir toutes ou aucune des propriétés et engagements de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui semblera directement ou indirectement d'une nature avantageuse pour cette compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune action du capital de la compagnie, ou des débentures, ou toutes autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Vendre ou disposer, en tout ou en partie, de l'entreprise de la compagnie, pour telle compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie similaires à ceux de la compagnie;

Construire, maintenir et modifier tous édifices ou travaux nécessaires ou utiles pour les fins de cette compagnie;

Se fusionner, s'unir ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant tout commerce similaire ou auxiliaire et en assumer les obligations;

S'associer ou conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, la coopération ou la fusion avec toute autre personne, société ou compagnie;

Émettre des actions, soit entièrement libérées ou partiellement libérées, des obligations ou débentures de la compagnie, en faveur de toute personne, firme et corporation, pour toutes propriétés ou droits acquis par la compagnie et rémunérer soit en argent, actions, obligations ou débentures, comme il est dit plus haut, toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie, en rapport avec son incorporation, sa formation, ou son organisation ou en rapport avec la conduite des opérations de la compagnie;

Distribuer, en espèces ou nature, de temps à autre, entre les actionnaires de la compagnie aucun des biens, actifs ou droits de la compagnie, comme dividendes déclarés légalement à même

carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company; and without limiting the generality of the foregoing, to acquire and take over the Quebec Branch of the "Employers Detective Agency, Limited", and pay for same in stock or cash as the company may determine;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operations, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any persons or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any transaction pertinent thereto, and capable of being conducted so as to directly benefit this company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and sell, hold, resell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To enter into any arrangements with any governments or authorities supreme, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of this company, or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company;

To remunerate any persons or company for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To sell, dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To construct, maintain and alter any buildings or works necessary or convenient for the purposes of this company;

To amalgamate, unit or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business and to assume the liabilities thereof;

To enter into partnership or any agreement for sharing profits, co-operation or amalgamation with any other person, partnership or company;

To issue either fully paid up or partly paid up stock, shares, bonds or debentures of the company to any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the company, and to remunerate either in cash, stock, bonds or debentures, as aforesaid, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business;

To distribute in specie or kind, from time to time, among the shareholders of the company, any property, assets or rights of the company, as dividends legally declared out of the profits of

les bénéfices de la compagnie ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, sous le nom de "The Employers Detective Agency (Quebec), Limited", avec un capital total de cinq mille piastres ($5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,

1737 C.-J. SIMARD.

the company, or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act, under the name of "The Employers Detective Agency (Quebec), Limited", with a total capital stock of five thousand dollars ($5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of March, 1928.

C. J. SIMARD,

1738 Assistant Provincial Secretary.

"The Glovers Guild, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars, 1928, constituant en corporation: Jos.-Pierre Prud'homme, marchand de bois, Hermas Gariépy, gérant d'hôtel, Médéric Brais, commis, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, vendre, importer, exporter des cuirs, peaux et fourrures, laines, cotons et autres tissus, chassures, gants et mitaines, effets en laine et chandails, manteaux, confections, et nouveautés en général, jouets, articles de sport et de fantaisie et travaux d'art;

Tanner, teindre, préparer des cuirs, peaux et fourrures; manufacturer des effets en laine, coton ou autres tissus, chaussures, gants et mitaines, chandails, manteaux et autres vêtements, articles de fantaisie ou articles en cuir, canevas ou articles en cuir artificiel, articles de sport et de fantaisie et travaux d'art;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

Acquérir par achat ou autrement la totalité ou partie du commerce, des biens et de l'actif et assumer ou non le passif de toute personne, firme ou corporation exerçant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie, et donner en paiement des obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Souscrire, prendre ou de toute manière acquérir les effets, actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie et les vendre ou autrement en disposer; garantir les obligations, débentures ou valeurs ainsi vendues ou cédées par la présente compagnie ou toute compagnie semblable;

Payer toutes obligations de la compagnie ou toute réclamation contre la compagnie ou toutes propriétés et droits acquis ou possédés par la compagnie, pour tous services rendus ou à être rendus à la compagnie, en actions ou autres valeurs ou actif de la compagnie;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, en disposer, mettre en valeur ou autrement attribuer la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes les dépenses relatives à sa formation et à son organisation;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits;

Faire la totalité ou aucune des opérations ci-dessus mentionnées, soit seuls ou conjointement avec d'autres, pour elle-même, comme principaux

"The Glovers Guild, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1928, incorporating: Jos. Pierre Prud'homme, lumber merchant, Hermas Gariépy, hotel manager, Médéric Brais, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell, import, export leather, hides and furs, wool, cotton and other fabrics, boots and shoes, gloves and mittens, woollen goods and sweaters, cloaks, ready made clothing and dry goods generally, toys, sporting and fancy goods or works of art;

To tan, dye, prepare leather, hides and furs; manufacture woollen goods, cotton or other textile fabrics, boots and shoes, gloves and mittens, sweaters, cloaks and other clothing, fancy articles or leather goods, canvas or imitation leather goods, sporting and fancy goods and works of art;

To carry on any manufacturing industry or otherwise which the company may deem capable of being conveniently carried on in connection with its business, or deemed to directly or indirectly increase the value of, or render profitable the property or rights of the company;

To acquire by purchase or otherwise, the whole or part of the business, rights and assets and take over or not the liabilities of any person, firm or corporation carrying on a business similar in whole or in part to that of the present company, and give in payment therefor, bonds or other securities of the company;

To subscribe for, take or in any manner acquire the effects, shares, bonds, debentures or other securities of any company and to sell or otherwise dispose thereof; guarantee the bonds, debentures or securities thus sold or assigned by the present company or any similar company;

To pay for any obligations of the company or for any claims against the company, or for any property or rights acquired or possessed by the company, for any services rendered or to be rendered to the company, in bonds or other securities or assets of the company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organisation thereof;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To do all or any of the operations above mentioned, either alone or in conjunction with others, for itself as principal or for others as agents, under

ou pour d'autres comme agents, sous le nom de "The Glovers Guild, Limited", avec un capital total de quatre mille piastres ($4,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de dix piastres ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars, 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
1739 C.-J. SIMARD.

the name of "The Glovers Guild, Limited", with a total capital stock of four thousand dollars ($4,000.00), divided into four hundred (400) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1928.

1740 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"The Mount Royal Dental Society, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars, 1928, constituant en corporation, sans capital-actions: Maxwell Gold, Benjamin Gold, Joseph Stern, Arthur-Samuel Solomon, Jacob Rubin, Isidore Pisner, Louis Eidinger, tous docteurs et chirurgiens dentaires, tous demeurant et pratiquant en la cité et le district de Montréal, pour les fins suivantes:

Organiser, établir et conduire une société dentaire pour réunir ses membres dans un but d'étude, recherches et discussions de tous sujets qui se rapportent à la profession et à la pratique de l'art dentaire, avec le pouvoir de faire et d'adopter une constitution et des règlements, règles et ordonnances pour l'admission, la suspension et l'expulsion de ses membres et pour leur gouverne et pour l'établisement de différentes classes de membres et pour l'encaissement des honoraires, droits et cotisations; pour l'élection et la nomination de ses directeurs et autres officiers, et pour définir leurs devoirs; et pour la garde et la protection de ses propriétés et fonds et en général, réglementer, administrer et préserver ses propriétés et intérêts; et de temps à autre, modifier, abroger, annuler, ou changer telle constitution, règlements, règles et ordonnances, en tout ou en partie;

Faire toutes autres opérations de nature semblable ou similaire que la compagnie croira pouvoir convenablement faire en rapport avec ses opérations et recherches scientifiques, ou susceptibles directement ou indirectement d'augmenter la valeur ou de rendre plus efficaces ses recherches, études ou renseignements ou de rendre profitable aucun des biens ou droits de la corporation;

Etablir, administrer et subventionner les entreprises professionnelles, subordonnément à la loi, que cette compagnie croira nécessaires et appropriées à la réalisation de ses objets et particulièrement établir, administrer et subventionner des laboratoires, stations d'expérimentation, entreprises scientifiques, conférences et publications dans l'intérêt de la profession dentaire, et acheter, revendre, louer, prêter ou distribuer entre ses membres tous les articles nécessaires pour l'exercice de leur profession, matières premières, outils, instruments, appareils scientifiques et accessoires; livres de classe, publications et traités se rapportant à la profession et à la pratique de l'art dentaire;

Acquérir à titre gratuit ou onéreux les propriétés mobilières et immobilières, droits et privilèges que la corporation croira nécessaires ou appropriés à ses objets, pourvu toutefois que le montant des propriétés immobilières, s'il y en a, ainsi acquises n'excède pas en valeur la somme de vingt mille piastres;

"The Mount Royal Dental Society, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1928, to incorporate as a corporation without share capital: Maxwell Gold, Benjamin Gold, Joseph Stern, Arthur Samuel Solomon, Jacob Rubin, Isidore Pisner, Louis Eidinger, all Doctors and Surgeon Dentists, all residing and practising in the City and District of Montreal, for the following purposes:

To organize, establish, maintain and conduct a Dental Society to convene its members for the purposes of study, research and discussion of all subjects pertaining to the profession and practice of Dentistry and to promote the welfare of its members, with power to make and adopt a constitution and by-laws, rules and regulations for the admission, suspension and expulsion of its members, and for their government; and for the establishing of different classes of membership, and for the collection of fees, dues and assessments; for the election and appointment of its Directors and other officers, and to define their duties; and for the safekeeping and protection of its property and funds, and in general to regulate, manage and preserve its property and interests; and from time to time to alter, repeal, rescind or vary such constitution and by-laws, rules and regulations, or any of them;

To carry on any other operations of the same or a similar nature, which may seem to the Corporation capable of being conveniently carried on in connection with its operations and scientific endeavours, or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render more efficient its research studies or teachings, or render profitable any of the Corporation's property or rights;

To establish, administer and subsidise professional undertakings, subject to law, which the Corporation may deem necessary and suited to the attainment of its objects and in particular to establish, administer and subsidise laboratories, experimental fields, scientific undertakings, lectures and publications of interest to the Dental profession, and to purchase, to re-sell, lease, lend or distribute amongst its members all necessaries for the exercise of their profession, raw materials, tools, instruments, scientific apparatus and paraphernalia, text-books, publications and treatises pertaining to the profession and practice of Dentistry;

To acquire by gratuitous or onerous title moveable and immoveable property, rights and privileges which the Corporation may deem necessary or suited to its objects, provided, however, that the amount of immoveable property, rights and privileges, which the Corporation may deem necessary or suited to its objects, provided, however, that the amount of immoveable property, if any, so acquired, shall not exceed in value the sum of twenty thousand dollars;

Tirer, faire accepter, endosser, escompter et émettre des billets à ordre, lettres de change et autres effets négociables ou transférables;

Conclure des contrats ou conventions avec des personnes ou d'autres corporations similaires, pour l'achat, la location, l'échange ou la vente d'aucune des choses dont cette compagnie a l'autorisation de faire le commerce et particulièrement conclure des conventions réciproques avec des associations ou compagnies, professionnelles ou scientifiques, ayant des objets semblables à ceux de cette corporation, relativement à la réalisation de ses objets et s'affilier ou se fusionner avec telles associations semblables;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "The Mount Royal Dental Society, Inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que cette corporation peut posséder est de vingt mille piastres.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mars, 1928.

Le sous-secrétaire de la province,

1741 C.-J. SIMARD.

To draw, make accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

To enter into contracts or agreements with persons or other similar Corporations, for the purchase, lease, exchange or sale of any of the things with which it may be empowered to deal, and in particular, to enter into reciprocal agreements with professional or scientific bodies or companies having objects similar to this Corporation respecting the attainment of its objects, and to affiliate or amalgamate with such similar bodies;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Mount Royal Dental Society, Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the company may possess is to be limited, is twenty thousand dollars.

The head office of the company will be at Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,

1742 Assistant Provincial Secretary.

"Western Construction, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1928, constituant en corporation: Howard-Percey Honey, Hyman-Ernest Herschorn, Edouard Cholette, Herbert Bayne McLean, George Carlyle Marler, tous notaires et tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le métier d'entrepreneurs-généraux pour la construction et l'aménagement de travaux publics et privés;

Construire, exécuter, parfaire, aménager, améliorer, exploiter, développer, administrer, gérer ou contrôler des travaux publics et commodités de toutes sortes, laquelle expression (dont la généralité ne doit pas être limitée en aucune manière par les termes qui suivent) comprend des bassins, havres, jetées, quais, canaux, réservoirs, digues, travaux d'irrigation et remblayage, d'amélioration, d'égout, de drainage et de sanitation, aqueducs et hôtels, entrepôts, marchés et autres édifices publics;

Acquérir par achat, location, échange, concession ou autrement, des emplacements, fermes, terrains miniers ou fruitiers, emplacements de ville, terres à pâturage, terres à bois et toutes sortes d'héritages et de propriétés immobilières ou de tous intérêts ou droits y afférents, légaux ou équitables ou d'autre nature quelconque; prendre, bâtir, détenir, posséder, maintenir, travailler, développer, vendre, louer, échanger, améliorer et autrement troquer et aliéner tels lopins, terres, emplacements, héritages et propriétés immobilières ou tout intérêt y afférent, disposer de toute portion des terrains et propriétés ainsi acquis, les subdiviser en lots à bâtir et généralement y tracer des lots, des rues, lots à bâtir, pour fins résidentielles ou autres, et avec pouvoir d'y faire des rues, des systèmes d'égout et de drainage nécessaires et les bâtir pour fins résidentielles ou autres, fournir aux édifices ainsi construits, de la lumière électrique, du chauffage, gaz, eau, ou autres nécessités;

Etre agents pour la vente et l'achat d'immeubles et de tous intérêts s'y rapportant, et moyen-

"Western Construction, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1928, incorporating: Howard Percey Honey, Hyman Ernest Herschorn, Edouard Cholette, Herbert Bayne McLean, George Carlyle Marler, all notaries and all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors for the construction and equipment of public and private works:

To construct, execute, carry out, equip, improve, work, develop, administer, manage or control public works and conveniences of all kinds, which expression (the generality of which is not to be limited in any way by the following) includes docks, harbours, piers, wharves, canals, reservoirs, embankments, irrigations, reclamation, improvement, sewage, drainage, sanitary, waterworks, and hotels, warehouses, markets and other public buildings;

To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise city lots, farm lands, mining or fruit lands, town sites, grazing and timber lands, and any description of real estate and real property or any interests and rights therein, legal or equitable or otherwise howsoever; to take, build upon, hold, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, improve and otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and real property or any interest therein, to deal with any portion of the lands and property so acquired, subdividing the same out into building lots, and generally laying the same out into lots, streets and buildings sites for residential purpose or otherwise, and with power to construct streets thereon, necessary sewerage and drainage system, to build upon same for residential purposes or otherwise, to supply buildings so erected with electric light, heat, gas, water or other requisites therefor;

To act as agents for the sale and purchase of real estate and all interests therein and, for

nant rémunération, trouver des placements immobiliers pour toutes personnes, être agents pour la vente, pour les propriétaires, de tous immeubles, subdivisions, emplacements pour édifices, emplacements de ville ou terrains de toutes sortes et tous intérêts s'y rapportant; et assumer et acquérir de toute personne ou corporation toute agence, inclusive ou autre, pour la vente de tels terrains, emplacements ou intérêts s'y rapportant, et accepter toute cession de contrats et exécuter tous contrats faits par toute personne avec toute autre personne ou corporation pour la vente desdits terrains, emplacements ou intérêts s'y rapportant, comme agents ou autrement, et généralement agir comme agents d'immeubles, agents de logements et agents de locations et, comme opérations connexes, faire affaires comme agents d'assurance contre le feu;

reward, to procure real estate investments for any person; to act as selling agents for the owners of any real estate, subdivision, building sites, town sites or lands of any kind or any interest therein, and to take over and acquire from any person or corporation any agency, inclusive or otherwise, for the sale of any such lands, sites or interest therein, and to accept an assignment of and perform any contracts made by any person with any other person or corporation, for the sale of any such lands, sites or interest therein, as agents or otherwise, and generally to act as real estate, house and rental agents, and as incidental thereto to carry on the business of fire insurance agents;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou tout intérêt s'y rapportant, avec les édifices ou constructions qui pourraient y exister, et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des terrains et de toutes ou de chacune des bâtisses ou constructions qui y sont actuellement ou qui pourraient y être construites dans l'avenir, et prendre telle garantie à ce sujet qui serait jugée nécessaire;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

Ériger des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction;

To erect buildings and deal in building material;

Prendre et détenir des mortgages pour la balance impayée du prix d'achat sur tous terrains, bâtisses, ou autrement disposer de telles hypothèques;

To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or otherwise dispose of said mortgages;

Améliorer, modifier et administrer les dits terrains et édifices; et

To improve, alter and manage the said lands and buildings, and

Garantir et autrement aider à l'exécution de contrats ou hypothèques de personnes, firmes ou corporations avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations, et assumer et se charger de tels hypothèques et contrats en défaut; pourvu toutefois que, à l'exception de ce qui est de prendre et de garder des hypothèques comme il est stipulé ci-dessus, rien de contenu dans les présentes ne sera censé devoir autoriser la compagnie à faire des prêts, soit pour des fins de construction ou non, sur des terrains n'appartenant pas à la compagnie, ou sur des terrains qui, quoiqu'ayant appartenu autrefois à la compagnie, sont devenus la propriété d'autres personnes, soit par acte de vente, transport, transfert, ou autre mode d'aliénation;

To guarantee and otherwise assist in the performance of contracts or mortgages of persons, firms or corporations with whom the company may have dealings and to assume and take over such mortgages or contracts on default; provided, however, that except as to taking and holding mortgages as aforesaid, nothing herein contained shall be deemed to empower the company to make loans, whether for building purpose or not, upon lands not the property of the company, or upon lands which, though once the property of the company, have, by any deed, conveyance, transfer or alienation, become the property of another;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir, posséder, détenir, vendre ou autrement aliéner et attribuer et transporter des actions du capital-actions de toute corporation, étrangère ou autre, et les bons, débentures, obligations ou autres valeurs de tout gouvernement, municipalité ou corporation, étrangère ou autre, et durant la détention de ces valeurs, exercer tous les droits et privilèges de propriété, y compris le droit de voter pour icelles;

To subscribe for, purchase, or otherwise acquire, own, hold, sell or otherwise dispose of and deal with and to transfer shares in the capital stock of any corporation, foreign or otherwise, and bonds debentures, obligations, or other securities of any government, municipality or corporation, foreign or otherwise and, while the holder thereof, to exercise all the rights and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or capable directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the companys' property or rights;

Emettre des actions entièrement ou partiellement libérées de la compagnie, en paiement de toute propriété, actif, franchise, option, ou autre droit ou privilège;

To issue fully or partly paid up shares of the company, in payment, or part payment of any property, assets, franchises, options or other rights and privileges;

Promouvoir ou aider à la promotion de toute compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de cette

To promote or to assist in the promotion of any company or corporation carrying on a business similar in whole or in part to that of this com-

compagnie, ou dans le but de faire l'acquisition de l'entreprise de la compagnie ou de toute partie d'icelle;

Agir comme agents pour d'autres, pour le placement des fonds, ou l'exercice de tous commerces que cette compagnie a l'autorisation d'exercer;

Distribuer aucun des biens de la compagnie, en espèces, entre les actionnaires, suivant les dispositions de l'article 81 de la dite Loi;

Vendre, louer ou disposer autrement de la propriété et des entreprises de la compagnie ou d'aucune partie d'icelles, pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débentures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant actuellement ou qui exercera à l'avenir ou est sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite convenablement de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie, ou acheter, louer, ou autrement acquérir tout commerce semblable en nature et en objet à aucun des commerces de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets susdits;

Les pouvoirs de chaque paragraphe ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Western Construction, Limited", avec un capital total de dix mille piastres ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,

1743 C.-J. SIMARD.

pany, or for the purpose of acquiring the undertaking of the company or any part thereof;

To act as agents for others, in the investment of funds, or in the carrying out of any business which the company is authorized to carry on;

To distribute any of the company's property, in specie among the shareholders, as provided for in Article 81 of said Act;

To sell, lease, or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To enter into partnership or into any management for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company now or hereafter carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, or any business or transaction capable of being conveniently conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or to purchase, lease or otherwise acquire any business similar in character and objects to any of the business of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The powers in each paragraph to be in no way limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Western Construction, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of eno hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,

1744 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

"Ste-Anne Investment Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 46 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quinzième jour de mars 1928, à la compagnie "Ste Anne Investment Corporation", ratifiant le règlement spécial "C" de la compagnie, comme suit, à savoir:

Que le capital-actions autorisé de cette compagnie soit changé de quatre-vingt-quinze mille sept cent quarante-cinq (95,745) actions sans valeur au pair à neuf cent cinquante-sept mille quatre cent cinquante piastres ($957,450.00), divisé en quatre-vingt-quinze mille sept cent quarante-cinq (95,745) actions d'une valeur au pair de dix piastres ($10.00) chacune; et,

Que l'émission et la répartition de toutes les actions en cours du capital-actions de la corporation, étant en tout, quarante-huit mille trois cent

Supplementary Letters Patent

"Ste-Anne Investment Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 46 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1928, to the Company "Ste. Anne Investment Corporation", ratifying Special By-law "C" of the Company as follows, to wit:

That the authorized share capital of this Corporation be changed fron ninety-five thousand seven hundred and forty-five (95,745) shares without par value to nine hundred and fifty-seven thousand four hundred and fifty dollars ($957,-450.00), divided into ninety-five thousand seven hundred and forty-five (95,745) shares of the par value of ten dollars ($10.00) each; and

That the issue and allotment of all outstanding shares of the capital stock of the Corporation, being in all, forty-eight thousand, three hundred

soixante-dix-sept (48,377) actions, demeureront comme auparavant et que toutes les dites actions seront considérées, nonobstant leur changement d'actions sans valeur au pair en actions d'une valeur au pair de dix piastres ($10.00) être entièrement libérées et non sujettes à appel, en autant que leur valeur globale au pair n'excède pas la valeur de l'actif net de la corporation, tel que représenté par les dites actions, à l'heure actuelle.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
1745 C.-J. SIMARD.

"Electra Theatre, Limited—Théâtre Electra, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 46, 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-quatrième jour de mars 1928, ratifiant un règlement de la compagnie, comme suit, à savoir:

Sur proposition dûment proposée et secondée, il est résolu, qu'attendu que toutes les actions privilégiées cumulatives à 7% ont été souscrites et payées et que 1,500 actions sans valeur au pair ont été aussi émises et payées, et que les directeurs actuels et les actionnaires ont unanimement consenti à l'augmentation projetée du capital, lequel capital actuel est insuffisant pour les fins de la compagnie, qu'il soit en conséquence résolu, que les 3,500 actions privilégiées cumulatives actuelles, à 7%, d'une valeur au pair de $100.00 chacune, soient subdivisées en 35,000 actions privilégiées cumulatives à 7%, d'une valeur au pair de $10.00 chacune, et d'augmenter le capital actuel par la création de 15,000 actions privilégiées cumulatives à 7% additionnelles, d'une valeur au pair de $10.00 chacune, et par la création de 140,001 actions additionnelles sans valeur au pair. Le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations sera de $800,000.00. Les dites actions privilégiées cumulatives à 7% de $10.00 sont rachetables au prix de $11.00 au gré de la compagnie, après cinq ans. Les nouvelles actions seront émises et réparties de la manière et dans les proportions que les directeurs jugeront à propos pour le bénéfice de la compagnie.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de mars 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
1753 C.-J. SIMARD.

and seventy-seven (48,377) shares, shall remain as before and that all said shares shall be considered, notwithstanding their change from shares without par value into shares of the par value of ten dollars ($10.00), to be fully paid and non-assessable, in as much as their aggregate par value does not exceed the value of the net assets of the Corporation, as represented by such shares at the present time.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,
1746 Assistant Provincial Secretary.

"Electra Theatre, Limited—Théâtre Electra, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 46, 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty fourth day of March, 1928, ratifying a by-law of the company as follows, to wit:

On motion duly made and seconded, it was resolved that, whereas all the preferred 7% cumulative shares have been subscribed and paid in and 1,500 no par value shares have been issued and paid in also, and that the present Directors and Shareholders have unanimously consented to the proposed increase in Capital, such present Capital being insufficient for the purposes of the Company, now therefore be it resolved that the present 3,500 preferred 7% cumulative shares, of the par value of $100.00 each, be subdivided into 35,000 preferred 7% cumulative shares of the par value of $10.00 each, and to increase the present Capital by the creation of 15,000 additional preferred 7% cumulative shares of the par value of $10.00 each, and by the creation of 140,001 additional shares without par value. The amount with which the Company shall continue its operations will be $800,000.00. The said $10.00 7% cumulative preferred shares to be redeemable at $11.00 at Company's option after five years. That the new shares be issued and allotted in such manner and proportion as the Directors of the Company may deem proper for the benefit of the Company.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of March, 1928.

C. J. SIMARD,
1754 Assistant Provincial Secretary.

Assurances

AVIS D'EMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU.

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Lucie-d'Albanel", dans le comté de Lac Saint-Jean, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation pour faire des affaires d'assurance mutuelle contre le feu, sur des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de

Insurances

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY.

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Lucie-d'Albanel", in the county of Lac Saint Jean, has been licensed and registered as a corporation for the transaction of mutual insurance business against fire, upon farm buildings and isolated risks (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra hazardous

manufacture, ni des risques extra-hasardés, dans les limites du comté de Lac Saint-Jean, tel que mentionné dans la déclaration transmise à l'inspecteur des assurances, et datée du 6ième jour de novembre 1927.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la loi des assurances, (Chap. 243, S. R. Q., 1925), ce dixième jour d'avril, 1928.

Le Surintendant des assurances,
O.-E. SHARPE.

Pour le Trésorier de la Province de Québec.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1759—15-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company of Wisconsin", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, a été amendé, permettant en plus l'assurance-automobile, limitée à l'assurance contre les pertes ou dommages causés à l'automobile par le feu ou le vol, le et après ce onzième jour d'avril, 1928.

Le tout conformément à l'article 121, ch. 243 des Statuts refondus de Québec, 1925, ce onzième jour d'avril, 1928.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances,
O.-E. SHARPE.

Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec, Qué. 1791—15-2

Avis est par la présente donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la paroisse de Sainte-Marie, comté de Beauce, a obtenu le permis et a été enregistrée à l'effet de tenir assurés contre les accidents du feu, ou du feu et de la foudre, ou du feu, de la foudre et du vent, des bâtiments érigés sur tous biens-fonds imposables dans la dite municipalité de la paroisse de Sainte-Marie, comté de Beauce, ainsi que les grains, foins, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage contenus dans lesdits bâtiments, tel que prévu par l'article 40 de la Loi des Assurances de Québec.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances, (chap. 243 S.R.Q., 1925) ce 10ième jour d'avril 1928.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances,
1793—15-2 O.-E. SHARPE.

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Minnesota Implement Mutual Fire Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance cotre le feu, a été amendé, permettant en plus l'assurance-automobile, limitée à l'assurance contre les pertes ou dommages causés à l'automobile par le feu ou le vol, le et après ce onzième jour d'avril, 1928.

Le tout conformément à l'article 121, ch. 243 des Statuts Refondus de Québec, 1925, ce onzième jour d'avril, 1928.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances,
O.-E. SHARPE.

Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec, Que. 1795—15-2

---

risks), within the limits of the county of Lac Saint Jean, as set forth in the declaration filed with the Inspector of Insurance, and dated the 6th day of November 1927.

Given pursuant to the provisions of Article 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q., 1925) this tenth day of April, 1928.

O. E. SHARPE,
Superintendent of Insurance.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 1760—15-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Hardware Dealers Mutual Fire Insurance Company of Wisconsin", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, has been extended to include Automobile Insurance, limited to the insuring against loss of or damage to an automobile by fire or theft, on and after this eleventh day of April, 1928.

Given pursuant to article 121, ch. 243 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, this eleventh day of April, 1928.

For the treasurer of the province of Quebec.
O. E. SHARPE,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 1792—15-2

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie", in the county of Beauce, has been licensed and registered in order to keep insured against accident by fire, or fire and lightning, or fire, lightning and wind, any building erected upon taxable land within the municipality, as well as any grain, hay fodder, household furniture and agricultural implements contained in such buildings, as provided by Article 40 of the Quebec Insurance Act.

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act (chapter 243, S.R.Q., 1925) this tenth day of April, 1928.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
O. E. SHARPE,
1794—15-2 Superintendent of Insurance.

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Minnesota Implement Mutual Fire Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, has been extended to include Automobile Insurance limited to the insuring against loss of or damage to an automobile by fire or theft, on and after this eleventh day of April, 1928.

Given pursuant to article 121, ch. 243 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, this Eleventh day of April, 1928.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
O. E. SHARPE,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 1796—15-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Retail Hardware Mutual Fire Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, a été amendé, permettant en plus l'assurance-automobile, limitée à l'assurance contre les pertes ou dommages causés à l'automobile par le feu ou le vol, le ou après ce onzième jour d'avril, 1928.

Le tout conformément à l'article 121, ch. 243 des Statuts Refondus de Québec, 1925, ce onzième jour d'avril, 1928.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,
O.-E. SHARPE.

Branche des assurances.
Département du Trésor,
Québec, Qué. 1797—15-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Retail Hardware Mutual Fire Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, has been extended to include Automobile Insurance, limited to the insuring against loss of or damage to an automobile by fire or theft, on and after this Eleventh day of April, 1928.

Given pursuant to article 121, ch. 243 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, this Eleventh day of April, 1928.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

O. E. SHARPE,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 1798—15-2

Avis est par le présent donné que la "British Canadian Insurance Company" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, accident, automobile, vol avec effraction, explosion, garantie, transport intérieur, bris de glaces, maladie, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, chaudières à vapeur et ouragan, lle et après ce premier jour d'avril 1928.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: E.-F. Garrow, 419 rue St-Pierre, Montréal.

Donné conformément à l'article 121, ch. 243, des Statuts Refondus de Québec, 1925, ce premier jour d'avril 1928.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,
O.-E. SHARPE.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, Qué. 1617—14-2

Notice is hereby given that the "British Canadian Insurance Company", has been registered to transact, in the Province of Quebec, the business of Fire, Accident, Automobile, Burglary, Explosion, Guarantee, Inland Transportation, Plate Glass, Sickness, Sprinkler Leakage, Steam Boiler, Tornado Insurance, on and after this first day of April, 1928.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec are: E. F. Garrow, 419 St. Peter Street, Montreal.

Given pursuant to article 121, ch. 243 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, this first day of April, 1928.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

O. E. SHARPE,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 1618—14-2

Avis est par le présent donné que la "Universal Insurance Company" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, contre les ouragans et les explosions, le et après ce premier jour d'avril 1928.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: C.-H. Hanson, 702 Edifice Lewis, Montréal.

Donné conformément à l'article 121, ch. 243, des Statuts Refondus de Québec, 1925, ce premier jour d'avril 1928.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des Assurances,
O.-E. SHARPE.

Département du Trésor,
Branche des Assurances,
Québec, Qué. 1619—14-2

Notice is hereby given that the "Universal Insurance Company" has been registered to transact, in the Province of Quebec, the business of Fire, Sprinkler Leakage, Tornado and Explosion Insurance, on and after this first day of April, 1928.

The name and address of the Chief Agent for the Province are: C. H. Hanson, 702 Lewis Building, Montreal.

Given pursuant to article 121, ch. 243 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, this first day of April, 1928.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

O. E. SHARPE,
Sueprintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 1620—14-2

Avis est par le présent donné que la "Wellington Fire Insurance Company", de la ville de Toronto, Ontario, en date du vingt-huitième jour de mars 1928, a obtenu un permis et a été enregistrée pour transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance-feu.

Un dépôt de cinquante mille dollars ($50,000.-00) a été fait au Département du Trésor, et la compagnie s'est conformée aux prescriptions de la loi des assurances de Québec.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province, sont: Jas.-R. Sherritt, 189 rue St-Jacques, Montréal.

Donné conformément à l'article 121, ch. 243

Notice is hereby given that the "Wellington Fire Insurance Company", of the city of Toronto, Ontario, has been licensed and registered to transact, in the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, on and after this twenty eighth day of March, 1928.

A deposit of fifty thousand dollars ($50,000.-00), has been made with the Treasury Department, and the company has complied with the provisions of the Quebec Insurance Act.

The name and address of the Chief Agent for the Province, are: Jas. R. Sherritt, 189 St. James Street, Montreal.

Given pursuant to article 121, ch. 243 of the

des Statuts Refondus de Québec, 1925, ce vingt-huitième jour de mars 1928.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances,
O.-E. SHARPE.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, Qué. 1621—14-2

Revised Statutes of Quebec, 1925, this twenty eighth day of March, 1928.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

O. E. SHARPE,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 1622—14-2

Département de l'Instruction Publique

No 2778-27.

Québec, 11 avril, 1928.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté ministériel en date du 5 avril courant, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Michel-de-Mistassini, comté du Lac-Saint-Jean, les lots Nos 39 à 49 inclusivement du 17e rang du canton de Parent, et de les ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Ville de Dolbeau", même comté.

1801

Department of Public Instruction

No. 2778-27

Quebec, April 11, 1928.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 5th of April instant, to detach from the school municipality of Saint Michel de Mistassini, county of Lake Saint John, lots Nos. 39 to 49 inclusively, of the 17th range of the township of Parent, and to erect the same into a separate school municipality, under the name of "Ville de Dolbeau", same county. 1802

Ministère de l'agriculture

Concernant l'organisation d'un Cercle Agricole dans la municipalité du Lac Saint-Paul, comté de Labelle.

Avis est par le présent donné que le Ministre de l'Agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Labelle, sous le nom de "Cercle Agricole de la municipalité du Lac-Saint-Paul, comté de Labelle", lequel est présentement constitué en corporation conformément à la loi des cercles agricoles. (Chap. 55 des S. R. Q. 1925).

Le sous-ministre de l'Agriculture,
J.-ANTONIO GRENIER.

Québec, ce 31ème jour de mars 1928. 1747

Department of Agriculture

Respecting the Formation of a Farmers' Club in the municipality of Lac St. Paul, county of Labelle.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a Farmers' Club in the county of Labelle, under the name of "Farmers' Club of the municipality of Lac Saint Paul, county of Labelle", which is presently incorporated pursuant to the Farmers' Club Act (Chap. 55 R. S. Q., 1925).

J. ANTONIO GRENIER,
Deputy-Minister of Agriculture.

Quebec, this 31st day of March, 1928. 1748

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Saint-François. No 735. Cour Supérieure. Dame Orpha-Neomi Spear, épouse de Herbert-Volney Weston, cultivateur, de Barnston dit district, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Herbert-Volney Weston, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce 30 mars 1928.

Coaticook.

Le procureur de la demanderesse,
1637—14-4 J.-C. SAMSON.

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour Supérieure, Beauce. No. 10,457. Victoria Lachance, épouse commune en biens de Joseph Lachance, fils d'Etienne, cultivateur, de Saint-Martin, dans le comté et district de Beauce, duement autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Joseph Lachance, fils d'Etienne, cultivateur, défendeur.

Un action en séparation de biens a été instituée le 16 mars 1928.

Saint-Joseph, Beauce, 31 mars 1928.

Le procureur de la demanderesse,
1639—14-4 LORENZO DUTIL.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Saint Francis, No. 735, Superior Court. Dame Orpha Neomi Spear, wife of Herbert Volney Weston, farmer, of Barnston, said district, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Herbert Volney Weston, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this 30th March, 1928.

Coaticook.

J. C. SAMSON,
1638—14-4 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce. Superior Court. No. 10457. Victoria Lachance, wife common as to property of Joseph Lachance, son of Etienne, farmer, of Saint Martin, in the county and district of Beauce, judicially authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Joseph Lachance, defendant.

An action is separation as to property has been instituted in this case on the 16th of March, 1928.

St-George, Beauce, March, the 31st, 1928.

LORENZO DUTIL,
1640—14-4 Attorney for the plaintiff.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No C-32013.

Dame Marie Poitras, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de J.-Albert Gagnon, employé de théâtre, du même lieu, dûment autorisée aux fins des présentes, demanderesse; vs le dit J.-Albert Gagnon, employé de théâtre, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 16 mars 1928.

Montréal, le 16 mars 1928.

Le procureur de la demanderesse,

1459—13-4 CHARLES-H. BERARD.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. C-32013.

Dame Marie Poitras, of the city and district of Montreal, wife common as to property of J. Albert Gagnon, theatre employee, of the same place, duly authorized to the present, plaintiff; vs the said J. Albert Gagnon, theatre employee, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this case on the 16th of March 1928.

Montreal, March 16th., 1928.

CHARLES H. BERARD,

1460—13-4 Attorney for Plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour Supérieure, No 717.

Dame Marie-Rose Veilleux, de Sherbrooke, épouse de Alphonse Brochu, 40 rue Lincoln, Sherbrooke, demanderesse; vs le dit Alphonse Brochu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-troisième jour de mars, mil neuf cent vingt-huit.

Sherbrooke, ce 23 mars 1928.

Le procureur de la demanderesse,

1461—13-4 ROSAIRE BEAUDOIN.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis, Superior Court, No. 717.

Dame Marie Rose Veilleux, of Sherbrooke, wife of Alphonse Brochu, 40 rue Lincoln, Sherbrooke, Plaintiff; vs Alphonse Brochu, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on March 23th., 1928.

Sherbrooke, March 23rd., 1928.

ROSAIRE BEAUDOIN,

1462—13-4 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Saint-François, Cour Supérieure, No 690.

Dame Evélina Deblouais, a, ce 12 mars 1928, institué une action en séparation de biens contre son mari François-Joseph Paquin, mécanicien, de la paroisse de Sainte-Edwidge-de-Clifton, dit district.

Les procureurs de la demanderesse,

1515—13-4 VERRET & DESILETS.

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 690.

Dame Evelina Deblouais, on the 12th of March 1928, has taken an action for separation as to property against her husband, François Joseph Paquin, machinist, of the parish of Saint Edwidge of Clifton, in said district.

VERRET & DESILETS,

1516—13-4 Attorneys for Plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure No 27893. Lela McCullough, épouse commune en biens de Edmond Ivall, de la cité d'Outremont, district de Montréal, demanderesse; contre Edmond Ivall, conducteur de taxis, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, le 29 février 1928.

Montréal, 15 mars 1928.

Les procureurs de la demanderesse,

1319—12-4 BEAULIEU & GAGNÉ.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 27893. Lela McCullough, wife common as to property of Edmond Ivall, of the city of Outremont, district of Montreal, Plaintiff; vs Edmond Ivall, taxi driver, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant, on the 29th. of February, 1928.

Montreal, March 15, 1928.

BEAULIEU & GAGNE,

1320—12-4 Attorneys for the Plaintiff.

Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, No 695-A, Cour Supérieure. Dame Rose-Emma Forand, épouse de Archibald Martel, entrepreneur-peintre, des cité et district de Saint-Hyacinthe, demanderesse; vs Le dit Archibald Martel, défendeur.

Uen action en séparation de biens a été instituée le 19 mars 1928.

Saint-Hyacinthe, le 19 mars 1928.

Le procureur de la demanderesse,

1341—12-4 VICTOR CHABOT.

Province of Quebec, District of Saint Hyacinthe, No. 695-A, Superior Court. Dame Rose-Emma Forand, wife of Archibald Martel, contractor-painter, of City and District of Saint Hyacinthe, Plaintiff; vs The said Archibald Martel, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted this 19th of March, 1928

Saint Hyacinthe, this 19th. of March, 1928.

VICTOR CHABOT,

1342—12-4 Attorney for Plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, No 727. Cour Supérieure.

Dame Minnie-Jane Kerr, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Charles Joachim, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Charles Joachim, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-sixième jour de mars 1928.

Le procureur de la demanderesse,

EUGENE SAINT-PIERRE.

Sherbrooke, 27 mars 1928. 1517—13-4

Canada, province of Quebec, District of Saint Francis, No. 727. Superior Court.

Dame Minnie Jane Kerr, of the city of Sherbrooke, wife common as to property of Charles Joachim, of the same place, farmer, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Charles Joachim, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the twenty sixth day of March 1928.

EUGENE SAINT-PIERRE,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, March 27th., 1928. 1518—13-4

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure. No. E-34039. Dame Rachel Rosrogovitch, épouse de Philip Peskin, tous deux de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Philip Peskin, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans cette cause.

Montréal, le 16 mars,1928.

Le procureur de la demanderesse,

1345—12-4 I.-M. BOBROVE.

Canada, Province de Québec, district de Saint-François. Cour Supérieure. No 689. Dame Marie-Ella Bastarache, du Canton de Stoke, dans le district de Saint-François, épouse de Edouard Marquis, du même lieu, demanderesse; vs Edouard Marquis, ci-devant du canton de Stoke, district de Saint-François, maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le huitième jour de mars 1928.

Sherbrooke, 16 mars, 1928.

Le procureur de la demanderesse,

1347—12-4 C.-C. CABANA.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. E-34039. Dame Rachel Rosrogovitch, wife of Philip Peskin, both of the City and district of Montreal, duly authorized *à ester en justice*, plaintiff; vs The said Philip Peskin, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this case.

Montreal, March 16, 1928.

I. M. BOBROVE,

1346—12-4 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis. Superior Court. No. 689. Dame Marie Ella Bastarache, of the township of Stoke, district of Saint Francis, wife of Edouard Marquis, of the same place, Plaintiff; vs Edouard Marquis, formerly of the township of Stoke, district of Saint Francis, now of place unknown, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the eighth day of March 1928.

Sherbrooke, March 16th., 1928.

C. C. CABANA,

1348—12-4 Attorney for Plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No D-33057.

Dame Colombe Robitaille, épouse commune en biens de Philippe Ducharme, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice par le jugement de cette Cour, demanderesse; vs PHILIPPE DUCHARME, machiniste, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause contre le défendeur.

Montréal, 28 mars 1928.

Le procureur de la demanderesse,

1525—13-4 G.-E. LESSARD.

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. D-33057.

Colombe Robitaille, wife common as to property of Philippe Ducharme, machinist, of the city and district of Montreal, duly authorized to bring this action by judgment of this Court, plaintiff; vs the said Philippe Ducharme, machinist, of the city and district of Montreal, defendant.

An action of separation as to bed and board has been brought against the defendant in this case.

Montreal, March 28th., 1928.

G. E. LESSARD,

1526—13-4 Attorney for Plaintiff.

Assemblée

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

AVIS AUX ACTIONNAIRES.

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie "Quebec Central Railway Company", sera tenue aux bureaux du Canadian Pacific Railway Company, à Montréal, le Mercredi, 18 avril, mil neuf cent vingt-huit, à midi, aux fins d'élire deux directeurs représentant les obligataires, tel que requis par la constitution de la compagnie, et pour la transaction de toutes autres affaires qui pourront être soumises à l'assemblée.

Les actionnaires enregistrés le 1er mars, auront droit d'être présents et de voter à l'assemblée.

Par ordre du bureau,

Le secrétaire,

H.-C. OSWALD.

Montréal, le 1er mars 1928. 1463—13-3

Meeting

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

NOTICE TO STOCKHOLDERS

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the Quebec Central Railway Company will be held in the Offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, 18th April, one thousand nine hundred and twenty eight, at 12 noon, for the purpose of electing two Directors representing the Security Holders, as required by the constitution of the Company, and for the transaction of such other business as may properly come before the said Meeting.

Stockholders of record on the 1st March will be entitled to attend and vote at the Meeting.

By order of the Board,

H. C. OSWALD,

Secretary.

Montreal, 1st March, 1928. 1464—13-3

Avis divers

"NORTHERN CHARLEVOIX FOXES, INCORPORATED —RENARDS DU NORD DE CHARLEVOIX, INCORPORÉE".

Règlement No 5.—Les affaires de la compagnie seront à l'avenir administrées par un bureau de direction de neuf directeurs et, en conséquence, le nombre des directeurs de la compagnie est réduit de douze à neuf.

Baie Saint-Paul, le quinzième jour de février, 1928.

Le secrétaire,
EMILE CIMON.

1749

"EXCHANGE CLEARING HOUSE COMPANY"

Règlement No XXIV—Que le nombre des directeurs de la compagnie soit, par les présentes, augmenté de trois à cinq.

Montréal, le 22 mars, 1928.

Le secrétaire,
F.-G. BUSH.

1751

"ROYMONT INVESTMENT COMPANY, LIMITED".

Règlement "C".—Le nombre des directeurs de la compagnie "Roymont Investment Company, Limited", est, par les présentes, augmenté de trois à neuf.

Le secrétaire,
S.-H. HAMMOND.

1761

STATUTS REFONDUS DE QUEBEC, 1925,

Section 5, chapitre 46, formule A (Article 7295*a*)

Avis est donné par les présentes, conformément à la section V, chapitre 46, des Statuts refondus 1925, que la "International Fibre Board, Limited" de la ville d'Ottawa, comté de Carleton, province d'Ontario, se propose de demander l'autorisation de faire construire un quai pour faciliter le transport par bateau sur la branche nord de la channal nord de la rivière Ottawa, vis-à-vis le lot 54 du village de Gatineau Point, canton de Templeton, comté de Hull, province de Québec.

Avis est aussi donné qu'une pétition à cet effet, accompagnée par les plans et spécifications de tel travail indiquant le site choisi pour la construction et les terrains qui seront affectés par l'emmagasinage de l'eau, a été adressée au ministre des Terrres et Forêts, province de Québec, et qu'un duplicata de tels plans et spécifications a été déposé au bureau d'enregistrement de la division de Hull, à Hull, province de Québec.

L'application contenue dans la pétition sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la Gazette Officielle de Québec.

INTERNATIONAL FIBRE BOARD, LIMITED.
H.-J.-WISER.

1199—11-5

Miscellaneous Notices

"NORTHERN CHARLEVOIX FOXES, INCORPORATED —RENARDS DU NORD DE CHARLEVOIX, INCORPORÉE".

By-law No. 5.—The business of the company shall, in future, be managed by a Board of nine Directors and, consequently, the number of Directors of the company shall be reduced from twelve to nine.

Baie Saint-Paul, this fifteenth day of February, 1928.

EMILE CIMON,
Secretary.

1750

"EXCHANGE CLEARING HOUSE COMPANY"

By-law No. XXIV.—That the number of Directors of the Company is hereby increased from three to five.

Montreal, 22nd March, 1928.

F. G. BUSH,
Secretary.

1752

"ROYMONT INVESTMENT COMPANY, LIMITED".

By-law "C"—The number of Directors of "Roymont Investment Company, Limited", is hereby increased from three to nine.

S. H. HAMMOND,
Secretary.

1762

REVISED STATUTES QUEBEC, 1925

Chapter 46, Section 5, Form A (article 7295*a*)

Public notice is hereby given, in accordance with Chapter 46, Section V, of the Revised Statutes, 1925, that the International Fibre Board, Limited, of the City of Ottawa, County of Carleton, Province of Ontario, intends to apply for authorization to construct a wharf for shipping facilities on the north bank of the north channel of the Ottawa River, opposite lot 54, Village of Gatineau Point, Township of Templeton, County of Hull, Province of Quebec.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specification of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, Province of Quebec, and that a duplicate of such plan and specification has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of County of Hull, at Hull, Quebec.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

INTERNATIONAL FIBRE BOARD, LIMITED.
H. J. WISER.

1200—11-5

Chartes:—Abandon de

"BROKERS SECURITIES, LIMITED".

Prenez avis que la compagnie dite "Brokers Securities, Limited", corporation légalement constituée conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, a l'intention de demander immédiatement, en vertu des dispositions de la section 25, chapitre 223 des Statuts Refondus de Québec 1925, la permission d'abandonner sa charte et de dissoudre la compagnie.

Montréal, le 10 avril 1928.

Le secrétaire,
F.-G. BUSH.

1765

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Hecla Copper Mines, Limited" (No personal liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du quinzième jour de mai 1926.

Avis est de plus donné qu'à compter du septième jour d'avril 1928, la compagnie "Hecla Copper Mines, Limited" (No personal liability), a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'avril 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1773

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Stadamac Mines, Limited" (No personal liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du septième jour d'avril 1928, la compagnie "Stadamac Mines, Limited" (No personal liability), a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'avril 1928.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1775

Charters:—Surrender of

"BROKERS SECURITIES, LIMITED".

Take notice that "Brokers Securities, Limited" a corporation incorporated under the Quebec Companies' Act, intends to make application forthwith, under the provisions of Section 25, Chapter 223 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, for leave to surrender its Charter and be dissolved.

Montreal, 10th April, 1928.

F. G. BUSH,
Secretary.

1766

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Hecla Copper Mines, Limited" (No personal liability), incorporated by Letters Patent dated the fifteenth day of May, 1926.

Notice is further given that from and after the seventh day of April, 1928, the company "Hecla Copper Mines, Limited" (No personal liability), shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of April, 1928.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1774

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Stadamac Mines, Limited" (No personal liability), incorporated by Letters Patent dated the twenty second day of January 1927.

Notice is further given that from and after the seventh day of April 1928, the company "Stadamac Mines, Limited" (No personal liability), shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of April 1928.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1776

Minutes de notaire

Québec, 15 mars 1928.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. Fortin Fortin, notaire, pratiquant à Saint-Sébastien, comté d'Iberville, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph-Edouard Godreau, en son vivant, notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1265—11-5

Notarial Minutes

Quebec, March 15, 1928.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Fortin Fortin, notary, practising in Saint Sebastien, county of Iberville, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Joseph Edouard Godreau, in his lifetime, notary, of the same place.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1266—11-5

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Canadian Pacific Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, vendredi, le 18 mai 1928, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier mai 1927, dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le vice président et gérant-général,
T.-E. McDONNELL.
1643—14-6

Sales of unclaimed freight

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Canadian Pacific Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Friday, May 18th., 1928, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to May 1st., 1927, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
Vice-President and General Manager.
1644—14-6

A CEUX QUI LES PRESENTES VERRONT

Avis est par les présentes donné que tous les articles reçus avant le vingt-huitième jour de février A. D., 1927, et qui demeurent non réclamés ou autrement dans les bureaux de la Canadian National Express, à différents endroits dans les Provinces d'Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse et de l'Ile du Prince-Edouard, seront vendus par encan public, au plus haut enchérisseur, par l'encanteur de la compagnie, Walter-M. Kearns, 346 rue Université, Montréal, Québec, à dix heures de l'avant-midi, mardi, le huitième jour de mai, A. D., 1928, à moins que les dits articles ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais sur iceux soient acquittés.

Daté à Montréal, Québec, ce douzième jour de Mars 1928.

W.-C. MUIR,
Gérant Général,
Canadian National Express,
1331—12-6 Montréal, Que.

TO WHOM IT MAY CONCERN

Notice is hereby given that all goods received previous to the twenty-eighth of February, A. D. 1927, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the Canadian National Express, at different points in the Provinces of Ontario, Quebec, New Brunswick, Nova Scotia and Prince Edward Island, will be sold by public auction to the highest bidder, by the company's auctioneer, Walter M. Kearns, 346 University Street, Montreal, Quebec, at ten o'clock in the forenoon, on Tuesday, the eighth day of May, A. D., 1928, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Quebec, this twelfth day of March 1928.

W. C. MUIR,
General Manager,
Canadian National Express,
1332—12-6 Montreal, Que.

Ventes—Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, No 297, Cour Supérieure (En faillite).

Dans l'affaire de Jean Gauthier, Lac Masson, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

"Un emplacement situé dans le village non incorporé de la paroisse de Sainte-Marguerite et composé:

1. Du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels faits pour ladite paroisse de Sainte-Marguerite, comme lot numéro soixante-deux (No 62) du sixième rang du canton de Wexford, de la contenance de soixante-quatre pieds de largeur par cent quatre-vingt-douze pieds de profondeur dans une ligne et cent quatre-vingt-un pieds dans l'autre ligne, mesure anglaise et plus ou moins;

2. D'une partie du lot de terre connu et désigné sur les susdits plan et livre de renvoi officiels comme lot numéro vingt-quatre (No Pt. 24), au sixième rang du canton Wexford, mesurant, cette partie de lot, environ trente-deux pieds de largeur par cent quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise et bornée comme suit: en front par la rue Ste-Adéline; d'un côté par le susdit No 62; en arrière par le résidu du dit lot No 24 et de l'autre côté par un emplacement faisant partie du même lot No 24, ayant déjà

Sales—Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Montreal, No. 297, Superior Court (In Bankruptcy).

In the matter of Jean Gauthier, Lac Masson, Que., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that the immoveable designated as follows:

An emplacement situate in the non-incorporated village of the parish of Sainte Marguerite and composed:

1. Of a lot of land known and designated on the official plan and book of reference made for the said parish of Sainte Marguerite, as lot number sixty two (No. 62) of the sixth range of the township of Wexford, measuring sixty four feet in width by one hundred and ninety two feet in depth in a line and one hundred and eighty one feet in the other line, English measure and more or less;

2. Of another part of the lot of land known and designated on the aforesaid official plan and book of reference as being lot number twenty four (No. Pt. 24), in the sixth range of the township of Wexford, the said part of said lot measuring about thirty two feet in width by one hundred and eighty feet in depth, English measure and more or less, without guarantee as to precise measurement and bounded as follows: in front by Sainte Adéline Street, on one side by the aforesaid No. 62, in the rear by the residue of said lot No. 24 and on the other side by an emplace-

appartenu à Moïse Charette et appartenant actuellement à Monsieur Chatelle—avec toutes les bâtisses érigées sur le dit emplacement.

Sera vendu à l'enchère, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, division de faillite, rendu le septième jour d'avril 1928, suivant les dispositions de la loi des faillites, article 45, chapitre 11, S. R. Q., 1927, pour que la dite vente ait l'effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de Lac Masson, district de Montréal, le SEIZIEME jour de MAI 1928, à UNE heure de l'après-midi.

Condition de paiement: Argent comptant.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser aux soussignés.

Montréal, le 10 avril 1928.

Les syndics,
CHARETTE & LABELLE.

Bureau: Edifice "La Sauvegarde".
92, rue Notre-Dame Est,
Montréal. Tél. Main 1035. 1763—15-2

Canada, Province de Québec, District de Québec. No 1044-F. Dans l'affaire de Cyrille Routhier, Hôtelier, Fortierville, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI 1928, à ONZE heures A. M. (heure solaire), sera vendu par enchère publique à la porte de l'église de Plessisville, Québec, un immeuble en cette faillite, comme suit:

Item A. Un terrain ou emplacement situé au village de Plessisville, sur le côté sud-est de la rue Napoléon, contenant quatre-vingt-dix (90) pieds de front sur cent pieds de profondeur (100) pieds, le tout mesure française; borné en front à la dite rue Napoléon, au sud-ouest à Philippe Côté, au nord-est à Armand Tardif, en profondeur au sud-est à Lucien Marcoux, le tout connu comme faisant partie du numéro soixante-huit A (p. 68-A) du cadastre du dit village de Plessisville—avec bâtisses y construites, circonstances et dépendances quelconques, évalué à..... $2,500.00

La vente se fera au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C. et à l'article 20, paragraphe 4, A. B. C. de la Loi de Faillite et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant à mes bureaux, 267 rue Saint-Paul, jusqu'au 20 avril 1928, et après cette date, à mes nouveaux bureaux, 27 rue Sault-au-Matelot (en arrière de l'Edifice de la Banque Canadienne Nationale, rue Saint-Pierre) Québec.

Condition de paiement: Argent comptant.

Le syndic,
J.-ART. GAGNON.
267 rue Saint-Paul, Québec.

Bureaux actuels:
267 Rue Saint-Paul, Edifice Lachance.
Nouvelle adresse après le 20 avril 1928:
27 Rue Sault-au-Matelot, en arrière de la Banque Canadienne Nationale, Québec.
Daté à Québec, ce 14ième jour d'avril 1928.
1779—15-2

Canada, Province de Québec, district de Québec, No 1044-F. Dans l'affaire de Cyrille Routhier, Hôtelier, Fortierville, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le VINGT-TROISIEME jour de MAI 1928,

ment forming part of the same lot No. 24, formerly belonging to Moise Charette and actually belonging to Mr. Chatelle—with all the buildings thereon erected on the said emplacement.

Will be sold by auction in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in Bankruptcy, rendered the seventh day of April, 1928, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 45, chapter 11, R. S. Q., 1927, so as to give the said sale the effect of a sheriff's sale, at the door of the parochial church of Lac Masson, district of Montreal, the SIXTEENTH day of MAY, 1928, at ONE o'clock in the afternoon.

Conditions of payment: Cash.

For further particulars and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, April 10, 1928.

CHARETTE & LABELLE,
Trustees.

Office: Room 41, La Sauvegarde Building,
92, Notre Dame Street, East, Montreal.
Tel. Main 1035. 1764—15-2

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. No. 1044-F. In the matter of Cyrille Routhier, Hotel-Keeper, Fortierville, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY FIFTH day of MAY, 1928, at ELEVEN o'clock A. M. (Standard Time), there will be sold by public auction at the door of the church of Plessisville, Quebec, an immoveable in this matter, as follows:

Item A. A lot of land or emplacement situate in the village of Plessisville, on the southeast side of Napoléon Street, measuring ninety feet (90) in front by one hundred feet (100) in depth, the whole French measure; bounded in front by the said Napoléon Street, on the southwest by Philippe Côté, on the northeast by Armand Tardif, in depth to the southeast by Lucien Marcoux, the whole known as forming part of number sixty eight-A (Pt. 68-A), on the cadastre of the said village of Plessisville—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies whatever, valued at..... $2,500.00

The sale shall be made to the highest and last bidder.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the C. C. P., and also article 20, paragraph 4, A. B. C. of the Bankruptcy Act and has the same effect as a sheriff's sale.

The titles and certificates may be examined at any time on applying at my offices, 267 Saint Paul Street, until the 20th of April, 1928, and after said date, at my new offices, 27 Sault au Matelot Street (in rear of La Banque CañadienneNationale Building, Saint Peter Street), Quebec.

Conditions of payment: Cash.

J. ART. GAGNON,
Trustee.
267 Saint Paul Street, Quebec.

Present Offices:
267 Saint Paul Street, Lachance Building.
New address after the 20th of April, 1928:
27, Sault au Matelot, in rear of La Banque Canadienne Nationale, Quebec.
Dated at Quebec, this 14th day of April, 1928.
1780—15-2

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. No. 1044-F. In the matter of Cyrille Routhier, Hotel-keeper, Fortierville, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY THIRD day of MAY, 1928, at

à ONZE heures A. M. (Heure solaire) sera vendu par encan public, à la porte de l'église de Fortierville, Québec, l'immeuble en cette affaire comme suit:

Item A. 1. Un emplacement situé à Sainte-Philomène-de-Fortierville, de la contenance d'un demi-arpent de front sur un arpent de profondeur, le tout plus ou moins et aussi borné: au nord à Henry Lemay, à l'est à Ovide Demers, au sud au chemin et à l'ouest au chemin de fer C. N. R.—avec un droit de passage sur le dit emplacement en faveur de Henri Lemay, tant à pied qu'en voiture, et en toute saison de l'année, et aussi pour les emplacitaires du dit Henri Lemay, cette partie du dit No 613, nous l'appellerons dans la suite de ce certificat, "partie Demers".

2. Un autre terrain contigu à celui désigné ci-dessus, contenant au nord-est cent soixante-seize pieds, au nord quatre-vingt-un pieds, au sud-ouest cent quarante-cinq pieds, au sud quatre-vingt-douze pieds, le tout mesure anglaise—avec droit de passage tant à pied qu'en voiture et en toute saison de l'année sur le terrain voisin appartenant à Henry Lemay et ce dernier aura le droit de passage dans la petite ruelle conduisant au chemin public.

3. En plus, un autre petit terrain situé au même endroit, contenant au sud quatre-vingt-sept pieds, au sud-ouest quarante-cinq pieds, au nord quatre-vingt-deux pieds, au nord-est soixante-neuf pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins, le tout évalué à $7,000.00.

La vente se fera pour cet item en bloc, au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 C. P. C. et article 20, paragraphe 4 A. B. C. de la Loi de Faillite et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant à mes bureaux, 267 rue Saint-Paul, jusqu'au 20 avril 1928, et après cette date, au No 27 rue Sault-au-Matelot, (en arrière de l'Edifice de la Banque Canadienne Nationale, rue Saint-Pierre) Québec.

Condition de paiement: Argent comptant.

Le syndic,
J.-ART. GAGNON.

267 rue Saint-Paul, Québec.

Bureaux actuels:
267 rue Saint-Paul, Edifice Lachance,
Nouvelle adresse à partir du 20 avril 1928:
No 27 rue Sault-au-Matelot, en arrière de l'Edifice de la Banque Canadienne Nationale, Québec.

Daté à Québec, ce 14ème jour d'avril 1928.

1777—15-2

Dans l'affaire de La Succession A.-H. Serra, Amos, Abitibi, cédante autorisée.

Avis est par le présent donné que MARDI, le QUINZIEME jour de MAI, 1928, à DIX heures A. M. (heure solaire), sera vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thérèse-d'Amos, l'immeuble, en cette affaire, comme suit:

Un emplacement situé sur le côté nord de la première avenue, en la ville d'Amos, connu et désigné comme étant la juste moitié ouest du lot numéro vingt (20) du bloc deux (2) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel du village d'Amos, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent quarante pieds de profondeur, et borné en front au sud par la première avenue, en profondeur au nord par une ruelle, du côté est par la demie est du dit lot vingt et du côté ouest par le

ELEVEN o'clock A. M. (Standard Time), there will be sold by public auction, at the door of the church of Fortierville, Quebec, the immoveable in this matter as follows:

Item A. 1. An emplacement situate at Sainte Philomène de Fortierville, measuring one half of an arpent in front by one arpent in depth, the whole more or less, and also bounded on the north by Henri Lemay, on the east by Ovide Demers, on the south by the road and on the west by the C. N. R. Railway—with a right of way on the said emplacement in favour of Henri Lemay, both on foot and in vehicle, and in all seasons of the year, and also for the holders of the emplacements of the said Henri Lemay, that part of the said No. 613, we shall call in the continuation of the certificate "Partie Demers".

2. Another lot of land contiguous to the land hereabove described, measuring on the northeast one hundred and seventy six feet, on the north eighty one feet, on the southwest one hundred and forty five feet, on the south ninety two feet, the whole English measure—with the right of way both on foot and in vehicle and in all seasons of the year, on the next land belonging to Henry Lemay and the latter shall have the right of way in the small lane leading to the public road.

3. Moreover another small lot of land situate at the same place, measuring eighty seven feet on the south, on the southwest forty five feet, on the north eighty two feet, on the northeast sixty nine feet, the whole English measure and more or less, the whole valued at $7,000.00.

The sale shall be made for this item in block to the highest and last bidder.

This sale is made pursuant to articles 716-717 of the C. C. P., and also to article 20, paragraph 4 and following A, B, C, of the Bankruptcy Act and has the effect of a sheriff's sale.

The titles and certificates may be examined at any time on applying at my offices 267, Saint Paul Street, until the 20th of April, 1928 and after said date at No 27 Sault au Matelot Street, (in rear of La Banque Canadienne Nationale Building, Saint Peter Street), Quebec.

Conditions of payment: cash.

J. ART. GAGNON,
Trustee.
267 Saint Paul Street, Quebec.

Present Offices:
267 Saint Paul Street, Lachance Building.
New adress from the 20th of April, 1928:
No. 27 Sault au Matelot Street, in rear of La Banque Canadienne Nationale Building, Quebec.

Dated at Quebec, this 14th day of April, 1928.

1778—15-2

In the matter of: The estate of A. M. Serra, Amos, Abitibi, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the FIFTEENTH day of MAY, 1928, at TEN o'clock A. M. (Standard Time), there will be sold at the door of the church of the parish of Sainte Thérèse d'Amos, the immoveable in this matter, as follows:

An emplacement situate on the north side of the First Avenue in the town of Amos, known and designated as being the exact west half of lot number twenty (20) of block two (2), on the official cadastre of the village of Amos, measuring twenty five feet in width by one hundred and forty feet in depth, and bounded in front to the south by the First Avenue, in depth to the north by a lane, on the east side by the east half of said lot twenty and on the west side by the lot

lot dix-neuf du dit bloc deux—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificat sont visibles à nos bureaux en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 20, paragraphe 4 A. B, C. de la Loi de Faillite, qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics,
LEGENDRE & JOBIN.

Bureaux: 80 rue Saint-Pierre,
En face de la Banque Canadienne Nationale,
Québec, ce 14 avril, 1928. 1781—15–2

Dans l'affaire de Théodore Délorme, Contracteur, cité de Granby, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que LUNDI, le TRENTIEME jour d'AVRIL 1928, à DIX heures A. M., seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale, en la cité de Granby, et d'après autorisation de la Cour, les immeubles ou autre actif suivants:

Un certain lot en la cité de Granby, sur le côté Nord de la rue Victoria, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la cité de Granby, comme étant le lot numéro quatre cent vingt-deux (422)—avec bâtisses.

Un certain lot en la cité de Granby et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite cité de Granby, comme étant la partie Sud-Ouest du lot numéro quatre cent vingt-six (S. O. 426), après avoir détaché du dit lot les cent dix-huit pieds Est et la moitié Nord—avec bâtisse.

En plus les voitures et instruments ayant servi au cédant dans son métier.

Le tout sera offert en vente séparément et au plus haut enchérisseur.

Les titres peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Granby, le 20 mars 1928.

Le syndic,
L.-P. BERNARD.

Bureau: 129 Principale,
Granby, Qué. 1467—13–2

Dans l'affaire de Charles Leclerc, entrepreneur, Trois-Rivières, Qué., Cédant-autorisé.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL 1928, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public à mon bureau 142, rue Notre-Dame, Trois-Rivières, les immeubles suivants, savoir:

1. Un emplacement situé en la dite cité des Trois-Rivières, au côté sud-ouest de la rue Laurier, de la contenance de soixante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, en mesure anglaise, composé (a) du lot de terre désigné par le numéro trente-sept sur le plan de la subdivision officielle du lot numéro vingt-six (No 26-37) du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, de cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, et (b) d'une lisière de terrain de dix pieds de largeur par cent pieds de profondeur, aussi en mesure anglaise, à être prise sur et au côté nord-ouest du lot de terre désigné par le numéro trente-huit sur le plan de la subdivision officielle du susdit lot numéro vingt-six (P. 26-38) du même cadastre; borné comme suit: en front, par la dite rue Laurier; en profondeur, à la profondeur des emplacements de LaVérendrye

nineteen of said block two—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The sale will be made to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at our offices at any time.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the C. C. P., and also article 20, paragraph 4, A. B. C. of the Bankruptcy Act and has the effect of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

LEGENDRE & JOBIN,
Trustees.

Offices: 80 Saint Peter Street,
Opposite La Banque Canadienne Nationale,
Quebec, April 14, 1928. 1782—15–2

In the matter of Théodore Delorme, contractor, city of Granby, Authorized assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the THIRTIETH of APRIL, 1928, at TEN o'clock A. M., the following immoveables and other assets shall be sold by public auction, by Order of the Court, at the door of the parochial church, in the city of Granby, to wit:

A certain lot in the city of Granby, on the north side of Victoria Street, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre for the city of Granby, as being lot number four hundred and twenty-two (422)—with buildings.

A certain lot in the city of Granby and known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre for said city of Granby, as being the southwest part of lot number four hundred and twenty six (S. W. 426), after having detached therefrom one hundred and eighteen feet east and the north half—with building.

Moreover, the vehicles and implements having been used by the assignor in his trade.

The whole shall be offered for sale separately and to the highest bidder.

The titles may be examined at any time by applying to the office of the undersigned Trustee.

Conditions of payment: cash.

Granby, March 20, 1928.

L. P. BERNARD,
Trustee.

Office: 129 Principale,
Granby, Que. 1468—13–2

In the matter of Charles Leclerc, Contractor, Trois-Rivières, Que., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY-SEVENTH day of APRIL, 1928, at TEN o'clock in the forenoon, the following immovables shall be sold by public auction, at my office, 142 Notre Dame Street, Trois-Rivières, to wit:

1. An emplacement situate in the said city of Trois Rivières, on the southwest side of Laurier Street, measuring sixty feet in width by one hundred feet in depth, English measure, composed of (a) that lot of land designated by number thirty seven on the official subdivision plan of lot number twenty six (No. 26–37) of the registration cadastre for the city of Trois Rivières, of fifty feet in width by one hundred feet in depth, and (b) of a strip of land of ten feet in width by one hundred feet in depth, also English measure, to be taken upon and on the northwest side of that lot of land designated by number thirty eight on the official subdivision plan of the aforesaid lot number twenty six (pt. 26–38) of same cadastre; bounded as follows:—in front, by said Laurier Street; on the depth, by the depth of the emplacements of LaVérendrye

ments de la rue LaVérendrye; du côté nord-ouest, par le lot No 26-36 du susdit plan de subdivision et appartenant à M. Jos. Vézina ou représentants; du côté sud-est, au surplus du susdit lot No 26-38 appartenant à M. Charles Leclerc—avec la maison à quatre logements dessus construite, circonstances et dépendances; comme aussi avec droit de passage sur une lisière de terrain de dix pieds de largeur sur toute la profondeur du susdit lot No 26-38 du susdit plan de subdivision, le long et au côté sud-est du terrain présentement décrit.

2. Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, au côté sud-ouest de la rue Laurier, de la contenance de quarante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, en mesure anglaise; faisant partie du lot de terre désigné par le numéro trente-huit sur le plan de la subdivision officielle du lot numéro vingt-six (P. No 26-38) du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières; borné comme suit:—en front, par la dite rue Laurier; en profondeur, à la profondeur des emplacements de la rue La Vérendrye, du côté sud-est, par le lot No 26-39 appartenant à Jos. Courey *In Trust*; du côté nord-ouest, au surplus du susdit lot No 26-38 appartenant à M. Charles Leclerc—avec le garage dessus construit, circonstances et dépendances, comme aussi sujet au droit de passage établi en faveur du terrain voisin et au nord-ouest de celui présentement décrit, de dix pieds de largeur par cent pieds de profondeur, en mesure anglaise.

3. Un lot de terre ou emplacement étant partie du numéro trente-deux du plan de la rédivision officielle du lot numéro dix-huit cent vingt-neuf (1829-P. 32) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant, la dite partie du lot de terre, trente-cinq pieds de largeur sur la rue Hertel, par soixante-cinq pieds et trois pouces de profondeur, mesure anglaise; borné en front par la dite rue Hertel, d'un côté par la rue Du Collège, du côté ouest, par le lot No 1829-31 et en profondeur par la partie du lot restant à J.-S. Moreau —avec la maison à quatre logements dessus construite, circonstances et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C. P. C., et article 20, paragraphe 4*a*, *b*, *c*, de la Loi de Faillite, et a les mêmes effets qu'une vente par le Shérif.

Ces propriétés peuvent être visitées en tout temps en s'adressant au soussigné.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements s'adresser à

Le syndic,
HENRI BISSON.

Bureau: 142 rue Notre-Dame,
Trois-Rivières, 16 mars 1928. 1335—12-2

Dans l'affaire de: Pierre Proteau, cultivateur, Ste-Thècle, Qué., cédant-autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL, 1928, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Thècle, les immeubles suivants faisant partie de l'actif du cédant, savoir:

a. Une terre située dans la paroisse de Sainte-Thècle, dans le rang Saint-Georges, formant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatorze (14) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Thècle, contenant deux arpents et trois quarts de lar-

Street; on the northwest side, by lot No. 26-36 of the aforesaid subdivision plan and belonging to Mr. Jos. Vezina or representatives; on the southeast side, by the surplus of the aforesaid lot No. 26-38 belonging to Mr. Charles Leclerc—with the four dwelling house thereon erected, circumstances and dependencies; and also with right of way on a strip of land of ten feet in width by the whole depth of the aforesaid lot No. 26-38 of the aforesaid subdivision plan, along and on the southeast side of the presently described lot of land.

2. An emplacement situate in the said city of Trois Rivières, on the southwest side of Laurier Street, measuring forty feet in width by one hundred feet in depth, English measure; forming part of that lot of land designated by number thirty eight on the official subdivision plan of lot number twenty six (Pt. 26-38) of the registration cadastre for the city of Trois Rivières; bounded as follows:—in front, by said Laurier Street; on the depth, by the depth of the emplacements of La Vérendrye Street; on the southeast side, by lot No. 26-39 belonging to Jos. Courey *In Trust*; on the northwest side, by the surplus of the aforesaid lot No. 26-38 belonging to Mr. Charles Leclerc—with the garage thereon erected, circumstances and dependencies, and also subject to right of way established in favour of the neighboring lot of land and on the northwest of that presently described, of ten feet in width by one hundred feet in depth, English measure.

3. A lot of land or emplacement being part of number thirty two of the official redivision plan of lot number eighteen hundred and twenty nine (1829-Pt. 32) on the official cadastre of the city of Trois Rivières, the said part of the lot of land measuring thirty five feet in width on Hertel Street, by sixty five feet and three inches in depth, English measure; bounded in front by the said Hertel Street, on one side by Du College Street, on the west side by lot No. 1829-31 and in depth by the part of the lot remaining to J. S. Moreau—with a four dwelling house thereon erected, circumstances and dependencies.

The titles and certificates may be examined at my office, at any time.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C.C.P. and also to article 20, paragraph 4, A, B, C, of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

These properties may be seen at any time on applying to the undersigned.

Conditions of sale: Cash.

For further particulars, apply to,

HENRI BISSON,
Trustee.

Office: 142 Notre Dame Street,
Trois-Rivières, March 16, 1928. 1336—12-2

In the matter of Pierre Proteau, farmer, Ste Thècle, Que., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY FIFTH day of APRIL, 1928, at TEN o'clock in the forenoon, the following immoveables, forming part of the assets of the assignor, shall be sold by public auction at the door of the parochial church of Ste Thècle, to wit:

a. A farm situate in the parish of Ste Thècle, in the St. George range, forming part of that lot of land known and designated under number fourteen (14), on the official plan and book of reference for the said parish of Ste Thècle, measuring two and three quarters arpentsin

geur, plus ou moins, sur vingt-deux arpents et cinq pieds de longueur, aussi plus ou moins; borné en front au cordon des terres du rang B, sud; en profondeur au résidu du dit lot, au nord-est au surplus du dit lot numéro quatorze et au sud-ouest au lot numéro quinze du dit cadastre, avec en plus une certaine étendue de terre située dans la même paroisse et dans le même rang, étant partie du même lot, contenant deux arpents et trois quarts de largeur, plus ou moins, sur trois arpents de longueur, aussi plus ou moins; bornée en front au terrain ci-dessus, en profondeur aux représentants de Jean Piché, au nord-est au surplus du dit lot numéro quatorze, au sud-ouest au lot de terre numéro quinze—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, et les droits du débiteur dans l'aqueduc que Olivier Proteau a acquis de Messieurs Pierre Audy et Godias Audy, en par l'acquéreur laissant faire sur le lot numéro quatorze les travaux de réparation, d'amélioration ou d'entretien du dit aqueduc sans exiger d'indemnité et en payant sa quote-part dans les travaux de réparation du dit aqueduc jusqu'à son embranchement.

b. Une autre terre située dans la même paroisse et dans le même rang, faisant partie du lot de terre numéro quinze (15) des dits plan et livre de renvoi officiels, de la contenance de trois arpents de largeur, plus ou moins, sur vingt et un arpents et quatre-vingts pieds de longueur, aussi plus ou moins; bornée en front au cordon des terres du rang B sud; en profondeur au résidu du dit lot, au nord-est au lot de terre numéro quatorze et au sud-ouest au lot de terre numéro seize, avec en plus une certaine étendue de terre située dans la même paroisse et dans le même rang, étant partie du même lot, contenant trois arpents de largeur, plus ou moins, sur trois arpents de longueur, aussi plus ou moins; bornée en front au terrain ci-dessus, en profondeur aux représentants de Jean Piché, au nord-est au lot de terre numéro quatorze et au sud-ouest au lot de terre numéro seize.

c. Une autre terre située en la même paroisse et dans le même rang, faisant partie du lot de terre numéro seize (16) des dits plan et livre de renvoi officiels, de la contenance de trois arpents de largeur, plus ou moins, sur vingt et un arpents et quatre-vingts pieds de longueur, aussi plus ou moins; bornée en front au cordon des terres du rang B. sud, en profondeur au résidu du dit lot, au nord-est au lot de terre numéro quinze et au sud-ouest au lot de terre numéro dix-sept, avec en plus une certaine étendue de terre située dans la même paroisse et dans le même rang, étant partie du même lot, contenant trois arpents de largeur, plus ou moins, sur trois arpents de longueur, aussi plus ou moins; bornée en front au terrain ci-dessus, en profondeur aux représentants de Jean Piché, au nord-est au lot de terre numéro quinze et au sud-ouest au lot de terre numéro dix-sept.

d. Une autre terre située en la même paroisse, dans le même rang, comprenant deux arpents et trois quarts dans la ligne sud-ouest du lot numéro treize (13) et un quart d'arpent dans la ligne nord-est du lot numéro quatorze (14) du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Thècle, sur environ vingt-cinq arpents et cinq pieds de longueur; prenant son front au cordon des terres du rang B sud, en profondeur aux représentants de Jean Piché, au nord-est au résidu du dit lot numéro treize, et au sud-ouest au résidu du dit lot numéro quatorze—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

width, more or less, by twenty two arpents and five feet in length, also more or less; bounded in front by the line of the lands of range B south, on the depth by the residue of said lot, on the northeast by the surplus of said lot number fourteen and on the southwest by lot number fifteen of said cadastre, with moreover a certain stretch of land situate in the same parish and in the same range, being part of same lot, measuring two and three quarters arpents in width, more or less, by three arpents in lenght, also more or less; bounded in front by the aforesaid land, on the depth by the representatives of Jean Piché, on the northeast by the surplus of lot number fourteen, on the southwest by lot of land number fifteen—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and the rights of the debtor in the aqueduct which Olivier Proteau acquired from Messrs. Pierre Audy and Godias Audy, inasmuch as the purchaser allowing repair, improvement and maintenance work to be done to such aqueduct on said lot, without exacting any indemnity therefor and paying his respective portion in the repair work of said aqueduct, as far as its branching off.

b. Another farm situate in the same parish and in the same range, forming part of the lot of land number fifteen (15), on the said official plan and book of reference, measuring three arpents in width, more or less, by twenty one arpents and eighty feet in length, also more or less; bounded in front by the *cordon* of the lands of range B south, in depth by the residue of said lot, on the northeast by the lot of land number fourteen and on the southwest by the lot of land number sixteen, with moreover a certain extent of land situate in the same parish and in the same range, being part of the same lot, measuring three arpents in width, more or less, by three arpents in length, also more or less; bounded in front by the hereabove land, in depth by the representatives of Jean Piché, on the northeast by the lot on land number fourteen and on the southwest by the lot of land number sixteen.

c. Another farm situate in the same parish and in the same range, forming part of the lot of land number sixteen (16), on the said official plan and book of reference, measuring three arpents in width, more or less, by twenty one arpents and eighty feet in length, also more or less; bounded in front by the *cordon* of the lands of range B south, in depth by the residue of said lot, on the northeast by the lot of land number fifteen and on the southwest by the lot of land number seventeen, with moreover a certain extent of land situate in the same parish and in the same range, being part of the same lot, measuring three arpents in width, more or less, by three arpents in length, also more or less; bounded in front by the hereabove land, in depth by the representatives of Jean Piché, on the northeast by the lot of land number fifteen and on the southwest by the lot of land number seventeen.

d. Another farm situate in the same parish, same range, measuring two arpents and three quarters in the southwest line of lot number thirteen (13) and one quarter of an arpent in the northeast line of lot number fourteen (14), on the official cadastre of the said parish of Ste Thècle, by about twenty five arpents and five feet in length; bounded in front by the *cordon* of the lands of range B south, in depth by the representatives of Jean Piché, on the northeast by the residue of said lot number thirteen and on the southwest by the residue of said lot number fourteen—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Et en détail sur la ferme immédiatement après la vente des immeubles ci-dessus, le roulant faisant partie de l'actif de cette succession.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente, quant aux immeubles, est faite conformément aux articles 716, 717 C. C. P., et article 20, paragraphe 4a, b, c de la Loi de Faillite, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus amples renseignements, s'adresser à

Le syndic,
HENRI BISSON.

Bureau: 142 rue Notre-Dame,
Trois-Rivières, 20 mars 1928.

EDDIE MARTIN, Encanteur. 1377—12-2

And in detail on the farm, immediately after the sale of the hereabove immoveables, the rolling-stock forming part of the assets of the said Estate.

The titles and certificates may be examined at my office, at any time.

This sale, as for the immoveable property, is made pursuant to articles 716, 717 C.C.P. and article 20, paragraph 4*a*, *c*, *b* of the Bankruptcy Act and has the effect of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

For further particulars, apply to the undersigned.

HENRI BISSON,
Trustee.

Office: 142 Notre Dame Street,
Trois-Rivières, March 20, 1928.

EDDIE MARTIN,
1378—12-2 Auctioneer.

Vente par licitation

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour Supérieure, No. 5435.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Salaberry-de-Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le deuxième jour d'avril 1928, dans une cause dans laquelle Charles Charters, Francis Charters, Marie Riel, veuve de feu William Charters, et Georges Charters, tous de la Cité et du District de Montréal, sont les demandeurs; et John Charters, de lieu inconnu, Arthur Malone, de la cité et du District de Montréal, Georges Malone, de la Cité et du District de Montréal, et Augustin Demers, du village Saint-Chrysostôme, dans le district de Beauharnois, sont les défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles comme suit, savoir:

La partie du No 878 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Jean-Chrysostôme, bornée comme suit: d'un côté, partie par le chemin de Saint-Chrysostôme et partie par le No 797; au nord-est, par la montée Saint-Joseph; au sud-est, par le No 876; au nord-ouest, partie par le No 877, le No 797, partie par partie du No 878 appartenant à Cécilia Bourdon, le No 796 et le No 792; la dite partie appartenant à Cécilia Bourdon forme le résidu du No 878 et est bornée comme suit: en front, par la rue du couvent, d'un côté, par le No 796, de l'autre côté, par le No 797 et au trait quarré, par le résidu du No 878 contenant un quart d'arpent en superficie.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le HUITIÈME jour de MAI 1928, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle d'audience du Palais de Justice, à Salaberry-de-Valleyfield, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Valleyfield, 3 avril 1928.

Les avocats du défendeur
AUGUSTIN DEMERS,
1681—14-2 LAURENDEAU & COSSETTE.

Sale by licitation

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court. No. 5435.

Notice is given that in virtue of judgment of the Superior Court sitting at Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois, the second day of April 1928, in a cause in which Charles Charters, Francis Charters, Marie Riel, widow of the late William Charters, and Georges Charters, all of the city and district of Montreal, are plaintiffs and John Charters, of parts unknown, Arthur Malone, of the city and district of Montreal, Georges Malone, of the city and district of Montreal, and Augustin Demers, of the village of Saint Chrysostome, in the district of Beauharnois, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables as follows, to wit:

The part of No. 878 on the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostome, bounded as follows: on one side, partly by the road of Saint Chrysostome and partly by No. 797, on the northeast by the *montée* Saint Joseph, on the southeast by No. 876, on the northwest, partly by No. 877, the No. 797, partly by part of No. 878 belonging to Cécilia Bourdon, the No. 796 and No. 792; the said part belonging to Cécilia Bourdon forms the residue of No. 878 and is bounded as follows: in front, by the Convent Street, on one side by No. 796, on the other side by No. 797, and on the *trait quarré*, by the residue of No. 878 containing one quarter of an arpent in superficies.

The hereabove designated immoveable will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder, the EIGHTH day of MAY, 1928, at TEN o'clock in the forenoon, in the Court room of the Court House, at Salaberry de Valleyfield, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Valleyfield, April 3, 1928.

LAURENDEAU & COSSETTE,
Attorneys for the defendant,
1682—14-2 AUGUSTIN DEMERS.

PROVINCE DE QUÉBEC

COMTE DE LAVAL, VILLE DE LA POINTE-AUX-TREMBLES

Avis public est, par les présentes, donné par J.-C.-V. Roy, secrétaire-trésorier de la ville de la Pointe-aux-Trembles, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, au bureau du conseil, à l'hôtel de ville de la ville de la Pointe-aux-Trembles, JEUDI, le TROISIEME jour de MAI mil neuf cent vingt-huit, (1928), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes (municipales et spéciales) et scolaires, avec intérêt, mentionnées dans l'état ci-dessous, ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

COUNTY OF LAVAL, TOWN OF POINTE AUX TREMBLES.

Public notice is hereby given by J. C. V. Roy, secretary-treasurer of the town of Pointe aux Trembles, that the properties hereinafter described will be sold by public auction, at the office of the council, at the Town Hall of the town of Pointe aux Trembles, THURSDAY, on the THIRD day of MAY, nineteen hundred and twenty eight, (1928), at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal (ordinary and special) and school taxes, with interest, mentioned in the hereunder statement, and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Propriétaires de biens-fonds — Proprietors of real estate	No du cadastre — Cadaster No.	Taxes municipales — Municipal taxes						Taxes scolaires — School taxes				Total
		Par lot — Per lot		Ordinaires — Ordinary		Spéciales — Special	Intérêts — Interests	Par lot — Per lot		Taxes — Taxes	Intérêts — Interests	
Archambault, François	216-325	$ 1.15		$ 0.87		$ 0.10	$ 0.18	$ 0.85		$ 0.75	$ 0.10	$ 2.00
" "	216-436	0.62		0.44		0.07	0.11	0.45		0.40	0.05	1.07
Boulevard Annex Incorporated & Laurent Grenier	176-366	7.72		0.95		5.55	1.22	0.68		0.60	0.08	8.40
Comtois, Dame Vve-Wid. Josaphat	198-94	2.85		2.17		0.26	0.42	2.13		1.90	0.23	4.98
Cyr, Joseph Arthur	121-824 à-to 829 incl.	4.59		0.66		2.64	1.29	0.70		0.51	0.19	31.74
Dubois, A	198-30	31.10		25.12		2.82	3.16	23.85		21.75	2.10	54.95
"	198-31	27.82		22.52		2.53	2.77	21.45		19.50	1.95	49.27
Gosselin, Dame Edmond	216-546	0.69		0.44		0.07	0.18	0.50		0.40	0.10	1.19
Garron, Dame Georges	206-69	0.69		0.44		0.07	0.18	0.50		0.40	0.10	1.19
Gagnon, Dame Vve-Wid. Hervé	40-232	0.98		0.60		0.05	0.33					0.98
Grenier, Laurent	184-87	10.27		5.60		2.72	1.95	5.20		4.20	1.00	15.47
Lebœuf, Dame Raoul	93-1121 à-to 1124 incl.	8.29		1.00		6.03	1.26	4.19		3.16	1.03	49.92
" "	93-1125	9.67		1.00		7.02	1.65	4.19		3.16	1.03	13.86
" "	93-1126	9.67		1.00		7.02	1.65	3.59		2.56	1.03	13.26
" "	93-1127	9.67		1.00		7.02	1.65	2.51		1.96	0.55	12.18
" "	93-1128	9.17		1.00		6.74	1.43	2.51		1.96	0.55	11.68
" "	93-1130	5.02		0.60		3.66	0.76	1.50		1.20	0.30	6.52
" "	93-1129	8.16		0.99		5.79	1.38	2.50		1.95	0.55	10.66
Langlois, Aimé	206-155	0.65		0.44		0.07	0.14	0.47		0.40	0.07	1.12
Lapalme, Dame Albert	212-1276, 1277-1278, 1294 & 1305	0.65		0.44		0.07	0.14	0.47		0.40	0.07	5.60
Letellier de St-Just, Mde-Mrs. Eustache	227-110	3.91		3.04		0.36	0.51	2.93		2.65	0.28	6.84
Laperrière, David & Aimé	40-142 à-to 145 incl., 40-528 à-to 535 incl., 40-537, 40-554 à-to 562 incl., 40-583 à-to 589 incl.	0.29		0.24		0.02	0.03					8.41
" "	40-536, 563 & 590	0.47		0.40		0.02	0.05					1.41
" "	40-608 à-to 617 incl. & 41-111 à-to 120 incl	0.47		0.40		0.02	0.05					4.70
Mongeau, Victor	227-112, 210, 385, 388, 883 & 228-170, 179 & 265	0.09		0.04		0.02	0.03	0.05		0.04	0.01	1.12
Royer, Joseph	109-278	17.71		5.76		10.37	1.58	6.26		5.76	0.50	23.97
Rhodes, Catherine	40-600, 41-103	1.27		1.00		0.05	0.22	0.36		0.30	0.06	1.63
Valiquette, Joseph-Adrien	202-1 pte & 202-19 & 20 & bâtisses-buildings 9 boulevard Dubois	224.06		160.40		38.39	25.27	151.14		135.53	15.61	375.20
Themens, Albert, propriétaire de un dixième indivis—proprietor for an undivided tenth.	Une terre située en la ville de la Pointe-aux-Trembles, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro deux cent treize, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, mesurant environ deux arpents et trois perches de largeur, mesure française, soit toute la largeur du dit lot No 213 par toute la profondeur qui peut se trouver entre le trait carré des terres de la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies, et le chemin de fer C. N. R.; bornée cette dite terre, dans sa ligne sud-est par partie du lot nu-											
Therrien, Jos.-Amédée, propriétaire de un dixième indivis—proprietor for an undivided tenth.												
Limoges, Succession—Estate Zotique, propriétaire de un dixième indivis—proprietor for an undivided tenth.												
Marcotte, Napoléon, propriétaire de un dixième indivis—proprietor for an undivided tenth.												
Goyette, Dame Amanda, épou-												

Propriétaires de biens-fonds — Proprietors of real estate	No du cadastre — Cadaster No.	Taxes municipales — Municipal taxes						Taxes scolaires — School taxes				Total
		Par lot — Per lot		Ordinaires — Ordinary		Spéciales — Special	Intérêts — Interests	Par lot — Per lot		Taxes — Taxes	Intérêts — Interests	
se de Louis-Adolphe Meunier, propriétaire de un dixième indivis—wife of Louis Adolphe Meanier, proprietor for an undivided tenth. & Perrault, Joseph-Aristide, usufruitier, propriétaire de un vingtième—in trust, proprietor for an undivided twentieth.	méro deux cent trente-six auxdits plan et livre de renvoi officiels ou par le chemin de fer, dans sa ligne nord-ouest par les terres de la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies, dans sa ligne nord-est par partie du lot numéro deux cent quatorze, auxdits plan et livre de renvoi officiels, et dans sa ligne sud-ouest par les lots Nos 212-494, 603, 604, 622, 623, 627, 628, 761, 762, 786, 787, 791, 792, 925, 926, 950, 951, 954, 955, 1087, 1088, 1112, 1113, 1116, 1117, 1249, 1250, 1251, 1275, 1278, 1279, 1335, 1336 et 1345 auxdits plan et livre de renvoi officiels.—A farm situated in the town of Pointe aux Trembles, forming part of the lot known and designated under the number two hundred and thirteen, on the plan and in the book of reference for the parish of Pointe aux Trembles, measuring about two arpents and three perches in width, French measure, viz the whole width of the said lot No. 213, by the whole depth between the lands of the parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies and the C. N. R.; bounded, said part of lot, in its southeast line by part of the official lot No. 236, on the said official plan or by the railroad, in its northwest line by the lands of the parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, in its northeast line by part of the lot No. 214 on the said official plan, and in its southwest line by the lots Nos. 212-494, 603, 604, 622, 623, 627, 628, 761, 762, 786, 787, 791, 792, 925, 926, 950, 951, 954, 955, 1087, 1088, 1112, 1113, 1116, 1117, 1249, 1250, 1251, 1275, 1278, 1279, 1335, 1336 and 1345 on the said official plan.....	131.35	108.25	11.10	12.00	373.55	340.30	33.25	504.90

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles et situés dans la ville de la Pointe-aux-Trembles.

Donné en la ville de la Pointe-aux-Trembles, ce vingt-huitième jour de mars mil neuf cent vingt-huit.

Le secrétaire-trésorier,
J.-C.-V. ROY.

1629—14-2

The above immoveables are all on the plan and in the book of reference for the parish of Pointe aux Trembles and situated in the town of Pointe aux Trembles.

Given at the town of Pointe aux Trembles, this twenty eighth day of March nineteen hundred and twenty-eight.

J. C. V. ROY,
Secretary-Treasurer.

1630—14-2

PROVINCE DE QUÉBEC.

CITÉ DU CAP-DE-LA-MADELEINE.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Roméo Morrissette, greffier, que sous l'autorité de la loi des cités et villes, chap. 102, art. 548 et suivants, les immeubles ci-après mentionnés seront vendus dans la salle des délibérations du conseil dans la cité du Cap-de-la-Madeleine, à DIX heures de l'avant-midi, le DEUXIEME jour de MAI, 1928, pour taxes municipales, taxes scolaires, et les intérêts, à moins que les dites taxes et intérêts ne soient payés avant la dite vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

CITY OF CAP DE LA MADELEINE.

Public notice is hereby given by the undersigned Roméo Morrissette, city clerk, that under the authority of the Cities and Towns Act, chap. 102, art. 548. etc., the immovables hereafter described shall be sold by auction in the meeting room of the council of the City Hall, in the city of Cap de la Madeleine, at TEN o'clock in the forenoon, the SECOND day of MAY, 1928, for municipal taxes, school taxes and interest, unless the said municipal, school taxes due be paid, with cost incurred, before the sale.

No.	Nom — Name	Cadastre	Subdivision.	Taxes munic. — Municip. taxes	Taxes scolaires — School taxes	Frais — Costs	Total
1	Bisson, Henri, ès-qualité	171	178	$ 2.05	$ 2.60	$ 7.50	$ 12.15
2	" " "	171	179	2.05	2.60	7.50	12.15
3	" " "	171	182	2.05	2.60	7.50	12.15
4	" " "	171	183	2.05	2.60	7.50	12.15
5	" " "	171	188	2.05	2.60	7.50	12.15
6	" " "	171	189	2.05	2.60	7.50	12.15
7	" " "	171	190	2.05	2.60	7.50	12.15
8	" " "	171	191	2.05	2.60	7.50	12.15
9	" " "	387	1049	3.70	5.90	8.00	17.60
10	" " "	387	1050	3.70	5.90	8.00	17.60
11	" " "	387	1051	3.70	6.30	8.00	18.00
12	" " "	387	1088	4.10	5.34	8.00	17.44
13	" " "	387	1089	4.10	5.34	8.00	17.44
14	" " "	387	1090	4.10	5.34	8.00	17.44
15	" " "	387	2167	4.80	6.49	8.25	19.54
16	" " "	387	2172	5.60	7.09	8.25	20.94
17	" " "	387	2173	5.60	7.09	8.25	20.94
18	" " "	387	2174	5.60	7.09	8.25	20.94
19	" " "	387	2175	5.60	7.09	8.25	20.94
20	" " "	387	2176	5.60	7.09	8.25	20.94
21	" " "	387	2177	5.60	7.09	8.25	20.94
22	" " "	387	2190	3.70	6.30	8.00	18.00
23	" " "	387	2191	3.70	6.30	8.00	18.00
24	" " "	387	2192	3.70	6.30	8.00	18.00
25	" " "	387	2193	3.70	6.30	8.00	18.00
26	" " "	387	2194	3.70	6.30	8.00	18.00
27	" " "	387	2195	3.70	6.30	8.00	18.00
28	" " "	387	2196	3.70	6.30	8.00	18.00
29	" " "	387	2197	3.70	6.30	8.00	18.00
30	" " "	387	2198	3.70	6.30	8.00	18.00
31	" " "	387	2199	3.70	6.30	8.00	18.00
32	" " "	387	2200	3.70	6.30	8.00	18.00
33	" " "	387	2201	3.70	6.30	8.00	18.00
34	" " "	387	2202	3.70	6.30	8.00	18.00
35	" " "	387	2203	3.70	6.30	8.00	18.00
36	" " "	387	2219	1.60	2.11	7.50	11.21
37	" " "	387	2220	1.60	2.11	7.50	11.21
38	" " "	387	2223	1.60	2.11	7.50	11.21
39	" " "	387	2224	1.60	2.11	7.50	11.21
40	" " "	387	2229	1.60	2.11	7.50	11.21
41	" " "	387	2230	1.60	2.11	7.50	11.21
42	" " "	387	2231	1.60	2.11	7.50	11.21
43	" " "	387	2232	1.60	2.11	7.50	11.21
44	" " "	387	1063	3.60	5.90	8.00	17.50
45	" " (Noé Gouin)	387	2157	204.05	209.79	26.15	439.99
46	" " (Noé Gouin)	387	2158	10.10	12.00	9.00	31.10
47	Danisi Primo	171	7	21.35	7.20	8.75	37.30
48	Dargis, Johnny	149	18	68.31	38.47	10.50	117.28
49	Bourque, Elz., Frs.	126	269	5.55	1.85	7.50	14.90
50	Daviau, Jean	406	112	4.25	7.75	8.00	20.00
51	Desbiens, Ths-Louis	144	1	48.95	64.10	11.00	124.05
52	Désilets, Robert	149	30	12.83	18.90	8.25	39.98
53	Gélinas, Ulric	134	34	50.07	42.25	10.30	102.62
54	" "	134	35	12.82	8.65	8.00	29.47
55	Larivière, Omer	168	205	50.31	22.90	9.00	82.21
56	" "	168	206	4.39	2.20	7.50	14.09
57	" "	168	207	4.39	2.20	7.50	14.09
58	" Will	168	201	5.52	1.65	7.50	14.67
59	" "	168	202	5.52	1.65	7.50	14.67
60	" "	168	203	53.15	17.75	9.00	79.90
61	Lebrun, Alcide	122	150	114.77	147.30	18.60	280.67
62	Lebrun, Mme-Mrs. A	P-238, P-239, P-240		276.63	353.09	36.90	666.62
63	Lemay, Rodrigue	149	80	6.96	1.85	7.50	16.31
64	Lottinville, B.	P-147		139.00	72.60	16.00	227.60
65	" "	P-147		14.19	9.50	8.00	31.69

No.	Nom Name	Cadastre Cadastre	Subdivision	Taxes municip. — Municip. taxes	Taxes scolaires — School taxes	Frais Costs	Total
66	Lupien, Alfred	228–B		47.85	48.60	10.40	106.85
67	Lupien, Edouard	228–*c*		6.15	4.15	8.00	18.30
68	" "	229–*b*		36.17	24.50	9.00	69.67
69	Michel, Henri	387	334	.55	.95	7.50	9.00
70	Landry, Ovila	168	204	50.21	34.00	9.70	93.91
71	Morin & Frères, Ltée	387	1248–*b*	.55	.40	7.50	8.45
72	" "	387	1248–*c*	.40	.40	7.50	8.30
73	" "	487	1250	.40	.40	7.50	8.30
74	" "	387	1270	.40	.40	7.50	8.30
75	" "	387	1271	.40	.40	7.50	8.30
76	" "	387	1272	.40	.40	7.50	8.30
77	" "	387	1291–*b*	.40	.40	7.50	8.30
78	Ouellette, Sta	166	27	38.57	21.10	9.00	68.67
79	Pratte, David	164	22	39.45	52.30	10.40	102.15
80	Roy, J.-A	168	199	40.75	26.90	10.00	77.65
81	"	168	200	6.13	3.90	8.00	18.03
82	St-Gelais, Nap	406	121	7.55	10.75	8.25	26.55
83	Tellier, Moise	168	189	71.21	24.75	11.00	106.96
84	" "	168	190	5.27	1.90	7.50	14.67
85	Thibodeau, Jos	168	45	11.04	6.20	7.75	24.99
86	Thibeau, Vve–Widow Jos	387	235	35.28	46.10	10.00	91.38

Donné au Cap-de-la-Madeleine, ce deuxième jour du mois d'avril 1928.

Le greffier,
ROMEO MORRISSETTE,
I. P. Q.

1647—14–2

Given at Cap de la Madeleine, this second day of the month of April, 1928.

ROMEO MORRISSETTE,
P.E.Q.
City Clerk.

1648—14–2

VENTES PAR LE SHÉRIF

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

District d'Abitibi.—Cour Supérieure.

No 1639. BEN VOSKO, de Montréal, Demandeur; vs CHARLES-H. BURTON, de Rouyn, Défendeur, à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur, un certain lot de terre portant le numéro vingt-deux (22) de la subdivision de la ville de Rouyn, laquelle subdivision étant le bloc numéro quarante et un (41), de la ville de Rouyn, canton Rouyn, Comté de Témiscamingue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Rouyn, JEUDI, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt-huit, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-U. DUMONT.

Bureau du shérif,
Amos, 19 mars 1928.

1349—12–2

[Première publication, le 24 mars 1928]

SHERIFF'S SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

District of Abitibi.—Superior Court.

No. 1639. BEN VOSKO, of Montreal, plaintiff; vs CHARLES H. BURTON, of Rouyn, defendant, to wit:

As belonging to said defendant, that certain parcel of land being number twenty-two (22) of subdivision of the townsite of Rouyn, which subdivision being block forty one (41), of the town of Rouyn, township of Rouyn, County of Temiscaming—with the buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial Church of Rouyn, on THURSDAY, the TWENTY SIXTH day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty eight, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff.

Sheriff's office,
Amos, March 19, 1928.

1350—12–2

[First publication, March 24, 1928]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: No 2019. FRANÇOIS COTÉ, cultivateur, de Saint-Félicien, dans le district de Roberval, demandeur; contre JOSEPH CUNNINGHAM, "alias" CON-

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: No. 2019. FRANÇOIS COTÉ, farmer, of Saint Félicien, in the district of Roberval, plaintiff; against JOSEPH CUNNINGHAN, alias CONDE, and

DÉ et EMILE CUNNINGHAM "alias" CONDÉ, tous deux de Bagotville, dans le district de Chicoutimi; défendeurs:

1. Un emplacement compris dans le lot de terre numéro cinq cent vingt-huit (528) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alphonse, comprenant quatre-vingt-six pieds de front sur cinquante-quatre pieds de profondeur; borné en front au chemin du quatrième rang, en arrière à la profondeur, au bout des cinquante-quatre pieds; au Sud-Ouest au terrain appartenant aux représentants de Placide Bouchard et au Nord-Est à la route conduisant au cinquième rang—avec maison, hangar et autres bâtisses dessus érigés et dépendances;

2. Un autre emplacement faisant partie du lot cadastral numéro cinq cent vingt-neuf (529) de la dite paroisse de Saint-Alphonse, mesurant soixante-six pieds de largeur en front du Nord-Est au Sud-Ouest, et vingt-huit pieds et demi de largeur en arrière, aussi du Nord-Est au Sud-Ouest, sur une longueur ou profondeur, mesurée au Sud-Ouest dans la ligne de la route, de cent soixante-dix pieds du Nord-Est au Sud-Ouest, et compris dans les limites suivantes: borné en front ou vers le Nord-Ouest au chemin public de front, en arrière et au Sud-Est au résidu du lot appartenant à Joseph Riverin, d'un côté, vers le Sud-Ouest, au chemin public (route) et de l'autre côté vers le Nord-Est encore au résidu du lot appartenant à Joseph Riverin, suivant une ligne droite non parallèle à la route et distante de cette dernière de soixante-six pieds en front du terrain cédé et vingt-huit pieds et demi en arrière—avec étable dessus construite et dépendances, tel que le tout est actuellement;

3. Un certain lopin de terre ou emplacement district du lot de terre numéro cinq cent trente-six (536) du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Alphonse, cinquième rang de la Rivière-à-Mars, canton Bagot, lequel lopin de terre est inclus dans les bornes et limites fixées par Wilfrid Côté et Xavier Lavoie, à environ quarante pieds du chemin royal, et mesure cent cinquante pieds environ de front sur quatre-vingts pieds de profondeur, aussi plus ou moins, l'ancien canal du moulin de Georges Tremblay devant servir de borne à la profondeur: joignant au Nord au dit Xavier Lavoie, au Sud à la ligne de Georges Tremblay—avec ensemble la fromagerie-beurrerie qui s'y trouve et tous ses accessoires, avec en plus un chemin tel qu'usité aujourd'hui pour communiquer du chemin royal à l'emplacement présentement vendu.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Alphonse, Bagotville, LUNDI, le QUATORZIEME jour de MAI prochain (1928), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
ELZ. BOIVIN.

Bureau du shérif,
Chicoutimi, 10 avril 1928. 1755—15-2

[Première publication, 14 avril, 1928]

EMILE CUNNINGHAN, alias CONDE, both of Bagotville, in the district of Chicoutimi, defendants:

1. An emplacement comprised in the lot of land number five hundred and twenty eight (528), on the official cadastre for the parish of Saint Alphonse, measuring eighty six feet in front by fifty four feet in depth; bounded in front by the road of the fourth range, in the rear on the depth, by the end of the fifty four feet, on the southwest by the land belonging to the representatives of Placide Bou hard and on the northeast by the road leading to the fifth range—with the house, shed and other buildings thereon erected;

2. Another emplacement forming part of the cadastral lot number five hundred and twenty nine (529) of the said parish of Saint Alphonse, measuring sixty six feet in width in front from northeast to southwest, and twenty eight feet and a half in width in the rear, also from the northeast to the southwest, by a length or depth measured at the southwest, in the line of the road, of one hundred and seventy feet from northeast to southwest and comprised within the following boundaries: bounded in front or to the northwest by the front public road, in the rear and to the southeast by the residue of the lot belonging to Joseph Riverin, on one side to the southwest by the public road (road) and on the other side to the northeast, also by the residue of the lot belonging to Joseph Riverin, following a straight line not parallel with the road and sixty six feet distant from the latter in front of the lot of land ceded, and twenty eight feet and a half in the rear—with stable thereon erected and dependencies, as the whole actually subsists;

3. A certain parcel of land or emplacement deducted from the lot of land number five hundred and thirty six (536) of the official cadastre for the said parish of Saint Alphonse, fifth range of the Rivière à Mars, township of Bagot, which parcel of land is included within the boundaries and limits fixed by Wilfrid Côté and Xavier Lavoie, to about forty feet from the King's Highway, and measures about one hundred and fifty in front by eighty feet in depth, also more or less, the old canal of the mill of Georges Tremblay serving as a boundary on the depth; adjoining on the north the said Xavier Lavoie, on the south the line of Georges Tremblay—together with the butter and cheese factory thereon and all its accessories, with moreover a road as now used to communicate from the King's Highway with the emplacement presently sold.

To be sold at the church door of Saint Alphonse, Bagotville, on MONDAY, the FOURTEENTH day of MAY next, 1928, at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, April 10, 1928. 1756—15-2

[First publication, 14 April, 1928]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: No 1248. ERNEST TREMBLAY, industriel, du village de la Rivière-du-Moulin, Demandeur; contre NIL POTVIN, forgeron, de la ville de Port-Alfred, Défendeur.

Un terrain formé de la partie Ouest des lots numéros quatre-vingt-quinze-deux cent six et quatre-vingt-seize-quatre-vingt-quatre (ptie de 95-206 et 96-84) de la dernière subdivision des lots numéros quatre-vingt-quinze et quatre-vingt-seize (95 et 96), au cadastre officiel de la

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: No. 1248. ERNEST TREMBLAY manufacturer, of the village of Rivière du Moulin, Plaintiff; against NIL POTVIN, blacksmith, of the town of Port Alfred, Defendant.

A lot of land formed of the west part of lots numbers ninety five-two hundred and six and ninety six-eighty four (Pt. of 95-206 and 96-84) of the last subdivision of lots numbers ninety five and ninety six (95 and 96), on the official cadastre for the parish of St. Alexis de la Grande

paroisse de St-Alexis de la Grande-Baie, de soixante-cinq pieds de front sur soixante de profondeur, et est borné comme suit: au Sud à la quatrième avenue, à l'Ouest, à une ruelle, au Nord au lot numéro quatre-vingt-seize-quatre-vingt-cinq (96-85) et à l'Est au terrain de François Bergeron ou représentants—avec toutes les bâtisses dessus érigées et toutes dépendances, tel que le tout est actuellement.

Pour être vendu à la porte de l'église de Port-Alfred, MARDI, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain (1928), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ELZ. BOIVIN.
Chicoutimi, 16 mars 1928. 1351—12-2
[Première publication, le 24 mars 1928]

Baie, of sixty five feet in front by sixty in depth, and being bounded as follows: on the south by Fourth avenue, on the west, by a lane, on the north, by lot number ninety six-eighty five (96-85) and on the east by the land of François Bergeron or representatives—with all the buildings thereon erected and all dependencies, such as the whole exists actually.

To be sold at the door of the church of Port Alfred, on TUESDAY, the TWENTY FOURTH day of APRIL next, 1928, at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, March 16, 1928. 1352—12-2
[First publication, March 24, 1928]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : No 1203. J.-ROSARIO SICOTTE, de la paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington, dans le district d'Iberville, demandeur; contre ALEXANDRE BEAUDIN, défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

1. Un terrain situé dans la paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington, dans le comté de Napierville, connu et désigné sous le numéro quatre cent cinquante-six (456), sur le plan et au livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington—avec toutes les bâtisses dessus construites.

2. Un autre terrain situé dans la dite paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington, faisant partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-huit (488), sur le plan et au livre de renvoi officiels susdits, de la contenance de dix arpents en superficie, et borné devant par le chemin public, derrière par Francis Leclerc, d'un côté au nord-est par Alphonse Perras et l'autre côté par Noel Riel, fils.

Pour être vendus en bloc, suivant l'ordonnance du protonotaire de la Cour Supérieure pour le district d'Iberville, en date du onzième jour d'avril courant (1928), en l'absence du Juge, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington, district d'Iberville, le QUINZIEME jour de MAI prochain (1928), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ARTHUR LASNIER.
Saint-Jean, 11 avril 1928. 1771—15-2
[Première publication, 14 avril 1928]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit : No. 1203. J. ROSARIO SICOTTE, of the parish of Saint Patrice de Sherrington, in the district of Iberville, Plaintiff; against ALEXANDRE BEAUDIN, defendant.

Seized as belonging to said defendant:

1. A lot of land situate in the parish of Saint Patrice de Sherrington, in the county of Napierville, known and designated under number four hundred and fifty six (456), on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Patrice de Sherrington—with all the buildings thereon erected.

2. Another lot of land situate in the said parish of Saint Patrice de Sherrington, forming part of lot number four hundred and eighty eight (488) on the aforesaid official plan and book of reference, containing ten acres in area and bounded in front by the public road, in the rear by Francis Leclerc, on one side to the northeast by Alphonse Perras, and on the other side by Noel Riel, junior.

To be sold in block, pursuant to order of the prothonotary of the Superior Court for the district of Iberville, dated the eleventh day of April instant (1928), in the absence of the judge, at the door of the church of the parish of Saint Patrice de Sherrington, district of Iberville, on the FIFTEENTH day of MAY next, 1928, at TEN o'clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint John's, April 11, 1928. 1772—15-2
[First publication, April 14, 1928]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No A-24388. EUGENE DENIS, demandeur; vs RAOUL DELISLE, défendeur.

Un lot de terre situé dans le quartier Rosemont, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision huit (8) du lot originaire cent soixante-seize (176), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte de la Visitation—avec les bâ isses dessus érigées, contenant vingt-cinq pieds de largeur par

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. A-24388. EUGENE DENIS, plaintiff; vs RAOUL DELISLE, defendant.

A lot of land situate in Rosemount ward, in the city of Montreal, known and designated as being subdivision eight (8) of the original lot one hundred and seventy six (176), on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation—with the buildings thereon erected—measuring twenty five feet in width

soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, et ayant front sur la 11ième Ave., avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit sur la ruelle située en arrière du dit lot et dans une autre ruelle portant le No cent soixante-seize, subdivision vingt-trois, aux plan et livre de renvoi officiels de la côte Visitation, et servant à communiquer avec celle en premier lieu mentionnée à la dite 11ème Avenue.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 21 mars, 1928. 1385—12–2
[Première publication, 24 Mars, 1928]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } REGIS HERVIEUX,
No B-25107. } demandeur; vs DAME ERNESTINE BERGER, veuve de feu Horace-Omer Manseau, et DAME EUGENIE BERGER, épouse commune en biens de Daniel Bergevin, ce dernier en son nom personnel, en autant qu'il peut y être intéressé que pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins de la présente demande, les deux dites dames en leur qualité d'héritières bénéficiaires de la succession de feu Emilie Clavelle, veuve de feu Charles Berger, défendeurs.

Un immeuble situé au coin des rues Ste-Catherine-est et Dufresne, en la cité de Montréal, portant le No quatorze cent cinquante-quatre (1454) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie, en la dite cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites, portant les Nos 1291 à 1305 de la dite rue Sainte-Catherine-est.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $5500.00 sera obligé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Coderre, daté le 10 mars 1928.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 21 mars 1928. 1387—12–2
[Première publication, le 24 mars 1928]

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } GENERAL RAILWAY
No E-34044. } SIGNAL CO., corporation légalement constituée ayant son bureau-chef en la cité de Rochester, l'un des Etats-Unis d'Amérique, demanderesse; vs GENERAL RAILWAY SIGNAL CO. OF CANADA, LIMITED, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires en la cité de Lachine, district de Montréal, défenderesse.

Un morceau de terre de forme rectangulaire, mesurant trois cent soixante pieds du sud au nord, sur quatre cent vingt pieds de l'est à l'ouest, contenant une superficie totale de cent cinquante et un mille deux cents pieds, mesure anglaise, à être détaché des lots portant les numéros deux cent cinquante-quatre et deux cent soixante-deux (254-262) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine et borné comme suit:

A l'ouest, par la ligne de division entre le lot numéro deux cent cinquante-quatre et la ferme appartenant à Benjamin Descarries, portant le numéro deux cent trente-six (236) des dits plan

by seventy five feet in depth, English measure, and fronting on 11th Ave., with right of way in common with all others entitled thereto, in the lane situate in the rear of said lot and in another lane bearing number one hundred and seventy six, subdivision twenty three, on the official plan and book of reference for Côte de la Visitation, and being used to communicate, together with that mentioned in the first place, with said 11th Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 21, 1928. 1386—12–2
[First publication, 24th. March, 1928]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } REGIS HERVIEUX,
No. B-25107. } Plaintiff; vs DAME ERNESTINE BERGER, widow of the late Horace Omer Manseau, and DAME EUGENIE BERGER, wife common as to property of Daniel Bergevin, the latter both personally inasmuch as he may be interested therein and to authorize and assist his said wife for the purposes herein, both said ladies in their quality of beneficiary heirs to the estate of the late Emilie Clavelle, widow of the late Charles Berger, Defendants.

An immovable situate at the corner of St. Catherine East and Dufresne Streets, in the city of Montreal, bearing number fourteen hundred and fifty four (1454) on the official plan and book of reference for St. Mary's ward, in the said city of Montreal—with the buildings thereon erected, bearing numbers 1291 to 1305 of said St. Catherine Street East.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $5500.00 shall be required from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to judgment of Hon. Justice Coderre, dated March 10, 1928.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, March 21, 1928. 1388—12–2
[First publication, March 24, 1928]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } GENERAL RAILWAY
No. E-34044. } SIGNAL CO., a body politic having its principal place of business in the city of Rochester, one of the United States of America, Plaintiff; vs GENERAL RAILWAY SIGNAL CO. OF CANADA, LIMITED, a body politic and corporate duly incorporated, having its principal place of business in the city of Lachine, district of Montreal, Defendant.

A piece of land of rectangular shape, measuring three hundred and sixty feet from south to north, by four hundred and twenty feet, from east to west, containing a total area of one hundred and fifty one thousand two hundred feet, English measure, to be taken from the lots bearing the numbers two hundred and fifty four, and two hundred and sixty-two (254-262) of the official plan and book of reference of the town of Lachine, and bounded as follows:

To the west, by the division line between lot number two hundred and fifty-four and the farm belonging to Benjamin Descarries, bearing number two hundred and thirty six (236) of the said

et livre de renvoi officiels; au sud, par le lot appartenant à la dite compagnie qu'elle a acquis du dit monsieur Descarries, le vendeur, d'après un acte passé devant Joseph-Antoine-Hilaire Hébert, notaire, le neuf avril mil neuf cent dix et enregistré au bureau d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier, sous le No 171,113; à l'est, par la ligne de division entre le dit morceau de terre et une rue projetée, laquelle est la prolongation vers le nord de la vingt et unième rue de Lachine; au nord par une ligne, qui serait la prolongation vers l'ouest de la ligne sud de la rue connue sous le nom de rue Saint-Antoine, et dont la partie du cadastre la plus rapprochée est connue sous le numéro soixante-seize (76) de la subdivision du lot numéro deux cent quatre-vingt-treize (293-76) des dits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses y érigées.

Un morceau de terre de forme rectangulaire, mesurant trois cents pieds du sud au nord sur quatre cent vingt pieds de l'est à l'ouest, contenant une superficie totale de cent vingt-six mille pieds (126,000) mesure anglaise, à être détachés des lots portant les numéros deux cent cinquante-quatre et deux cent soixante-deux (254-262) des dits plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine et borné comme suit:

A l'ouest, par la ligne de division entre la ferme appartenant à Benjamin Descarries, et portant le numéro deux cent trente-six (236) des dits plan et livre de renvoi et le lot numéro deux cent cinquante-quatre (254); au sud, par une ligne qui serait la prolongation vers l'ouest de la ligne nord de la rue connue sous le nom de rue Broadway, et dont la partie du cadastre la plus rapprochée est connue sous le numéro quarante de la subdivision du lot numéro deux cent quatre-vingt-treize (293) des dits plan et livre de renvoi officiels; à l'est, par la ligne de division entre le dit morceau de terre et une rue projetée, laquelle est la prolongation vers le nord de la vingt et unième rue de Lachine; au nord, par la partie restante des lots numéros deux cent cinquante-quatre et deux cent soixante-deux—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 10 avril 1928. 1767—15-2

[Première publication, 14 avril 1928]

official plan and book of reference; to the south, by the lot belonging to the said company, which she acquired from the said Mr. Descarries, the vendor, according to the deed passed before Joseph Antoine Hilaire Hébert, notary, the ninth day of April, nineteen hundred and ten, and registered at the Registry Office of the counties of Hochelaga and Jacques-Cartier, under No. 171, 113, to the east, by the division line between the said piece of land and a projected street which is the prolongation to the north of the Twenty First Street of Lachine; to the north, by a line which would be the prolongation to the west of the south line commonly called Saint Antoine Street, and whose nearest cadastral part is known as number seventy six (76) of the subdivision of lot number two hundred and ninety three (293-76) of the said official plan and book of reference —with buildings.

A piece of land of rectangular shape, measuring three hundred feet from south to north, by four hundred and twenty feet from east to west, containing a total area of one hundred and twenty six thousand feet (126,000) English measure, to be taken from the lots bearing the numbers two hundred and fifty four and two hundred and sixty two (254 & 262) of the said official plan and book of reference of the town of Lachine, and bounded as follows:

To the west, by the division line between the farm belonging to Benjamin Descarries, and bearing the lot number two hundred and thirty six (236) of the said plan and book of reference, and the lot number two hundred and fifty four (254); to the south by a line which would be the prolongation to the west of the north line of the street known as Broadway Street, and whose nearest cadastral part is known as number forty of the subdivision of lot number two hundred and ninety three (293) of the said official plan and book of reference; to the east, by the division line between said piece of land and a projected street, which is the prolongation on the north of the twenty first street of Lachine; to the north by the remaining part of the lots numbers two hundred and fifty four and two hundred and sixty two—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the EIGHTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, April 10, 1928. 1768—15-2

[First publication, April 14, 1928]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LEE THOMPSON, demandeur; vs ROBERT LAING, défendeur.
No D-27635. }

Un emplacement sur la rue Charlevoix, dans le quartier Saint-Gabriel de la cité de Montréal, étant la subdivision B de la subdivision officielle du lot numéro trois mille trois cent-huit (3308-B) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné en front par la rue Charlevoix, en arrière par le lot trois mille trois cent sept; du côté nord-ouest par trois mille trois cent neuf et du côté sud-est par la subdivision A et C dudit lot trois mille trois cent huit (3308 A & C), et mesurant trente pieds de largeur, sur une profondeur de soixante-dix-neuf pieds dans la ligne nord-ouest et de soixante-treize pieds huit pouces dans la ligne du côté sud-est, mesure anglaise, et plus ou moins—avec les bâtisses y érigées, telle que la dite propriété se trouve actuellement.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LEE THOMPSON, plaintiff; vs ROBERT LAING, defendant.
No. D-27635. }

An emplacement on Charlevoix Street, in the Saint Gabriel Ward of the city of Montreal, being subdivision B, of the official subdivision of lot number three thousand three hundred and eight (3308-B), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front by Charlevoix Street, in rear by lot three thousand three hundred and seven, on the north west side by three thousand three hundred and nine, and on the south east side by subdivision A and C of said lot three thousand three hundred and eight (3308-A & C) and mesuring thirty feet in width by a depth of seventy nine feet in the north west line and of seventy three feet eight inches in the south east side line, English measure, and more or less—with the buildings thereon erected, as the said property now subsists.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.

Montréal, le 10 avril 1928. 1769—15-2

[Première publication, 14 avril 1928]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LACHINE-JACQUES
No F.-29491. } L CARTIER AND MAISONNEUVE RAILWAY COMPANY, corporation légalement constituée ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité et le district de Montréal, demanderesse; vs WILFRID ROCHON, ci-devant de la cité et du district de Montréal, maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Un certain emplacement ayant front sur la rue Frontenac, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro seize cent quatre-vingt-dix-huit au plan de subdivision officiel du lot numéro cent quarante-huit (148-1698) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, lequel emplacement, avant la résubdivision de la portion avoisinante du dit lot, était seulement la portion de la dite subdivision du lot numéro seize cent quatre-vingt-dix-huit (148-1698) décrite comme suit:

Un emplacement étant une partie de la subdivision numéro seize cent quatre-vingt-dix-huit de la subdivision officielle dudit lot officiel numéro cent quarante-huit (148-1698), contenant vingt-cinq (25′) de largeur sur quatre-vingt-deux (82′) de profondeur, mesure anglaise; borné en front par la rue Frontenac, du côté sud-est par une partie du lot numéro seize cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision dudit lot originaire du numéro cent quarante-huit (148-1697) et au nord-ouest par le résidu de ladite subdivision numéro seize cent quatre-vingt-dix-huit (148-1698) appartenant à Henry Hogan ou représentants, ledit résidu de la dite subdivision étant maintenant connu sous le numéro deux mille huit cent vingt-huit de la subdivision dudit lot originaire numéro cent quarante-huit (148-2828)—avec le droit de passage à pied et en voiture et pour des animaux, en commun avec d'autres, dans la ruelle de seize (16′) pieds en arrière de la propriété maintenant décrite, laquelle ruelle communique par une autre ruelle aux rues Iberville et Frontenac.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec tous les droits, dépendances et appartenances y attachés, sans aucune exception ou réserve d'aucune sorte et telle que la dite propriété est indiquée coloriée en vert sur un plan de la dite propriété qui reste annexé aux présentes, avec la bâtisse y érigée.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $300.00 sera exigé de chaque offrant ou enchérisseur avant de recevoir son enchère, suivant jugement de l'honorable Juge Coderre, daté le 14ième jour de mars 1928.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.

Montréal, le 11 avril 1928.

[Première publication, 14 avril 1928]

1807—15-2

To be sold at my office, in the city of Montreal, the EIGHTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.

Montreal, April, 10, 1928. 1770—15-2

[First publication, April 14, 1928]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LACHINE-JACQUES
No. F.-29491. } L CARTIER AND MAISONNEUVE RAILWAY COMPANY, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office and chief place of business in the City and District of Montreal, plaintiff; vs WILFRID ROCHON, heretofore of the City and District of Montreal, now of parts unknown, defendant.

That certain emplacement fronting on Frontenac Street, in the City of Montreal, known and designated as lot number sixteen hundred and ninety eight upon the official subdivision plan of lot number one hundred and forty eight (148-1698), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, which emplacement, prior to the resubdivision of the surrounding portion of said lot, was only a portion of said subdivision lot number sixteen hundred and ninety eight (148-1698) described as follows:

An emplacement being part of subdivision number sixteen hundred and ninety eight of the official subdivisions of the said official lot number one hundred and forty eight (148-1698), containing twenty five feet (25′) in width by eighty two feet (82′) in depth, English measure; bounded in front by Frontenac Street, on the South East side by part of lot number sixteen hundred and ninety seven of the subdivision of said original lot number one hundred and forty eight (148-1697) and to the North West by the remainder of said subdivision lot number sixteen hundred and ninety eight (148-1698), belonging to Henry Hogan or representatives, said remainder of said subdivision lot being now known under number two thousand eight hundred and twenty eight of the subdivision of said original lot number one hundred and forty eight (148-2828)—with the right of passage on foot and with vehicles and animals, in common with others, in the lane of sixteen feet (16′) in rear of the property now described, and is to communicate by means of another lane to Iberville and Frontenac Streets.

As the whole now is, with all the rights, members and appurtenances thereunto belonging, without any exception or reserve whatsoever, and as said property is shown colored green on a plan thereof remaining annexed hereto, with a building thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the EIGHTEENTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $300.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his bid, pursuant to a judgment of Hon. Judge Coderre, dated 14th March, 1928.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montreal, April 11th, 1928.

[First publication, April 14, 1928]

1808—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOHN PARSONS, demandeur ; vs ALEXANDER O'BRIEN, défendeur.
No 24920. }

Un lot de terre situé en la cité de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur environ cent vingt et un pieds et sept pouces et demi dans la ligne sud, et cent vingt-deux pieds dans la ligne nord, avec les dépendances dessus érigées, le dit lot de terre étant la partie nord de l'immeuble connu et désigné comme étant le numéro cent trente-quatre de la subdivision du lot numéro neuf cent seize des plan et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Lachine, et est borné comme suit: Vers l'ouest par l'avenue George V, autrefois Première Avenue, vers l'est, par partie du lot numéro neuf cent vingt-deux du cadastre de la paroisse de Lachine, vers le sud, par la demie sud du dit lot numéro cent trente-quatre de la subdivision du lot numéro neuf cent seize du dit cadastre, et de l'autre côté, par le lot numéro cent trente-trois de la subdivision du lot numéro neuf cent seize du dit cadastre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $150.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Coderre, en date du 5e jour d'avril 1928.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 11 avril, 1928. 1809—15-2
[Première publication, 14 avril, 1928]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOHN PARSONS, plaintiff; vs ALEXANDER O'BRIEN, defendant.
No. 24920. }

A piece of land situated in the City of Lachine, in the County of Jacques Cartier, measuring twenty-five feet in width by about one hundred and twenty-one feet and seven inches and a half on the south line, and one hundred and twenty-two feet on the northern line, with the dependencies thereon erected, said piece of land being the northern part of that immoveable known and designated as number one hundred and thirty-four of the subdivision of lot number nine hundred and sixteen, on the plan and in the book of references of the Cadastre of the Parish of Lachine, and is bounded as follows: Towards the West, by George V Avenue, formerly First Avenue; towards the East, by part of lot number nine hundred and twenty-two of the cadastre of the Parish of Lachine, towards the South, by the Southern half of said lot number one hundred and thirty-four of the subdivision of lot number nine hundred and sixteen of the said Cadastre, and on the other side, by lot number one hundred and thirty-three of the subdivision of lot number nine hundred and sixteen of said cadastre.

To be sold at my office, in the City of Montreal, the EIGHTEENTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $150.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Coderre, dated the 5th day of April 1928.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 11 April, 1928. 1810—15-2
[First publication, 14 April, 1928]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } LA CORPORATION DU SEMINAIRE DE NICOLET, corps politique et incorporé, avant sa principale place d'affaires en la ville de Nicolet, district de Nicolet, demanderesse; vs ETIENNE THERRIEN, domicilé à Sainte-Brigitte-des-Saults, district de Nicolet, défendeur.
District de Nicolet. }
No 593. }

Une terre en la paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults, concession sud-est du rang Saint-Patrice, étant le numéro cent quatre vingt-treize (193) du cadastre d'enregistrement pour la paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults, mesurant trois arpents de front par quarante arpents de profondeur—avec une maison et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de Sainte-Brigitte-des-Saults, district de Nicolet, le QUINZIEME jour de MAI prochain, 1928, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-H. ROUSSEAU.
Nicolet, le 10 avril 1928. 1757—15-2
[Première publication, 14 avril 1928]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } LA CORPORATION DU SEMINAIRE DE NICOLET, a body politic and corporate having its principal place of business in the town of Nicolet, district of Nicolet, plaintiff; vs ETIENNE THERRIEN, domiciled at Sainte Brigitte des Saults, district of Nicolet, defendant.
District of Nicolet, }
No. 593. }

A farm in the parish of Sainte Brigitte des Saults, southeast concession of range Saint Patrice, being number one hundred and ninety three (193), on the official cadastre for the parish of Sainte Brigitte des Saults, measuring three arpents in front by forty arpents in depth—with a house and other dependencies thereon erected.

To be sold at the door of the church of Sainte Brigitte des Saults, district of Nicolet, the FIFTEENTH day of MAY next, 1928, at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. ROUSSEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Nicolet, April 10, 1928. 1758—15-2
[First publication, April 14, 1928]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Magistrat.

Province de Québec, District de Nicolet. No 425. } LES SYNDICS DE LA PAROISSE DE SAINT-LEONARD-D'ASTON, corporation dûment constituée, ayant son siège d'affaires en la paroisse de Saint-Léonard-d'Aston, dit district, demandeurs; vs STANISLAS VIGNEAULT, anciennement de la paroisse de Saint-Léonard-d'Aston, et actuellement de Macamic, district de L'Abitibi, défendeur.

Une terre située à Saint-Léonard-d'Aston, dans le onzième rang d'Aston, contenant environ quatre arpents de front sur la profondeur du dit rang; joignant du côté nord-est à Ernest Levasseur et du côté sud-ouest au numéro 93 du cadastre, et faisant partie du côté sud-ouest du lot numéro quatre-vingt-quatorze, (Pt. S. O. 94) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Léonard-d'Aston—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Léonard-d'Aston, district de Nicolet, le PREMIER jour de MAI prochain, 1928, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-H. ROUSSEAU.
Nicolet, le 19 mars, 1928. 1353—12–2

[Première publication, le 24 mars 1928]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate's Court.

Province of Quebec, District of Nicolet. No. 425. } THE TRUSTEES OF THE PARISH OF SAINT LEONARD D'ASTON, a duly constituted corporation, having its principal place of business in the parish of Saint Leonard d'Aston, said district, plaintiffs; vs STANISLAS VIGNEAULT, formerly of the parish of Saint Leonard d'Aston, and actually of Macamic, district of Abitibi, defendant.

A farm situate at Saint Leonard d'Aston, in the eleventh range of Aston, measuring about four arpents in front by the depth of said range; bounded on the northeast side by Ernest Levasseur, and on the southwest side by number 93 of the cadastre, and forming part of the southwest side of lot number ninety four (S. W. Pt. 94), on the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Saint Leonard d'Aston—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Leonard d'Aston, district of Nicolet, on the FIRST day of MAY next, 1928, at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. ROUSSEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Nicolet, March 19, 1928. 1354—12–2

[First publication, March 24, 1928]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : No 4498. } HECTOR AMYOT, EUGENE AMYOT, ADJUTOR AMYOT ET ALEXANDRE AMYOT, tous de la cité de Québec, marchands, y faisant affaires en société sous le nom de "Jos. Amyot & Fils, Enrg."; contre DAME VVE ADJUTOR AUGER, de Parisville.

L'usufruit, la vie durante de la défenderesse, des lots Nos 265 (deux cent soixante-cinq), 440 (quatre cent quarante) et 418 (quatre cent dix-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière, étant des lots de terre situés dans la dite paroisse—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Parisville, comté de Lotbinière, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 11 avril 1928. 1783—15–2

[Première publication, 14 avril 1928]
[Deuxième publication, 28 avril 1928]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : No 6138. } DAME ELIZABETH DUVAL, de la paroisse de Sainte-Jeanne-de-Neuville, veuve de feu France Lesage, en son vivant du même lieu; contre AMBROISE JOBIN, de Sainte-Jeanne-de-Neuville.

1. A. Une ferme composée des lots et parties de lots suivants, savoir: (A) La partie ouest du lot No 31 (trente et un) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Jeanne-de-Neuville, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé dans la dite paroisse, mesurant deux arpents de largeur, plus ou moins, sur la profondeur qu'il y a à partir des terres de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles à

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : No. 4498. } HECTOR AMYOT, EUGENE AMYOT, ADJUTOR AMYOT AND ALEXANDRE AMYOT, all of the city of Quebec, merchants and there carrying on business in partnership under the name of "Jos. Amyot & Fils, Enrg."; against DAME WIDOW ADJUTOR AUGER, of Parisville.

The usufruct, during the lifetime of the defendant, of lots Nos. 265 (two hundred and sixty five), 440 (four hundred and forty) and 418 (four hundred and eighteen), on the official cadastre for the parish of Saint Jean Deschaillons, county of Lotbiniere, being lots of land situate in the said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Parisville, county of Lotbiniere, the EIGHTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, April 11, 1928. 1784—15–2

[First publication, April 14, 1928]
[Second publication, April 28, 1928]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : No. 6138. } DAME ELIZABETH DUVAL, of the parish of Sainte Jeanne de Neuville, widow of the late France Lesage, in his lifetime of the same place; against AMBROISE JOBIN, of Sainte Jeanne de Neuville.

1. A. A farm composed of lots and parts of the following lots, to wit: (A) The west part of lot No. 31 (thirty one) on the official cadastre for the parish of Sainte Jeanne de Neuville, county of Portneuf, being a lot of land situate in the said parish, measuring two arpents in width, more or less, by the depth there may be from the lands of the parish of Pointe aux Trembles to Rivière aux

aller à la Rivière-aux-Pommes; bornée au nord à la Rivière aux Pommes, à l'est à l'autre partie du dit lot, au sud au trait quarré des terres de la Pointe-aux-Trembles, et à l'ouest à Télesphore Carpentier, sauf et à distraire l'emplacement appartenant à Napoléon Jobin—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; (B) Le lot No 32 (trente-deux) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Jeanne-de-Neuville, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé dans la dite paroisse—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; (C) La partie nord du lot No 45 (quarante-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Jeanne-de-Neuville, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé rang Petit-Cap Ça, mesurant environ deux arpents de front, plus ou moins, sur la profondeur qu'il y a à partir de la Rivière-aux-Pommes à aller au chemin du petit Cap Ça; bornée au nord à la Rivière-aux-Pommes, à l'est à Joseph Girard, au sud au chemin public et à l'ouest à Joseph Jobin—circonstances et dépendances; (D) Partie du lot No 47 (quarante-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Jeanne-de-Neuville, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé rang Petit Cap Ça, contenant deux arpents de largeur sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin du Petit Cap Ça à aller à la Rivière-aux-Pommes — circonstances et dépendances.

2. Partie du lot No 4 (quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Cap-Santé, comté de Portneuf, étant un emplacement situé au rang du Grand-Bois-de-l'Ail, mesurant un demi-arpent de largeur sur un arpent de profondeur; bornée au sud au chemin public, au nord et au sud-ouest à Augustin Vadeboncœur et au nord-est à Joseph Fortin—circonstances et dépendances.

Pour être vendus le DIX-NEUVIEME jour de MAI prochain, comme suit, savoir: Le lot en deuxième lieu décrit à la porte de l'église paroissiale de Cap Santé, à DIX heures du matin; les lots A, B, C, D, en premier lieu décrits, à la porte de l'église parcissiale de Sainte-Jeanne-de-Neuville, à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 11 avril 1928. 1785—15-2
[Première publication, 14 avril 1928]
[Deuxième publication, 28 avril 1928]

Pommes; bounded on the north by Rivière aux Pommes, on the east by the other part of said lot, on the south by the *trait carré* of the lands of Pointe aux Trembles, and on the west by Télesphore Carpentier, save and to be deducted therefrom the emplacement belonging to Napoléon Jobin—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; (B) The lot No. 32 (thirty two), on the official cadastre for the parish of Sainte Jeanne de Neuville, county of Portneuf, being a lot of land situate in the said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; (C) The north part of lot No. 45 (forty five), on the official cadastre for the parish of Sainte Jeanne de Neuville, county of Portneuf, being a lot of land situate in range Petit Cap Ça, measuring about two arpents in front, more or less, by the depth there may be from Rivière aux Pommes to the road of Petit Cap Ça; bounded on the north by Rivière aux Pommes, on the east by Joseph Girard, on the south by the public road and on the west by Joseph Jobin—circumstances and dependencies; (D) Part of lot No. 47 (forty seven), on the official cadastre for the parish of Sainte Jeanne de Neuville, county of Portneuf, being a lot of land situate in range Petit Cap Ça, containing two arpents in width by the depth there may be from the road of Petit Cap Ça to Rivière aux Pommes—circumstances and dependencies.

2. Part of lot No. 4 (four), on the official cadastre for the parish of Cap Santé, county of Portneuf, being an emplacement situate in the range of Grand Bois de l'Ail, measuring one half of an arpent in width by one arpent in depth; bounded on the south by the public road, on the north and southwest by Augustin Vadeboncœur and on the northeast by Joseph Fortin—circumstances and dependencies.

To be sold the NINETEENTH day of MAY next, as follows, to wit: The lot secondly described, at the door of the parochial church of Cap Santé, at TEN o'clock in the forenoon. The lots A, B, C, D, firstly described, at the door of the parochial church of Sainte Jeanne de Neuville, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, April 11, 1928. 1786—15-2
[First publication, April 14, 1928]
[Second publication, April 28, 1928]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: No 7009. BRUNO GERETTO, contracteur, de Québec; contre DAME ELMIRE BONNEAU, de Québec, épouse judiciairement séparée de biens et de corps de Joseph Bédard, ci-devant de Québec et maintenant de Montréal, manchonnier, et le dit JOSEPH BEDARD personnellement et pour autoriser sa dite épouse, à savoir:

Les subdivisions Nos 44 et 45 (quarante-quatre et quarante-cinq) du lot No 434 (quatre cent trente-quatre) du cadastre officiel pour Saint-Roch Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier de la cité de Québec, étant des emplacements situés sur la rue Jeanne Mance—avec les bâtisses dessus contruites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 11 avril 1928. 1787—15-2
Première publication, 14 avril 1928]
[Deuxième publication, 28 avril 1928]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: No. 7009. BRUNO GERETTO, contractor, of Quebec; against DAME ELMIRE BONNEAU, of Quebec, wife judicially separate as to property and as to bed and board of Joseph Bédard, heretofore of Quebec, and now of Montreal, fur dealer, and the said JOSEPH BEDARD, personally and to authorize his said wife, to wit:

Subdivisions Nos. 44 and 45 (forty four and forty five) of lot number 434 (four hundred and thirty four) on the official cadastre for Saint Roch North, now Jacques Cartier Ward of the city of Quebec, being emplacements situate on Jeanne Mance Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the EIGHTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, April 11, 1928. 1788—15-2
[First publication 14 April, 1928]
[Second publication, 28 April, 1928]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } HENRI GRANDBOIS,
No 5515. } marchand de bois, domicilié au No 127 Grande Allée, Québec; contre J.-FRANÇOIS MAGNAN, cultivateur, de Saint-Rémi du Lac-aux-Sables, comté de Portneuf, à savoir:

Les lots Nos 39 et 40 (trente-neuf & quarante), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Rémi du Lac-aux-Sables, comté de Portneuf, étant des lots de terre situés dans le rang Saint-Alphonse—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire tous les droits en faveur de Price Bros. Co., Ltd., 1½ arpent de terre de longueur sur la largeur des deux lots, à partir de la rivière Batiscan, et aussi un emplacement vendu antérieurement sur le lot No 40 à Monsieur John Croft, suivant leurs titres.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Rémi du Lac-aux-Sables, comté de Portneuf, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. (Heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 11 avril 1928. 1789—15-2
[Première publication, 14 avril 1928]
[Deuxième publication, 28 avril, 1928]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } HENRI GRANDBOIS, lumber merchant, domiciled
No. 5515. } at 127 Grande Allée, Quebec; against J. FRANÇOIS MAGNAN, farmer, of Saint Remi du Lac aux Sables, county of Portneuf, to wit:

Lots Nos. 39 and 40 (thirty nine & forty), on the official cadastre for the parish of Saint Remi du Lac aux Sables, county of Portheuf, being lots of land situate in the Saint Alphonse range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be withdrawn, any rights in favour of Price Bros. Co., Ltd., 1½ arpent in length on the width of both lots, from the river Batiscan, and also an emplacement previously sold on lot No. 40 to Mr. John Croft, according to the titles thereof.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Remi du Lac aux Sables, county of Portneuf, on the EIGHTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, April 11, 1928. 1790—15-2
[First publication, 14th April, 1928]
[Second publication, 28th April, 1928]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } LA BRASSERIE CHAMPLAIN, LIMITEE,
No 4077. } corps politique et incorporé ayant bureau-chef et principale place d'affaires en la cité de Québec; contre MAURICE GOSSELIN, propriétaire de taverne, de la cité de Québec, à savoir:

Le lot No 2231 (deux mille deux cent trente et un) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Pierre, maintenant quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Champlain—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 12 avril 1928. 1819—15-2
[Première publication, 14 avril, 1928]
[Deuxième publication, 28 avril, 1928]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } LA BRASSERIE CHAMPLAIN, LIMITEE, a
No. 4077. } body politic and corporate having its principal and head office in the city of Quebec; against MAURICE GOSSELIN, tavern proprietor, of the city of Quebec, to wit:

Lot No. 2231 (twenty two hundred and thirty one) of the official cadastre for Saint Peter's Ward, now Champlain Ward of the city of Quebec, being an emplacement situate on Champlain Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the EIGHTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 12 April, 1928. 1820—15-2
[First publication, 14 April, 1928]
[Second publication, 28 April, 1928]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski, } INTERNATIONAL
No 570-28. } HARVESTER CO., LTD.; vs L. DE GONZAGUE LEVESQUE, savoir:

Tous droits d'occupation, de défrichement, de préemption, d'améliorations et autres que le dit L. de G. Lévesque a et peut avoir sur le lot No vingt-deux, rang deux, canton Langis—avec bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Vianney, canton Langis, le QUINZIEME jour de MAI 1928, à MIDI.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS D'ANJOU.
Rimouski, 10 avril 1928. 1825—15-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, } INTERNATIONAL
No. 570-28. } HARVESTER CO., LTD.; vs L. DE GONZAGUE LEVESQUE, to wit:

All the occupation, clearing, pre-emption, improvement and other rights which the said L. de G. Lévesque has and may have on the lot number twenty two, range two, township of Langis—with buildings.

To be sold at the church door of Saint Vianney, township of Langis, on the FIFTEENTH day of MAY, 1928, at NOON.

CHS D'ANJOU,
Sheriff's office, Sheriff.
Rimouski, April 10, 1928. 1826—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } JOSEPH LUCAS; vs
No 959. } SIMEON PLANTE ET R. LABONTE, curateur au délaissement, savoir:

Une maison et autres bâtisses érigées sur un terrain contenant environ un quart d'arpent en superficie, étant partie du lot No quatorze B au cadastre officiel de partie du canton Fleuriau, quatrième rang et paroisse de Saint-Gabriel, sujet à une rente annuelle de $5.00 payable le 1er mai à Jos. Hallé ou représentants; borné au sud au Chemin Taché, à l'est à Isidore Dastous, au nord, à Arthur Parent, à l'ouest à Jules Bélanger.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Gabriel, le DIX-HUITIEME jour de MAI, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
CHS D'ANJOU.

Bureau du shérif,
Rimouski, 10 avril 1928. 1827—15-2

[Première publication, 14 avril 1928]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } JOSEPH LUCAS; vs
No. 959. } SIMEON PLANTE AND R. LABONTE, curator to the surrender, to wit:

A house and other buildings erected on a lot of land containing about one quarter of an arpent in superficies, being part of lot number fourteen B, on the official cadastre of part of the township of Fleuriau, fourth range and parish of Saint Gabriel, subject to an annual ground rent of $5.00, payable the 1st of May to Jos. Hallé or representatives; bounded on the south by the Chemin Taché, on the east by Isidore Dastous, on the north by Arthur Parent, on the west by Jules Belanger.

To be sold at the door of the church of Saint Gabriel, the EIGHTEENTH day of MAY, 1928, at TWO o'clock in the afternoon.

CHS D'ANJOU,
Sheriff.

Sheriff's office,
Rimouski, April 10, 1928. 1828—15-2

[First publication, April. 14, 1928]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Mandat de Saisie.

District de Rimouski: } LA CORPORATION
No 1. } DE LA VILLE DE RIMOUSKI; vs ROLIEN LEBEL, fils de Jos.-A., savoir:

Partie du lot No huit au cadastre officiel de la ville de Rimouski, mesurant 80 pieds de front sur 100 de profondeur; bornée à l'est aux Dames Ursulines, au sud à Achille Lavoie, à l'ouest à la rue Saint-Hubert et au nord à J.-A. Guérin—avec bâtisses sus construites.

Pour être vendue au bureau du shérif, au palais de justice en la ville de Rimouski, le SEIZIEME jour de MAI 1928, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CHS D'ANJOU.

Bureau du shérif,
Rimouski, 10 avril 1928.

[Première publication, 14 avril 1928]
1829—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Warrant of Seizure.

District of Rimouski: } THE CORPORATION
No. 1. } OF THE TOWN OF RIMOUSKI; vs ROLIEN LEBEL, son of Jos. A., to wit:

Part of lot number eight, on the official cadastre for the town of Rimouski, measuring 80 feet in front by 100 in depth; bounded on the East by the Ursulines Ladies, on the South by Achille Lavoie, on the West by Saint Hubert Street and on the North by J. A. Guerin—with buildings thereon erected.

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House, in the town of Rimouski, on the SIXTEENTH day of MAY, 1928, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS D'ANJOU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, April 10, 1928.

[First publication, April 14, 1928]
1830—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Mandat de Saisie.

District de Rimouski, } LA CORPORATION
No 2. } DE LA VILLE DE RIMOUSKI ; vs ADELARD LEVESQUE, savoir:

Partie du lot No huit au cadastre officiel de la ville de Rimouski, mesurant 75 pieds de front sur 70 de profondeur; bornée à l'ouest aux Dames du Saint-Rosaire, au sud à Alphonse Bérubé, à l'est à la rue Sainte-Ursule et au nord à Charles Michaud—avec bâtisses sus construites.

Pour être vendue au bureau du shérif, au palais de justice en la ville de Rimouski, le SEIZIEME jour de MAI 1928, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CHS D'ANJOU.

Bureau du shérif,
Rimouski, 10 avril 1928.

[Première publication, 14 avril 1928]
1831—15-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Warrant of Seizure.

District of Rimouski, } THE CORPORATION
No. 2. } OF THE TOWN OF RIMOUSKI; vs ADELARD LEVESQUE, to wit:

Part of lot number eight on the official cadastre for the Town of Rimouski, measuring 75 feet in front by 70 in depth; bounded on the West by the Dames du Saint Rosaire, on the South by Alphonse Bérubé, on the East by Sainte Ursule Street, and on the North by Charles Michaud—with buildings thereon erected.

To be sold at the Sheriff's Office in the Court House of the Town of Rimouski, on the SIXTEENTN day of MAY, 1928, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS D'ANJOU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rimouski, April 10, 1928.

[First publication, April 14, 1928]
1832—15-2

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

No 680. | JOSEPH MONTY ET AL, demandeurs; contre ANTOINE MENARD, défendeur;

1. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Césaire, du côté sud du rang Rosalie, contenant environ quarante-deux arpents en superficie, le tout plus ou moins, connue et désignée comme étant le lot numéro cent soixante-six (166) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse;

2. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Césaire, du côté sud du rang Rosalie, contenant environ cent quarante arpents en superficie, le tout plus ou moins, connue et désignée comme étant les lots numéros cent soixante-sept (167) et cent soixante-huit (168), aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse—avec les bâtisses y érigées;

3. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Césaire, sur le rang Rosalie, côté nord, mesurant quatre arpents de large sur quinze arpents et six perches de longueur, le tout plus ou moins, connue et désignée comme étant le lot numéro cent soixante-douze (172), aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue séparément à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Césaire, MARDI, le QUINZIEME jour de MAI prochain (1928), à ONZE heures et DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe, 10 avril 1928. 1821—15-2

[Première publication, 14 avril 1928]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: | JOSEPH MONTY No. 680. | ET AL, plaintiffs; against ANTOINE MENARD, defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Cesaire, on the south side of Rosalie range, containing about forty two arpents in superficies, the whole more or less, known and designated as being lot number one hundred and sixty six (166), on the official plan and book of reference of said parish;

2. A land situate in the parish of Saint Cesaire, on the south side of Rosalie range, containing about one hundred and forty arpents in superficies, the whole more or less, known and designated as being lots numbers one hundred and sixty seven (167) and one hundred and sixty eight (168), on the official plan and book of reference of said parish—with buildings thereon erected;

3. A land situate in the parish of Saint Cesaire, on the north side of Rosalie range, containing four arpents in width by fifteen arpents and six perches in depth, the whole more or less, known and designated as being lot number one hundred and seventy two (172), on the official plan and book of reference of said parish—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Césaire, TUESDAY, on the FIFTEENTH day of MAY next (1928), at HALF past ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.

Saint Hyacinthe, April 10th, 1928. 1822—15-2

[First publication, April 14th, 1928]

TROIS-RIVIÈRES

MANDAT DE PRATICIEN

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: | DAME JOSEPHI-
No 688. | NE LOTTINVILLE, demanderesse; vs ARTHUR PAQUETTE, défendeur, et J.-A. TRUDEL, praticien.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un emplacement situé en la cité du Cap-de-la-Madeleine, côté sud-est de la rue Notre-Dame, connu et désigné au cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Marie du Cap-de-la-Madeleine, comme étant une partie du lot numéro cent quatre-vingt-trois A (Ptie No. 183 a), ayant quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-six pieds et six pouces de profondeur; borné au nord-ouest à la rue Notre-Dame, au sud-ouest à Monsieur Goldenberg, au sud-est à la Wayagamack Pulp and Paper Co., au nord-est à Arthur Paquette ou ayant droits.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine du Cap-de-la-Madeleine, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain 1928, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 19 mars 1928. 1389—12-2

[Première publication, 24 mars, 1928]

THREE RIVERS

PRACTITIONER'S WARRANT

Superior Court.—District of Trois Rivières.

Trois Rivières, to wit: | DAME JOSEPHI-
No. 688. | NE LOTTINVILLE, plaintiff; vs ARTHUR PAQUETTE, defendant, and J. A. TRUDEL, practitioner.

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate in the city of Cap de la Madeleine, southeast side of Notre Dame Street, known and designated on the registration cadastre for the county of Champlain for the parish of Sainte Marie du Cap de la Madeleine, as being a part of lot number one hundred and eighty three A (Pt. No. 183-A), measuring forty five feet in width by eighty six feet and six inches in depth; bounded on the northwest by Notre Dame Street, on the southwest by Mr. Goldenberg, on the southeast by the Wayagamack Pulp and Paper Co., on the northeast by Arthur Paquette or assigns.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie Madeleine du Cap de la Madeleine, in the city of Cap de la Madeleine, in the county of Champlain, on the TWENTY FIFTH day of APRIL next, 1928, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI.-L. LASSONDE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Trois Rivières, March 19, 1928. 1390—12-2

[First publication, 24th. March, 1928]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } PHILIPPE VOYER,
No 285 (1927). } Demandeur; vs PHILIAS GRENIER, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Une terre située en la paroisse de Ste-Flore, à la concession sud-est du chemin des Piles, connue et désignée sous le numéro cent soixante et dix-sept (No 177) du cadastre officiel du comté de St-Maurice, pour la paroisse de Ste-Flore—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Flore, dans le comté de St-Maurice, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, 1928, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 19 mars 1928. 1391—12-2
[Première publication, le 24 mars 1928]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois Rivières.

Trois Rivières, to wit: } PHILIPPE VOYER,
No. 285 (1927). } Plaintiff; vs PHILIAS GRENIER, Defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A farm situate in the parish of Ste. Flore, on the southeast concession of the Chemin des Piles, known and designated under number one hundred and seventy seven (No. 177), on the official cadastre of the county of St. Maurice, for the parish of Ste. Flore—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Ste. Flore, in the county of St. Maurice, the TWENTY FOURTH day of APRIL next, 1928, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office, Sheriff.
Trois Rivières, March 19, 1928. 1392—12-2
[First publication, March 24, 1928]

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 4 avril, 1928, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 5 avril, 1928.

Concernant la Loi des Véhicules Automobiles.

L'honorable Trésorier de la province, dans un mémoire en date du 4 avril (1928), expose: que le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 68 de la loi des véhicules automobiles autorise le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil à modifier le maximum de pesanteur, y compris la charge, des autobus·

Que, d'après un rapport en date du 27 mars 1928, l'ingénieur en chef de la voirie établit que le véhicule automobile ayant à chaque extrémité de son axe moteur deux roues jumelles munies de bandage type ballon (balloon tires) et ne circulant que sur les chemins pavés et non sur ceux gravelés, peut avoir un poids maximum de 14,000 livres, comprenant le poids du véhicule et celui de sa capacité;

C'est pourquoi l'Honorable Trésorier de la Province recommande que—nonobstant les limites maximum créées respectivement par les paragraphes 2 et 3 de l'article 40 de la loi concernant les véhicules automobiles, et la modification apportée par l'arrêté ministériel 2050, en date du 4 novembre 1924, au poids total des véhicules automobiles ayant plus qu'un essieu moteur—le poids total d'un autobus, comprenant le poids du véhicule et celui indiqué par sa capacité, peut être porté, en dehors des cités et villes, à quatorze mille livres, pourvu que ce véhicule ait à chaque extrémité de son essieu moteur deux roues jumelles munies de bandage type ballon (balloon tires) et pourvu que ce véhicule ne circule que sur des chemins pavés et non sur ceux gravelés.

Copie certifiée.

Le contrôleur du revenu de la province,

1799 J.-A. BEGIN.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council, dated April 4th, 1928, approved by the Lieutenant-Governor April 5th, 1928.

Concerning the Motor Vehicle Act.

The Honourable the Provincial Treasurer, in a memo dated April 4th, 1928, sets forth: that subparagraph *b* of paragraph 1 of article 68 of the Motor Vehicle Act authorizes the Lieutenant-Governor in Council to change the maximum weight of autobusses, load included;

That by a report dated March 27th, 1928, the chief engineer of the Roads Department establishes that the motor vehicle having at each end of its driving axle twin wheels equipped with balloon tires, and driven only on paved roads and not on gravelled ones, may carry a maximum weight of 14,000 pounds, including the weight of the vehicle and the one of its capacity;

Therefore, the Honourable the Provincial Treasurer recommends that—notwithstanding the maximum weight established respectively by paragraphs 2 and 3 of article 40 of the Motor Vehicle Act, and the amendment brought by Order in Council 2050, dated November 4th, 1924, in connection with the total weight of motor vehicles having more than one driving axle—the toal weight of an autobus, including the weight of the vehicle and the one indicated by its capacity, may be, outside of cities and towns, 14,000 pounds, provided this vehicle has at each end of its driving axle twin wheels equipped with balloon tires, and provided this vehicle is driven only on paved roads and not on gravelled ones.

Certified Copy.

J. A. BEGIN,

1800 Comptroller of Provincial Revenue.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 4 avril 1928, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 5 avril, 1928.

Concernant les prix des permis pour faire le commerce de fourrure dans la province.

L'Honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 4 avril (1928), recommande qu'en vertu de l'article 31 de la section VII du chapitre 86 des Statuts refondus de Québec (1925), tel qu'amendé par la loi 18 George V, chapitre 33, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer le prix des permis pour la chasse, l'achat ou la vente des animaux à fourrure pour les fins du commerce;

Qu'il importe de fixer les prix de ces permis de façon à ce qu'ils soient plus en rapport avec l'importance de ce commerce et surtout afin d'en permettre un meilleur contrôle;

En conséquence, l'Honorable Ministre recommande que les prix des permis pour toute personne qui désire faire le commerce de fourrure dans la province, soient à l'avenir, comme suit:

1.—Permis de magasins pour les résidants, sujets britanniques qui désirent faire le commerce de fourrure..... $25.00
2.—Permis de commerçants de fourrure ambulants qui achètent pour eux ou pour d'autres, comme agents, ou engagés, avec salaire ou à commission ou autrement, lorsqu'ils sont sujets britanniques et résidants de la Province. 100.00
3.—Permis de commerçants de fourrures ambulants ou colporteurs résidants dans la province de Québec et non sujets britanniques, et qui ne sont assujettis à aucun local désigné..... 200.00
4.—Permis de magasins, pour les résidants, sujets britanniques, qui désirent faire le commerce de fourrures en gros.... 100.00
5.—Permis de commerçants, non résidants, qui désirent acheter seulement des commerçants de gros..... 5.00
6.—Permis de commerçants de fourrures repassées et préparées dans le but de les manufacturer..... 10.00
7.—Permis de tanneur et teinturier de fourrures..... 10.00

L'Honorable Ministre recommande en outre que l'arrêté ministériel No 786, en date du 30 avril 1920, soit modifié en conséquence.

Certifié.

Le greffier du Conseil Exécutif,
1805 (Signé) A. MORISSET.

COPY OF REPORT of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated the 4th of April, 1928, approved by the Lieutenant-Governor on the 5th of April, 1928.

Respecting the price of permits to deal in furs in the Province.

The Honourable the Minister of Colonization, Mines and Fisheries, in a memorandum dated the 4th of April, 1928, recommends that in virtue of article 31 of section VII of chapter 86 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, as amended by the Act 18 George V, chapter 33, the Lieutenant-Governor in Council may fix the price of permits for the hunting, purchase or sale of fur-bearing animals for commercial purposes;

That it is expedient to fix the price of the said permits in such manner as to make them more in keeping with the importance of the said business and especially so as to permit a better control thereof;

Therefore, the Honourable the Minister recommends that the prices of permits for any person desiring to deal in furs in the Province, be hereafter as follows:

1.—Permits for stores for residents, British subjects who desire to deal in furs. $25.00
2.—Permits for fur peddlers who purchase for themselves or for others, as agents, or engaged on salary or commission or otherwise, when British subjects and residents of the Province..... 100.00
3.—Permits for fur peddlers or hawkers residing in the Province of Quebec and not British subjects, and who are not subject to any designated premises... 200.00
4.—Permits for stores for residents, British subjects, who desire to deal wholesale in furs..... 100.00
5.—Permits for traders, non residents, who desire to purchase only from wholesale dealers..... 5.00
6.—Permits for dealers in dressed and prepared furs for the purpose of manufacturing same..... 10.00
7.—Permits to tan and dye furs..... 10.00

The Honourable the Minister recommends moreover that Order in Council No. 786, dated the 30th of April, 1920, be in consequence amended.

Certified.

(Signed) A. MORISSET,
1806 Clerk of the Executive Council.

Département de l'Instruction publique

No 431–28.

Québec, 11 avril 1928.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, comté de Rimouski, les lots Nos 95 à 99 inclusivement du 2e rang de la paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, et de les annexer à la municipalité scolaire de la "paroisse de Sainte-Cécile-du-Bic", même comté. 1813—15–2

Department of Public Instruction

No. 431-28.

Quebec, April 11, 1928.

Application has been made to detach from the school municipality of Notre Dame du Sacré Cœur, County of Rimouski, the lots Nos. 95 to 99 inclusively of the 2nd range of the parish of Notre Dame du Sacré Cœur, and to annex them to the school municipality of the "Parish of Sainte Cécile du Bic", same county.

1814—15–2

Action en séparations de biens

Cour Supérieure, district de Kamouraska. Dame Maria Marquis, de la paroisse de Saint-Honoré, épouse commune en biens de Emile Nadeau, marchand, du même lieu, défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Rivière-du-Loup, 12 avril 1928.

Le procureur de la demanderesse,
1811—15-4 S.-C. RIOU.

Action for separation as to property

Superior Court, District of Kamouraska. Dame Maria Marquis, of the parish of Saint Honoré, wife common as to property of Emile Nadeau, merchant, of the same place, Defendant. An action for separation as to property has been instituted this day.

Rivière du Loup, April 12, 1928.

S. C. RIOU,
1812—15-4 Attorney for plaintiff.

Avis divers

CHAMBRE DES NOTAIRES

SECRETARIAT DU CONSEIL

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Edouard Biron, l'un des secrétaires de la Chambre des notaires, et le secrétaire du Conseil de la dite Chambre, que, par jugement du Conseil, en date du treize mars dernier (1928), Joseph-L. Girouard, notaire, résidant à Montréal, dans le district de Montréal, a été suspendu pour cinq années, pour s'être rendu coupable d'acte prévu par les dispositions des alinéas 6ème et 7ème de l'article 283 du Code du Notariat.

Cette suspension prendra effet le vingt et unième jour d'avril courant (1928), et se terminera le vingt et unième jour d'avril mil neuf cent trente-trois, ces deux jours inclus, après paiement, toutefois, par le dit Joseph-L. Girouard, de tous les frais et déboursés encourus, tant par l'enquête que par le jugement et l'exécution du jugement.

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce douzième jour d'avril mil neuf cent vingt-huit.

Le secrétaire du Conseil C. N.,
1803—15-2 EDOUARD BIRON.

Miscellaneous Notices

BOARD OF NOTARIES

OFFICE OF THE SECRETARY OF THE COUNCIL

Public notice is hereby given by the undersigned, Edouard Biron, one of the Secretaries of the Council of the Board of Notaries of the Province of Quebec, and Secretary of the Council of said Board, that by a decree of the said Council, dated the thirteenth day of March last (1928), Joseph L. Girouard, Notary, residing at Montreal, in the district of Montreal, has been suspended for five years, as having been found guilty of act covered by article 283, paragraphs 6th and 7th of the Notarial Code.

Such suspension will take effect on the twenty-first day of April instant (1928), and will cease on the twenty-first day of April nineteen hundred and thirty-three, both days included, but subject also to the payment, by said Joseph L. Girouard, of all legal costs incurred by the enquiry, the judgment and the execution of said judgment.

In witness whereof, I have signed these presents at Montreal, this twelfth day of April nineteen hundred and twenty-eight.

EDOUARD BIRON,
1804—15-2 Secretary of the Council B. N.

LE COLLEGE DES MEDECINS ET CHIRURGIENS, P. Q.

ACTES DÉROGATOIRES A L'HONNEUR PROFESSIONNEL

Approuvé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, le 12 mars 1928.

1. Le fait de dévoiler un secret professionnel;
2. Le fait d'abandonner un malade en danger, sans raison suffisante et sans lui fournir l'occasion de retenir les services d'un autre médecin;

3. Le fait de donner, par complaisance ou pour tout autre motif, un ou des certificats faux concernant la mort, la nature des maladies, l'état de santé, la vaccination, la désinfection, l'éligibilité aux privilèges des assurances sur la vie, contre les maladies et contre les accidents;
4. L'abus habituel des boissons alcooliques ou des préparations narcotiques ou anesthésiques: cocaïne, héroïne, morphine, éther ou autres substances analogues pouvant produire l'ivresse ou l'inconscience;
5. Le fait de donner des certificats ou ordon-

THE COLLEGE OF PHYSICIANS AND SURGEONS, P. Q.

ACTS DEROGATORY TO PROFESSIONAL HONOR.

Approved by the Lieutenant-Governor in Council, on March 12, 1928.

1. The fact of revealing a professional secret;
2. The fact of forsaking a patient in danger, without sufficient reason and without giving such patient occasion of retaining the services of another physician;

3. The fact of giving, either for the purpose of obliging or for any other motive, false certificates concerning death, kind of sickness, state of health, vaccination, disinfection, eligibility to the privileges of life, sickness and accidents insurance;

4. Habitual abuse of alcoholic beverages or narcotic or anesthetic preparations: cocaine, heroin, morphine, ether or other analagous substances capable of producing intoxication or unconsciousness;
5. The fact of giving generally, and without

nances habituellement et sans raison médicale, pour permettre à quiconque d'obtenir des boissons alcooliques enivrantes ou des substances narcotiques;

6. Le fait de vendre ou donner des substances narcotiques sans raison médicale suffisante;

7. Le fait d'avoir des consultations avec des charlatans rebouteurs ou autres empiriques, et de s'entendre avec eux pour le traitement d'une maladie quelconque;

8. Le fait de fournir à un charlatan, rebouteur ou autre empirique des rapports d'examens, des radiographies ou tous autres documents et renseignements permettant au charlatan de continuer à soigner un malade;

9. Le fait d'avoir provoqué un avortement déclaré criminel par les tribunaux;

10. Le fait de faire parmi le public, directement ou indirectement, de la propagande anticonceptionnelle ou abortive;

11. Le partage entre médecins (dichotomie) ou entre médecins et pharmaciens ou autres personnes, des bénéfices qui résultent soit des consultations, soit des ordonnances, soit des opérations chirurgicales, soit de la vente des médicaments ou appareils, sans que le patient ait été averti de la participation aux bénéfices par l'une des formules définies ou à être définies pour chaque cas particulier par le Bureau provincial de médecine;

12. Le fait d'insérer dans les journaux ou autrement de répandre parmi le public une réclame directe ou indirecte dans laquelle la guérison d'une maladie est garantie expressément ou implicitement.

13. Le fait d'employer, pour désigner un appareil de diagnostic ou de traitement, ou un remède, des expressions qui peuvent induire en erreur sur la nature ou la provenance, ou les effets dudit appareil ou remède. (Ex.: sérum, produit importé, spécifique, etc.);

14. Le fait de recommander publiquement l'emploi d'un médicament ou d'un appareil à la vente duquel on est pécuniairement intéressé, sans avertir le public de la participation aux bénéfices suivant une des formules définies ou à être définies par le B. P. M.;

15. Le fait d'annoncer le prix de ses consultations ou traitements;

16. Le fait d'annoncer la consultation gratuite si l'on ne la pratique pas dans une institution publique dûment incorporée et reconnue d'utilité publique par le Bureau provincial de médecine et le Conseil Supérieur d'Hygiène;

17. Le fait de déposer ou d'afficher des cartes ou autres réclames dans les vespasiennes, les lupanars, les tavernes, les salles de pool, et autres lieux pareils, programmes de théâtres ou autres;

18. Le fait de produire au cours d'une réclame, pour une méthode ou un remède, des attestations fausses;

19. Le fait de produire au cours d'une réclame, pour une méthode ou un remède, des certificats dans lesquels les malades se louent d'avoir échappé aux traitements proposés par d'autres médecins, se plaignent d'avoir été soignés sans résultats, ou de toute autre façon calomnient ou médisent des médecins;

20. Le fait d'employer, sur sa carte professionnelle, son papier de bureau, dans ses annonces, ses interviews ou ses publications, des expressions à tournure mercantile. (Exemples: satisfaction garantie; première consultation gratuite);

21. L'acceptation d'argent ou de tout autre avantage, ou promesse d'argent ou d'avantages quelconques par un membre du Bureau provincial de médecine, pour contribuer ou avoir con-

mecical reason, certificates to allow any person to obtain alcoholic beverages or narcotics;

6. The fact of selling or giving narcotics without sufficient medical reason;

7. The fact of having consultations with quacks bone-setters or other charlatans and of making any agreement with such for the treatment of any disease whatever;

8. The fact of supplying a quack, bone-setter or other charlatan with reports of examinations, radiographies or any other documents and information which may allow such a quack to continue the treatment of a patient;

9. The fact of having brought on an abortion declared, by the Court, to be criminal;

10. The fact of carrying on among the public, directly or indirectly, an anti-conception or an abortive propaganda;

11. The sharing between physicians (dichotomy) or between physicians and druggists or other persons, of any profits resulting either from consultations, prescriptions, surgical operations, sale of medicines or apparatus, without the patient having been notified of such participation in the profits by one of the forms determined or to be determined by the Provincial Medical Board for each case in particular;

12. The fact of inserting in the newspapers, or otherwise spreading among the public, a direct or indirect advertisement in which the curing of a disease is expressly or implicitly guaranteed;

13. The fact of employing, to designate an apparatus for diagnosis or treatment, or a remedy, expressions which may lead to error as to the nature or origin or the effects of the said apparatus or remedy. (Ex.: serum, imported product, specific, etc.);

14. The fact of publicly recommending the use of a medicine or of an apparatus in the sale of which one has a pecuniary interest without notifying the public of such participation in the profits, according to forms determined or to be determined by the P. M. B.;

15. The fact of advertising the price of consultations or treatments;

16. The fact of advertising free consultations, if not practising in a public institutions duly incorporated and recognized for public utility by the Provincial Board and by the Superior Council of Health;

17. The fact of depositing or posting cards or other advertisements in public urinals, brothels, taverns, pool-rooms and other similar places, on theatre programmes or others;

18. The fact of producing false testimonies in the course of an advertisement for a method or a remedy;

19. The fact of producing, in the course of an advertisement for a method or a remedy, certificates in which the patients congratulate themselves on having escaped proposed treatments by other doctors, or complain of having been treated without any results or in any other manner calumniate or slander physicians;

20. The fact of using on a professional card, office paper, advertisements, interviews or publications, any mercantile forms of expression. (Ex.: satisfaction guaranteed; first consultation free.);

21. The accepting of money or of any other advantage or promise of money or advantages whatsoever by a member of the Provincial Medical Board, for contributing or for having

tribué à faire adopter un procédé ou une décision quelconque par le Bureau provincial de médecine.

Certifié conforme.

Le régistraire,

1823 J. GAUVREAU.

contributed to the adoption of a process or any decision whatever by the Provincial Medical Board.

True copy.

J. GAUVREAU,

1824 Registrar.

Soumissions

LA CITE DE RIVIERE-DU-LOUP.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "soumission pour obligations", pour l'achat d'une émission d'obligations datée du 1er mai 1928, au montant de $60,000.00, remboursables par séries du 1er mai 1928 au 1er mai 1958, à 5% d'intérêt, seront reçues par le soussigné jusqu'à 5 heures de l'après-midi, le 1er mai 1928. Intérêts semi-annuels (1er mai et novembre). Capital et intérêts payables à la Banque Canadienne Nationale à Rivière-du-Loup, à Québec ou à Montréal, de dénominations de $100.00 et $500.00. L'obligation pourra être enregistrée. Objet de l'emprunt: Pour construction de rues en macadam asphalté; trottoirs en béton et consolidation de la dette flottante de 1923. Livraison vers le 5 mai à la Banque Canadienne Nationale à Rivière-du-Loup ou à Québec.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt. Un intérêt au taux de 5% sera payé jusqu'à la date de la livraison sur son dépôt, au soumissionnaire dont l'offre aura été acceptée.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission. Les soumissions contenant des conditions autres que celles ci-dessus énumérées seront rejetées.

Les soumissions seront prises en considération à une séance publique du Conseil de Ville de la Cité de Rivière-du-Loup, le 1er mai 1928, à 7.30 p. m., à la salle des séances du dit conseil à l'Hôtel de Ville.

La cité se réserve le droit de n'accepter, ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Rivière-du-Loup, le 11 avril 1928.

Le secrétaire-trésorier,

1815 J. LEBEL.

Tenders

THE CITY OF RIVIERE DU LOUP.

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds", for the purchase of an issue of bonds dated from the 1st of May, 1928, for the amount of $60,000.00, redeemable serially from the 1st of May, 1928, to the 1st of May, 1958, bearing interest at the rate of 5%, shall be received by the undersigned until 5 o'clock in the afternoon, the 1st of May, 1928. Interest payable semi-annually (1st of May and November). Capital and interest payable at La Banque Canadienne Nationale, at Rivière du Loup, Quebec or Montreal, of denominations of $100.00 and $500.00 The bond may be registered. Object of the loan: For the construction of macadamized asphalt streets; concrete sidewalks and the consolidation of the floating debt of 1923. Delivery about the 5th of May at La Banque Canadienne Nationale, at Rivière du Loup or Quebec.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan. Interest at the rate of 5% shall be paid up to the time of delivery upon the deposit of the tenderer whose offer has been accepted.

Every tender must specify whether the accrued interest is included or not included in the offer. The tenders containing conditions other than those hereabove enumerated shallbe rejected.

The tenders shall be taken into consideration at a public meeting of the City Council of the City of Rivière du Loup, the 1st of May, 1928, at 7.30 o'clock P. M., in the Council Room of the said Council, in the City Hall.

The City reserves the right to accept neither the highest or any of the tenders.

Rivière du Loup, April 11, 1928.

J. LEBEL,

1816 Secretary-Treasurer.

MUNICIPALITE DE LORETTEVILLE, COMTE DE QUEBEC.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées" soumissions pour obligations", pour l'achat de deux émissions d'obligations datées du premier mai 1928, au montant, l'une de $125,000.00 et l'autre de $75,000.00, remboursables par séries du premier mai 1929 au premier mai 1958, portant intérêt à 5%, payable le dit intérêt semi-annuellement, seront reçues par le soussigné, jusqu'à 6½ heures p. m. le premier mai prochain. Le capital et l'intérêt des dites débentures payables à la Banque Provinciale, ou à la Banque Canadienne Nationale, à Loretteville, Québec, ou Montréal, et de dénominations au gré de l'acheteur. L'émission de $125,000.00 est faite en rapport avec la construction d'un aqueduc, et celle de $75,000.00 en rapport avec la construction d'égouts. Livraison sera faite à partir du premier mai à Loretteville. La corporation désirant liver $30,000.00

MUNICIPALITY OF LORETTEVILLE, COUNTY OF QUEBEC.

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds", for the purchase of two issues of bonds dated from the first of May, 1928, one for the amount of $125,000.00 and the other of $75,000.00, redeemable serially from the first of May, 1929, to the first of May, 1958, bearing interest at 5%, the said interest being payable semi-annually, will be received by the undersigned until 6½ o'clock P. M., the first of May next. The capital and interest of the said debentures to be payable at La Banque Provinciale or at the Banque Canadienne Nationale, at Loretteville, Quebec or Montreal, and of denominations at the option of the purchaser. The issue of $125,000.00 is made in connection with the construction of an aqueduct, and that of $75,000.00 in connection with the construction of sewers. The delivery shall be made from the first of May at Lorette-

d'obligations dans le courant de mai et le solde des débentures pour livraison et payments mensuels jusqu'au 30 novembre 1928, au bureau du soussigné. Les soumissionnaires pourront envoyer des soumissions pour l'un ou l'autre des emprunts, ou pour les deux.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission. Les soumissions contenant des conditions autres que celles ci-dessus énumérées seront rejetées.

La municipalité se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Loretteville, ce 11 avril 1928.

Le secrétaire-trésorier,

1817 ALEXANDRE MARTEL.

ville. The Corporation desiring to deliver $30,000.00 of bonds in the course of May and the balance of the debentures for delivery and monthly payment until the 30th of November, 1928, at the office of the undersigned. The tenderers may transmit tenders for one or the other of the loans or for both.

Every tender must specify whether the accrued interest is included or not included in the offer. The tenders containing conditions other than those hereabove enumerated shall be rejected.

The Municipality reserves the right to accept neither the highest or any of the tenders.

Loretteville, April 11, 1928.

ALEXANDRE MARTEL,

1818 Secretary-Treasurer.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 15

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Bastarache vs Marquis..... 1286
" Deblouais vs Paquin..... 1285
" Forand vs Martel..... 1285
" Kerr vs Joachim..... 1285
Lachance vs Lachance..... 1284
" Marquis vs Nadeau..... 1313
" McCullough vs Ivall..... 1285
" Poitras vs Gagnon..... 1285
" Rosrogovitch vs Peskin..... 1286
Spear vs Weston..... 1284
" Veilleux vs Brochu..... 1285

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Robitaille vs Ducharme..... 1268

ANNONCEURS:—Avis aux..... 1147

ARRETÉ-EN-CONSEIL:—

Concernant la loi des véhicules automobiles..... 1311
Concernant les prix des permis pour faire le commerce de fourrure dans la province..... 1311

ASSEMBLÉE:—

Quebec Central Railway Co..... 1286

ASSURANCES :—

British Canadian Insurance Co..... 1283
Cie d'ass. mutuelle de la paroisse de Sainte-Lucie d'Albanel..... 1281
Hardware Dealers Mutual Fire Ins. Co. of Wisconsin..... 1282
La Cie d'ass. mutuelle de la paroisse de Sainte-Marie..... 1282
Minnesota Implement Mutual Fire Ins. Co..... 1282
Retail Hardware Mutual Fire Ins. Co... 1283
Universal Insurance Company..... 1283
Wellington Fire Insurance Co..... 1283

AVIS DIVERS:—

Actes dérogatoires à l'honneur professionnel des médecins..... 1313
Exchange Clearing House Co..... 1287
Girouard, J.-L., notaire suspendu..... 1313

Index of the Quebec Official Gazette, No. 15

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Bastarache vs Marquis..... 1286
" Deblouais vs Paquin..... 1285
" Forand vs Martel..... 1285
" Kerr vs Joachim..... 1285
Lachance vs Lachance..... 1284
" Marquis vs Nadeau..... 1313
" McCullough vs Ivall..... 1285
" Poitras vs Gagnon..... 1285
" Rosrogovitch vs Peskin..... 1286
Spear vs Weston..... 1284
" Veilleux vs Brochu..... 1285

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Robitaille vs Ducharme..... 1286

ADVERTISERS:—Notice to..... 1147

ORDER-IN-COUNCIL:—

Concerning the motor vehicle act..... 1311

Respecting the price of permits to deal in furs in the Province..... 1311

MEETING:—

Quebec Central Railway Co..... 1286

INSURANCES :—

British Canadian Insurance Co..... 1283
Cie d'ass. mutuelle de la paroisse de Sainte-Lucie d'Albanel..... 1281
Hardware Dealers Mutual Fire Ins. Co. of Wisconsin..... 1282
La Cie d'ass. mutuelle de la paroisse de Sainte-Marie..... 1282
Minnesota Implement Mutual Fire Ins. Co..... 1282
Retail Hardware Mutual Fire Ins. Co... 1283
Universal Insurance Company..... 1283
Wellington Fire Insurance Co..... 1283

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Acts derogatory to professional honor of physicians..... 1313
Exchange Clearing House Co..... 1287
Girouard, J.-L., notary suspended..... 1313

International Fibre Board, Ltd..... 1287
Renards du Nord de Charlevoix, Inc..... 1287
Roymont Investment Co., Ltd..... 1287

CHARTE—ABANDON DE:—

Brokers Securities, Ltd..... 1288
Hecla Copper Mines, Ltd..... 2188
Stadamac Mines, Ltd..... 1288

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Paroisse de Sainte-Cécile-du-Bic..... 1312
Ville de Dolbeau..... 1284

LETTRES PATENTES:—

Aaronson's, Limited..... 1242
Agapit Shoe Manufacturing Co..... 1243
Alfred Goyette, Limitée..... 1244
Burke-Stone Co., Ltd..... 1245
Canadian Clothes Shops, Ltd..... 1249
Cie de Chaises de Daveluyville, Ltée—
Daveluyville Chair Co., Ltd..... 1250
Eugène Rouleau, Inc..... 1251
Exchange Clearing House Co..... 1270
Ferme du Repos, Inc..... 1251
George Drummond & Co., Ltd..... 1252
La Carrière Gravel, Ltée..... 1253
La Cie Minière Régionale, Ltée..... 1255
La Montcalm, Cie d'Assurance Générale
—The Montcalm General Ins. Co..... 1256
La Renardière Saint-Félicien, Ltée..... 1257
L'Imprimerie de Shawinigan-Falls, Ltée
—(The Shawinigan Printing Co., Ltd). 1259
Marshall & Morrison, Ltd..... 1260
Mining Finance Corporation, Ltd..... 1260
Monarch Dress Co., Ltd..... 1261
Montreal Silk Co., Ltd..... 1269
Parc Berford, Ltée—Park Berford, Ltd. 1262
Rosalind Dress Co., Ltd..... 1264
Rosenbloom's, Limited..... 1265
Service d'Autobus de Rivière du Loup,
Ltée..... 1267
The Employers Detective Agency (Que-
bec), Ltd..... 1274
The Glovers Guild, Ltd..... 1276
The Mount Royal Dental Society, Inc... 1277
Western Construction, Limited..... 1278

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Electra Theatre, Ltd—Théâtre Electra,
Ltée..... 1281
Ste-Anne Investment Corporation..... 1280

MINISTRE DE L'AGRICULTURE:—

Cercle Agricole de la municipalité du Lac
Saint-Paul..... 1284

MINUTES DE NOTAIRE:—

Fortin, Fortin..... 1288

SOUMISSIONS:—

Cité de Rivière-du-Loup..... 1315
Municipalité de Loretteville..... 1315

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—

Canadian National Express..... 1289
Canadian Pacific Express Co..... 1289

International Fibre Board, Ltd..... 1287
Northern Charlevoix Foxes Inc..... 1287
Roymont Investment Co., Ltd..... 1287

CHARTER—SURRENDER OF:—

Brokers Securities, Ltd..... 1288
Hecla Copper Mines, Ltd..... 1288
Stadamac Mines, Ltd..... 1288

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Parish of Sainte-Cécile du Bic..... 1312
Town of Dolbeau..... 1284

LETTERS PATENT:—

Aaronson's, Limited..... 1242
Agapit Shoe Manufacturing Co..... 1243
Alfred Goyette, Limitée..... 1244
Burke-Stone Co., Ltd..... 1245
Canadian Clothes Shops, Ltd..... 1249
Cie de Chaises de Daveluyville, Ltée—
Daveluyville Chair Co., Ltd..... 1250
Eugène Rouleau, Inc..... 1251
Exchange Clearing House Co..... 1270
Ferme du Repos, Inc..... 1251
George Drummond & Co., Ltd..... 1252
La Carrière Gravel, Ltée..... 1253
La Cie Minière Régionale, Ltée..... 1255
La Montcalm, Cie d'Assurance Générale
—The Montcalm General Ins. Co..... 1256
La Renardière Saint-Félicien, Ltée..... 1257
L'Imprimerie de Shawinigan-Falls, Ltée
—(The Shawinigan Printing Co., Ltd). 1259
Marshall & Morrison, Ltd..... 1260
Mining Finance Corporation, Ltd..... 1260
Monarch Dress Co., Ltd..... 1261
Montreal Silk Co., Ltd..... 1269
Parc Berford, Ltée—Park Berford, Ltd. 1262
Rosalind Dress Co., Ltd..... 1264
Rosenbloom's, Limited..... 1265
Service d'Autobus de Rivière du Loup,
Ltée..... 1267
The Employers Detective Agency (Que-
bec), Ltd..... 1274
The Glovers Guild, Ltd..... 1276
The Mount Royal Dental Society, Inc... 1277
Western Construction, Limited..... 1278

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Electra Theatre, Ltd—Théâtre Electra,
Ltée..... 1281
Ste-Anne Investment Corporation..... 1280

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Farmers' Club of the municipality of
Lake Saint Paul..... 1284

NOTARIAL MINUTES:—

Fortin, Fortin..... 1288

TENDERS:—

City of Rivière du Loup..... 1315
Municipality of Loretteville..... 1315

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian National Express..... 1289
Canadian Pacific Express Co..... 1289

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Délorme, Théodore 1292
Gauthier, Jean 1289
Leclerc, Charles 1292
Proteau, Pierre 1293
Routhier, Cyrille 1290
Routhier, Cyrille 1290
Succession A.-M. Serra 1291

VENTE PAR LICITATION:—

Charters *et al* vs Charters *et al* 1295

VENTE POUR TAXES:—

Cité du Cap-de-la-Madeleine 1298
Ville de la Pointe-aux-Trembles 1296

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

Vosko vs Burton 1299

CHICOUTIMI:—

Côte vs Cunningham *et al* 1299
Tremblay vs Potvin 1300

IBERVILLE:—

Sicotte vs Beaudin 1301

MONTRÉAL:—

Denis vs Delisle 1301
General Railway Signal Co., vs General Railway Signal Co. of Canada, Ltd. . 1302
Hervieux vs Berger *et al* 1302
Lachine Jacques-Cartier and Maisonneuve Railway Co. vs Rochon 1304
Parsons vs O'Brien 1305
Thompson vs Laing 1303

NICOLET:—

Séminaire de Nicolet vs Therrien 1305
Syndics de la paroisse de Saint-Léonard d'Aston vs Vigneault 1306

QUEBEC:—

Amyot *et al* vs Auger 1306
Duval vs Jobin 1306
Geretto vs Bonneau *et vir* 1307
Grandbois vs Magnan 1308
La Brasserie Champlain, Ltée vs Gosselin 1308

RIMOUSKI:—

International Harvester Co., Ltd vs Levesque 1308
Lucas vs Plante *et al* 1309
Ville de Rimouski vs Lebel 1309
Ville de Rimouski vs Lévesque 1309

SAINT-HYACINTHE:—

Monty *et al* vs Ménard 1310

TROIS-RIVIÈRES:—

Lottinville vs Paquette 1310
Voyer vs Grenier 1311

SALES, BANKRUPTCY ACT—

Délorme, Théodore 1292
Gauthier, Jean 1289
Leclerc, Charles 1292
Proteau, Pierre 1293
Routhier, Cyrille 1290
Routhier, Cyrille 1290
Estate A. M. Serra 1291

SALE BY LICITATION:—

Charters *et al* vs Charters *et al* 1295

SALE FOR TAXES:—

City of Cap de la Madeleine 1298
Town of Pointe aux Trembles 1296

SHERIFF'S SALES :—

ABITIBI:—

Vosko vs Burton 1299

CHICOUTIMI:—

Côte vs Cunningham *et al* 1299
Tremblay vs Potvin 1300

IBERVILLE:—

Sicotte vs Beaudin 1301

MONTREAL:—

Denis vs Delisle 1301
General Railway Signal Co., vs General Railway Signal Co. of Canada, Ltd. . 1302
Hervieux vs Berger *et al* 1302
Lachine Jacques-Cartier and Maisonneuve Railway Co. vs Rochon 1304
Parsons vs O'Brien 1305
Thompson vs Laing 1303

NICOLET:—

Séminaire de Nicolet vs Therrien 1305
Trustees of the parish of Saint Leonard d'Aston vs Vigneault 1306

QUEBEC:—

Amyot *et al* vs Auger 1306
Duval vs Jobin 1306
Geretto vs Bonneau *et vir* 1307
Grandbois vs Magnan 1308
La Brasserie Champlain, Ltée vs Gosselin 1308

RIMOUSKI:—

International Harvester Co., Ltd vs Levesque 1308
Lucas vs Plante *et al* 1309
Town of Rimouski vs Lebel 1309
Town of Rimouski vs Lévesque 1909

SAINT-HYACINTHE:—

Monty *et al* vs Ménard 1310

THREE RIVERS:—

Lottinville vs Paquette 1310
Voyer vs Grenier 1311

QUÉBEC:—Imprimé par L.-AMABLE PROULX, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC:—Printed by L. AMABLE PROULX, printer to His Most Excellent Majesty the King.